



François, un pape à part

Réformateur, ambivalent, clivant, "pape des oubliés"...
Les réactions de la presse mondiale après la mort du souverain pontife.



Courrier international

N° 1799 du 24 au 29 avril 2015

courrierinternational.com

France : 5,20 €

Allermaie 5,50 €, Andorre 6,20 €,
Canada 9,25 \$CAN, DOM 5,50 \$,
Espagne 5,50 €, Grande-Bretagne
5,80 €, Grèce 6 €, Italie 5,50 €,
Japon 1500 Y, Maroc 5,00 DH,
Pays Bas 6,20 €, Portugal 6,00 €, RO €,
Sénégal 3400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 11DT,
Afrique 3700 FCFA.

VIVE LE CANADA LIBRE !

*Devant les menaces d'annexion
de Donald Trump, il est temps de
réinventer l'identité canadienne,
estime la presse locale à la veille
des élections du 28 avril.*





BANQUE CENTENAIRE

nouvelle génération

Au Crédit Commercial de France, nous nous appuyons sur plus d'un siècle d'expérience pour proposer des solutions **adaptées aux besoins d'aujourd'hui.**

Rendez-vous dès maintenant **en agence** ou sur **ccf.fr**

CCF | BANQUE PATRIMONIALE DEPUIS 1917

CCF - S.A. au capital de 147 000 001 euros, agréée en qualité d'établissement de crédit et de prestataire de services d'investissement, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 315769257 - Siège social: 103 rue de Grenelle - 75007 Paris. Intermédiaire en assurance immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07030162 (www.orias.fr).



**LES CHOIX
DE "COURRIER"**
CLAIRE CARRARD

Un pape à part et Vive le Canada libre!

C'est un pays dans lequel les deux tiers des 41,5 millions d'habitants vivent à moins de 100 kilomètres de la frontière américaine. Et dont les trois quarts des exportations aboutissent aux États-Unis. L'emprise du puissant voisin est "profonde", dans la culture, au restaurant du coin, au supermarché. Tout ou presque sonne américain. Bienvenue au Canada, le pays de quoi, au juste? C'est la question que n'en finit plus de poser la presse locale depuis que Donald Trump a menacé d'annexer le pays et d'en faire purement et simplement le 51^e État des États-Unis. À la veille des élections fédérales du 28 avril, qui doivent désigner le nouveau

Premier ministre, c'est à ce débat sur l'identité canadienne que nous avons choisi de consacrer notre dossier cette semaine. En 2015, Justin Trudeau, alors tout jeune Premier ministre, avait défini ainsi son pays dans un entretien au *New York Times* : "Il n'y a pas d'identité fondamentale, pas de courant dominant au Canada. Il y a des valeurs partagées [qui] font de nous le premier État postnational."

Dix ans plus tard, tout est renversé : Justin Trudeau, usé par le pouvoir et des scandales à répétition, a jeté l'éponge, et les candidats à sa succession "ont chacun annoncé le grand retour d'une identité fondamentale", explique le *Devoir*. "En Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Colombie-Britannique, le réveil est relativement brutal", écrit le chroniqueur MC Gilles dans *Le Soleil*. On prend conscience de notre américanisation lors du dernier siècle." Pour mieux tenter de s'en détacher. Depuis quelques semaines,

un sursaut de patriotisme traverse le pays : l'hymne américain a été conspué lors de compétitions sportives, le mouvement de boycott des produits américains s'étend, les Canadiens annulent en masse leurs voyages prévus chez leur voisin. Bref, c'est le désamour, voire pire. "Le Canada, ce chantier sans fin, vient de perdre son innocence", analyse Éric Grenier dans le magazine **L'Actualité**. Depuis sa création, notre fédération se croyait tellement bonne qu'elle en était devenue l'amie indispensable de tous, et même indispensable tout court." Il est temps d'atterrir, assure le chroniqueur, à l'image d'une bonne partie de la presse canadienne. Dans *The Walrus*, Melissa J. Gismondi va plus loin et appelle ses compatriotes à se réveiller. "Il ne suffit pas d'acheter canadien et de boycotter les produits américains : il faut admettre la réalité du régime autoritaire que Trump est en train d'instaurer aux États-Unis et le risque inhérent que cela fait peser sur

la souveraineté et les valeurs démocratiques canadiennes." Pour mieux comprendre l'ampleur du divorce en cours, il faut lire le reportage étonnant du **Globe and Mail** sur la Haskell Free Library and Opera House. Cette bibliothèque, située à la frontière canado-américaine, a longtemps été un trait d'union entre les deux pays. Aujourd'hui, les contrôles ont été renforcés côté américain et les accès y sont limités. Nous avions bouclé ce numéro quand le Vatican a annoncé, lundi 21 avril, la mort du pape François. Nous y revenons largement en début de journal : "Le pape des oubliés", "l'ami de l'Afrique et du monde arabe"... Depuis lundi, la presse mondiale rivalise de superlatifs pour décrire la personnalité de Jorge Mario Bergoglio, premier pape sud-américain, qui restera pour beaucoup comme la voix des sans-voix. Un homme d'ouverture sur le monde, certes, mais au bilan finalement contrasté. Un pape à part.

Très engagé sur les questions

de la pauvreté, du climat et des migrants, François aura moins convaincu sur les questions de société : les femmes, l'IVG, les droits des personnes LGBTQI. S'il a bien engagé une réforme de la curie et marqué une rupture avec ses prédécesseurs, ce pape-là aura aussi accentué le clivage entre les courants catholiques les plus réactionnaires et les aspirations progressistes qu'il incarnait, explique la presse étrangère. Par un curieux hasard, la veille de sa mort, il avait brièvement rencontré J. D. Vance, le vice-président américain. Dans son dernier message "urbi et orbi" lu en son nom le dimanche de Pâques par l'archevêque Diego Ravelli, il appelait les responsables politiques à "ne pas céder à la logique de la peur qui enferme". Tout le contraire de Donald Trump.

En couverture :

Canada : Dessin de Sébastien Thibault paru dans *The Globe and Mail*, Toronto © Anna Goodson Illustration Agency
Pape : Dessin de Falco, Cuba

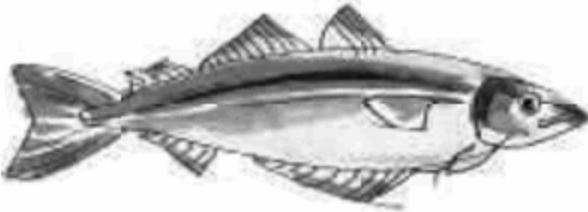


Sommaire

ENVIRONNEMENT p.34

Tout est bon dans le cabillaud

Après des décennies de surpêche, l'Islande souhaite pouvoir utiliser 100 % de chaque poisson pêché. De la tête aux arêtes, tout peut être valorisé, raconte **Politiken**.



7 JOURS p.6

L'adieu à François

La mort du souverain pontife, le 21 avril, bouleverse les catholiques et le monde entier. La presse étrangère s'en fait l'écho, soulignant la singularité de ce pape "voix des sans-voix".

GRASHOPPER/ALAMY/PHOTO12

p.38



LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

+972 Magazine (972mag.com) Israël, en ligne. **L'Actualité** Montréal, bimensuel.
The Economist Londres, hebdomadaire.
The Globe and Mail Toronto, quotidien.
The Japan Times Tokyo, quotidien.
La Libre Belgique Bruxelles, quotidien.
The Mill (manchestermill.co.uk) Manchester, en ligne. **El Mundo** Madrid, quotidien.
Neue Zürcher Zeitung Zurich, quotidien.
The New York Times New York, quotidien.
Politiken Copenhague, quotidien. **Público** Lisbonne, quotidien. **Le Soleil** (lesoleil.com) Québec, en ligne. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **Studio Yafa** (studiodyafa.org) Ouagadougou, en ligne. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Sydney Morning Herald** Sydney, quotidien. **The Walrus** Toronto, mensuel.
The Washington Post Washington, quotidien. **Yazhou Zhoukan** Hong Kong, hebdomadaire. **Zan Times** (zantimes.com) Afghanistan, en exil, en ligne.

GAZA p.12

Nétanyahou veut créer un "camp de concentration"

L'État hébreu veut déplacer "de force" les Gazaouis dans une zone de l'enclave palestinienne, avant une expulsion massive. Un point de vue rare dans la presse israélienne, celui d'un journaliste de **+972**.

Gout Gout à la vitesse de l'éclair

Cet hiver, cet Australien de 17 ans a couru plus vite que la légende Usain Bolt au même âge. Son rêve : emporter l'or aux Jeux olympiques de Brisbane, chez lui, en 2032. Un portrait du *Sydney Morning Herald*.



SOMMAIRE

- 7 jours dans le monde
 6. François, un pape à part
 11. Tunisie. Un procès politique
 D'un continent à l'autre
 12. Gaza. Nétanyahou veut créer un "camp de concentration"
 16. Chine. Merci l'isolationnisme trumpiste!
 18. Afghanistan. Faire entendre les voix perdues dans le vacarme des hommes
 19. États-Unis. Harvard fait de la résistance
 20. Île Maurice. Au cœur du jeu géostratégique
 21. Burkina Faso. Des fraises sinon rien
 22. Allemagne. Ramstein, "petite Amérique" sous pression
 23. Portugal. À l'école de Salazar
 À la une
 24. Être canadien face à l'Amérique de Trump
 Transversales
 32. Environnement. Comment verdir la culture du cannabis
 34. Économie. Tout est bon dans le cabillaud
 37. Signaux. Comment voyagent les virus
 360°
 38. Athlétisme. Gout Gout à la vitesse de l'éclair
 42. Voyage. À bord du Seven Stars, un faste incomparable
 44. Gastronomie. Une fusion culinaire made in Manchester
 46. Histoire. Et Washington lâcha Saigon



SUR NOTRE SITE

Guerre commerciale. Il va falloir choisir son camp

Selon des informations du **Wall Street Journal**, Donald Trump chercherait à faire pression sur quelque 70 pays, partenaires commerciaux de la Chine, pour qu'ils se distancient de Pékin. Une politique dénoncée le 21 avril par les Chinois. Suivez les réactions de la presse étrangère sur notre site.

Nucléaire iranien. Négociations épisode 3

L'Iran et les États-Unis doivent se retrouver le 26 avril pour un troisième cycle de pourparlers sur le nucléaire iranien sous l'égide du sultanat d'Oman. Les médias iraniens se veulent optimistes, mais ils mettent en garde contre toute perturbation dans les négociations de la part d'Israël. À suivre sur notre site.

Pakistan. Les courses folles des pigeons athlétiques

La colombophilie est une vieille tradition pakistanaise. Le quotidien **Dawn** nous emmène sur les toits de Karachi, dans le sud du pays, à la rencontre de quelques mordus de ce sport insolite et de leurs athlètes choyés. Un reportage à retrouver dès samedi dans notre édition Week-end.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.

NOUVEAU HORS-SÉRIE

Comment les États-Unis, la Russie et la Chine se partagent le monde et le rendent plus dangereux. Les analyses de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO25BO01

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de 139 € au lieu de 237,20 €*
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 175 € au lieu de 290,60 €*

Monsieur Madame

NOM.....

PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/ours>
 ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles-et-droits> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@courrierinternational.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@sai.pim.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépot légal Avril 2025. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel courrierdeslecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coispot, Matthieu Recarte Concept graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport, Ophélie Négros, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE

François Gerles (chef de rubrique, 17 à 8) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 à 9), Laurence Habay (cheffe de service adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse, Luxembourg), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Benjamin Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavou (Hongrie), Guillaume Narquer (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoia (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotlevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 16 à 9) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 à 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 à 57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgane Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 à 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandaki (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagihara (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramiya (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowski (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 à 15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivière (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bécoï (chef de service, 17 à 32), Hugo Florent, Ouméma Nechi HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffschitz (16 à 9)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coispot, Mélanie Chenouard (chef de service), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEURS Etienne Bianchi, Paul Blondé, Antoine Cury-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 à 51), Jean-Luc Majouret (16 à 42)

TRADUCTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyret (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 à 35), Solal Abélès, Françoise Hérolé, Julie Martin, Jean-Daniel Mougeot, Anne Romefort

DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquette), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet

INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Enrichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet ICONOGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saïndon, Céline Merriën (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 à 37), Diane Perpère (16 à 9), Alizée Marchal (17 à 38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 à 5) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainaly, Christophe Alexandre, Torunn Amiel, Giuseppe Ardini, Jean-Baptiste Bor, Étienne Bouché, Maxim Bourdier, Barbara Bouyne, Chloé Boyer, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Anne-Françoise Cochet, Corinne Duqueyriox, Éloïse Duval, Hélène Frédéric, Dorian Gallais, Marie Gandiois, Philippe Godfrey, Anna Kerautret, Yousa Larbi Alami, Léa Maillard, Anne Mattler, Florian Mattern, Camille Miloua Giraudau, Valentine Morizot, Florient Paillière, Zena Serhal, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Aruzhan Yerallyeva

PUBLICITÉ MP publicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale : Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mppublicite.fr, 39 à 68) Directeur de la publicité : David Delannoy Directeur délégué au digital : Martin Clamart (martin.clamart@mppublicite.fr) Directeur délégué au pôle Opérations spéciales : Steve Dablin (steve.dablin@mppublicite.fr, 38 à 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 à 6) Gestion Mathilde Bannier (16 à 26) Droits Blandine Mosnat (16 à 52) Comptabilité 01 48 88 45 51

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loh Directrice des ventes Sabin Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévôt, Véronique Saudemont Responsables du numérique Kévin Jolivet (directeur des opérations numériques), Louise Dugeau, Camille Lefaux, Myrr-May Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts : 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS number 019-061, is published weekly 51 times per year (three issues in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International/oExpress Mag, 8275, avenue Marco Polo, Montréal, Québec, Canada

Origine du papier : Alemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC.

Europhotopack : Prot-0,003 g/m²/papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

www.pefc-france.org



Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.



ACPM

www.acpm.ca

Origine du papier : Alemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Europhotopack : Prot-0,003 g/m²/papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Papier imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

8 000 € pour booster sa carrière.

Amazon offre à ses salariés jusqu'à 8 000 € pour se former.



amazon

25 ans que vous cliquez
à la bonne porte.



Sous conditions d'éligibilité.



7 jours dans
le monde



François, un pape à part

Chimiste, édifié par sa grand-mère, pris dans la dictature argentine... *La Libre Belgique* revient sur le parcours singulier de ce pape "du bout du monde", élu "pour réformer, secouer et aérer" l'Église et qui laisse une institution en plein bouleversement.

— **La Libre Belgique** (Bruxelles)

A l'intérieur de l'église dans laquelle il vient d'entrer, les yeux de l'adolescent doivent s'habituer à la pénombre. Nous sommes le 21 septembre 1953, et le jeune Bergoglio, du haut de ses 16 ans, interrompt le chemin qui le mène à la fête annuelle des étudiants de son école. Il est passé devant l'église de sa paroisse et, "sans pouvoir l'expliquer", parce qu'il le "sentait", il en a poussé les portes, a-t-il raconté à plusieurs occasions. "Dans l'église, j'ai regardé autour de moi. Il faisait un peu sombre. Et j'ai vu arriver un prêtre, je ne le connaissais pas. Il n'était pas de la paroisse. Il s'est assis dans le confessionnal, à gauche, en regardant l'autel. Et là, j'ignore ce qui m'est arrivé... J'ai vécu la stupeur d'avoir soudain rencontré Dieu. En me confessant avec ce prêtre, je me suis senti accueilli dans la miséricorde du Seigneur. C'est ce jour-là que j'ai senti que je devais devenir prêtre. Je n'ai eu aucun doute. Aucun."

Dans la vie de cet étudiant en chimie, tout bascule en quelques instants ce matin-là.

Il ne fallut qu'un regard, qu'un échange. Et ce n'est pas anodin. François fut un homme de contacts et d'accolades. Des décennies plus tard, le 13 mars 2013, à Rome, c'est son regard, son corps imposant, sa salutation un peu raide qui saisit spontanément la foule lorsqu'il surgit au balcon de la basilique Saint-Pierre. Simple, un peu bonhomme, le pape cache d'ailleurs mal son étonnement. S'il avait été un des grands favoris lors du conclave de 2005, plus personne ne comptait sur lui en 2013. Trop âgé, trop peu polyglotte, de santé trop fragile, peu soucieux des mondanités romaines... Ce poste n'était plus pour lui, disait-on. Et pourtant...

Né le 17 décembre 1936 dans un quartier populaire de Buenos Aires, Jorge Mario Bergoglio est le fils d'émigrants

On ne peut "absolument pas lier le pape François à la dictature".

Alfonso Pérez Esquivel,
PRIX NOBEL DE LA PAIX

✓ Place Saint-Pierre, en 2015, le pape François avec des scouts. Photo Stefano Dal Pozzolo/Contrasto

italiens : son père, Mario, est employé des chemins de fer, tandis que sa mère, Regina Sivori, s'occupe de ses cinq enfants. Dans le quartier, sa *nonna* piémontaise [sa grand-mère paternelle], qui est aussi sa marraine, Rosa, lance une épicerie-bar.

“Nonna Rosa”, c'est son surnom, marquera durablement le futur pape. Jusque dans ses appartements romains, il relisait ses mots, ses courtes lettres, qu'il garda toute sa vie dans son breviaire. C'est elle, avec son caractère fort et son engagement dans le quartier, qui le fera grandir dans la foi. “*Elle transmettait l'Évangile à travers la tendresse, le soin, la sagesse*”, confia-t-il dans sa biographie, *Vivre*, publiée en 2024. C'est cette sainteté du quotidien, des petits gestes, de l'attention aux autres que cultivait sa grand-mère qui incarne le visage que François souhaitait donner à l'Église.

Diplômé comme technicien en chimie, le jeune Jorge Mario entre chez les jésuites en 1958. Professeur de littérature et de psychologie, il sera ordonné prêtre en 1969. Très vite, à l'âge de 36 ans, il devient supérieur des jésuites d'Argentine. Sur le plan théologique, il choisit le camp de Rome alors qu'émerge sur la gauche de l'échiquier la théologie de la libération, trop politique aux yeux du Saint-Siège, qui la condamne.

“Prélat des favelas”. Mais c'est surtout sur le plan étatique que la période est tourmentée en Argentine. En 1976, le général Videla accède au pouvoir par un coup d'État militaire et met en place une sanglante dictature dans l'ensemble du pays. Deux noms résonnent alors, ceux des anciens jésuites Orlando Yorio et Francisco Jalics, qui furent enlevés et séquestrés par le régime. Bergoglio, leur supérieur, eut-il une responsabilité dans cette arrestation ? Aurait-il pu faire davantage en vue de leur libération ? Non, concluent les recherches aujourd'hui.

Mais a-t-il, par la suite, collaboré avec la dictature ? Ces questions secouèrent les médias peu après son élection en tant que pape. Il s'avère que François paya alors l'attitude ambiguë de l'Église du pays, plus que la sienne. On ne peut “absolument pas lier le pape François à la dictature”, contrairement à d'autres évêques catholiques de l'époque, répondit notamment le Prix Nobel de la paix Alfonso Pérez Esquivel en 2013 sur la BBC. Cela ne veut pas dire que Bergoglio n'éprouva aucun regret face à certains choix posés dans un contexte extrêmement trouble.

Étudiant en Allemagne, recteur du collège San José dans son pays, prêtre de paroisse, Bergoglio multiplie par la suite les expériences avant d'être nommé

C'est en pasteur, en prêtre de paroisse, attentif aux réalités concrètes vécues par les plus pauvres que François s'imposa.

évêque [de Buenos Aires] en 1992. Le “*prélat des favelas*”, comme le surnomme alors la presse locale, se fait remarquer en vendant le palais de l'archevêché, en s'installant dans un appartement de facture plus simple, en prenant le métro, le bus, en prononçant des discours politiques socialement engagés. C'est en 2001, par Jean-Paul II, qu'il sera ensuite créé cardinal.

À la mort du pape polonais, l'Argentin fait donc partie des favoris pour reprendre le flambeau, mais il finit par se ranger derrière l'expérience et l'amplitude intellectuelle de Joseph Ratzinger, le futur Benoît XVI. Ce sera huit ans plus tard, en 2013, que l'heure Bergoglio résonna sous les ors du Vatican.

“Les jours qui précèdent un conclave, durant lequel on élit un pape, se tiennent ce que l'on appelle les ‘congrégations générales’ lors desquelles les cardinaux se rencontrent et débattent des défis de l'Église, racontait le vaticaniste Frédéric Mounier dans *La Libre*. En 2013, 133 cardinaux y ont pris la parole, et Bergoglio s'est exprimé durant trois minutes et demie. C'est alors que tout a basculé. Il a prononcé des phrases clés, qui ont retourné l'assemblée, permis son élection et manifesté les grandes lignes de son programme. Il a insisté sévèrement pour que l'Église sorte d'elle-même, ne regarde pas son nombril, aille dans les périphéries, non seulement géographiques, mais aussi existentielles, là où se trouvent le mal, l'injustice, la douleur, l'indifférence et la misère.”

François fut donc élu pour réformer, secourir et aérer la curie (le gouvernement de l'Église). Mais plus profondément, c'est en pasteur, en prêtre de paroisse, attentif aux réalités concrètes vécues par ses contemporains et par les plus pauvres que François s'imposa.

En l'occurrence, d'ailleurs, il fut toujours fidèle à ses promesses.

Au Vatican, il s'attelle d'emblée à combattre les scandales financiers dans lesquels s'abîmaient les finances vaticanes, à réajuster l'organigramme et le fonctionnement de la curie, son gouvernement. Son style, souvent autoritaire en interne, ne plaît pas toujours, mais au terme de son pontificat le fonctionnement de cette curie apparaît plus cohérent et – surtout – plus professionnel et (un peu plus) féminin.

Dans l'Église, le pape bat le fer pour que les paroisses du monde ouvrent davantage “leurs fenêtres” aux souffrances et

défis de la société. Jamais François ne changea la doctrine catholique, mais il voulut révolutionner la posture de l'institution pour qu'elle ne ressemble pas à une basilique autoritaire juchée sur son piédestal, mais à un “*hôpital de campagne*” soucieux de secourir les plus vulnérables. Sur le fond, tout le monde dans l'Église s'accorde à cette volonté.

Mais les condamnations internes de François, notamment envers le monde traditionaliste avec lequel il eut toujours du mal à dialoguer, ne manquèrent pas de susciter des discordes et de grandes incompréhensions au sein de l'Église.

Susciter les débats. Entre lui et le monde occidental enfin, les relations ont soufflé le chaud et le froid. Si François ne cessa d'appeler au “*pardon*” et à la “*miséricorde*”, il fut toujours très sévère à l'égard de la société.

Donald Trump comme la législation belge s'en souviendront. Que ce soit sur les questions migratoires, d'injustice sociale, climatiques ou éthiques, le pape était intransigeant. S'il put dire que le président américain n'est pas un bon chrétien (eu égard à sa politique d'asile ou son absence d'ambition écologique et sociale), il qualifia de loi “*meurtrière*” la dépénalisation belge de l'IVG lorsqu'il visita le pays en septembre dernier, et de “*tueurs à gages*” les médecins qui pratiquent l'avortement.

Rarement un pape n'aura autant déconcerté. Heureux de susciter les débats sans toujours offrir les réponses (ce qui secoua des catholiques pour qui le souverain pontife est censé “*affermir dans la foi*”), François laisse une Église en plein bouleversement.

Il offre à son successeur le soin de creuser les discussions en cours (place des femmes, des laïques, des homosexuels, articulation de la doctrine et du monde contemporain...).

À cet égard, le legs le plus important du pape est sans doute celui dont on a le moins parlé : sa spiritualité. François, avant tout, était un homme de prière. Jésuite, il fut aussi formé aux “*exercices spirituels*” de saint Ignace de Loyola, selon lesquels c'est d'abord dans le calme intérieur de la prière, dans le souvenir patient des expériences passées, dans l'observation minutieuse des situations que l'on peut discerner “*la volonté de Dieu*”.

C'est ce que chercha toujours François, qui aimait partir des situations concrètes, du vécu quotidien et même de l'art (la musique et la littérature) pour penser le discours de l'Église.

Nul doute que l'Église catholique devra puiser dans ce legs spirituel pour assumer les défis qui s'annoncent.

— **Bosco d'Otreppe**, publié le 21 avril



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Le pape le plus à gauche de l'histoire. “L'État qui a le moins de pouvoir et le plus d'autorité au monde, le Vatican, a été de notre côté (celui des athées progressistes) durant les douze dernières années”, se félicite le philosophe Santiago Alba Rico. Tout au long du pontificat, “la gauche a entendu de la bouche du pape François nombre des paroles qu'elle préchait en vain : sur le changement climatique, les migrants...” Les forces progressistes auraient donc pu, voire dû, selon l'homme de lettres espagnol, envisager une alliance tactique avec le Vatican face à la montée des conservatismes. Occasion manquée, regrette-t-il dans une tribune publiée sur le site madrilène *Público*. “Une partie de la gauche a été aveuglée par son anticléricalisme”, assure-t-il, alors même que le pape François “a condamné et endigué un grand nombre de mesures politiques barbares, et a légitimé et renforcé les mouvements de résistance sociale”. Un article à retrouver en intégralité sur courrierinternational.com.



POINT DE VUE

SOURCE



LA LIBRE BELGIQUE

Bruxelles, Belgique
Quotidien, 60 900 ex.

lalibre.be

Ce titre de qualité des francophones s'est ouvert à de nouvelles thématiques sans renier ses origines catholiques. Édité par le groupe IPM (Informations et productions multimédias), qui détient également *La Dernière Heure-Les Sports*, “*La Libre*” a modifié l'organisation de ses rubriques en 1999, et son format en 2002.



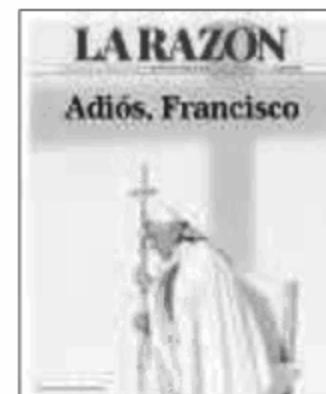
À la une



“Le Seigneur a appelé à lui le Saint-Père”, titre L’Osservatore Romano au Vatican.



“Le pape est mort”, annonce le journal polonais Gazeta Wyborcza.



“Adieu, François”, écrit le journal espagnol La Razón.



“La tristesse enveloppe le monde”, relève, au Koweït, Al-Seyassah.



“Le monde perd un guide”, déplore le journal sénégalais Sud Quotidien.



“Le pape quitte le monde à 88 ans”, annonce le taiwanais Lienhepa.



François, “le dernier révolutionnaire”, estime le journal italien de gauche Domani.



“Le pape libéral”, soutient le journal iranien Ham-mihan.

Une ambiance de “guerre civile” en héritage

Le pontificat du pape François a certes marqué une rupture avec ses prédécesseurs. Mais il a aussi accentué le clivage entre les courants catholiques les plus réactionnaires et les aspirations progressistes incarnées par le souverain pontife, notait ce journaliste avant le décès de François, lorsqu'il était au plus mal.

—Süddeutsche Zeitung,
extraits (Munich)

Fatigue, abattement, confusion... L’ambiance est particulièrement morose au Vatican. C'est du moins ce qu'ont confié de nombreux collaborateurs de la curie, certains sous le sceau de l'anonymat, au journaliste [italien et spécialiste du Vatican] Marco Politi. Dans son dernier livre, *Le Pontificat inachevé* [à paraître chez Plon en mai], il se penche sur les dernières années de règne du pape François. Et cet ouvrage tombe à point nommé.

Marco Politi est considéré comme l'un des plus fins connaisseurs du Vatican. Il a couvert les affaires du Saint-Siège pour *La Repubblica* pendant vingt ans, ce qui lui a permis de se constituer un excellent réseau. Douze ans qu'il décrit le pontificat de ce pape “venu de l'autre bout du monde” dans les moindres détails. Il analyse sa manière de gouverner et les luttes de pouvoir au sein de l’Église. Politi raconte ainsi les débuts au ralenti de François, car le pape émérite, Benoît XVI, qui n'avait renoncé ni à la soutane blanche ni au titre de Saint-Père, n'était jamais très loin. Par respect pour son prédécesseur, l'Argentin avait d'abord gardé en poste les hauts responsables nommés par celui-ci, se retrouvant ainsi à la tête d'une “curie hybride”. Et ses adversaires conservateurs avaient profité

de cette cohabitation malheureuse pour torpiller l'œuvre du pape argentin. Après la mort de Benoît XVI, en décembre 2022, François a pu agir plus librement. Il a tenté de réformer la curie, confié à des femmes divers postes à responsabilité et nommé l'un de ses proches, le cardinal Víctor Fernández, à la tête du Dicastère pour la doctrine de la foi. Aucun autre pape n'avait accordé une telle importance à la question de l'immigration, ni dénoncé ainsi l'exploitation de la planète ou le populisme.

Église progressiste. Mais ceux qui saluent avec enthousiasme sa façon de porter et de vivre la Bonne Nouvelle critiquent également son style de gouvernance, nuance Politi. François s'intéresserait davantage aux idées qu'à leur mise en œuvre, et il en résulterait un certain flou, accentué par l'ambivalence du souverain pontife, ses revirements, ses volte-face. Dans sa position sur l'homosexualité, notamment : bien qu'il ait balayé des siècles d'obsessions de l'Église catholique pour la morale sexuelle, et approuvé la bénédiction des couples de même sexe, François n'en emploie pas moins régulièrement des termes vulgaires et insultants pour désigner les homosexuels, rappelle Marco Politi. [En début d'année dernière], le Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar s'était d'ailleurs opposé publiquement au

pape sur la question des bénédictions, un fait sans précédent, d'après le journaliste. Il faut dire que les clivages se sont exacerbés durant le pontificat de François, poursuit Politi, qui va même jusqu'à parler de “guerre civile au sein de l’Église catholique”. Cette guerre fait rage depuis une dizaine d'années, depuis que le pape argentin a mis le feu aux poudres en autorisant la communion aux couples divorcés puis remariés – ce que ses prédécesseurs, Jean-Paul II et Benoît XVI, avaient toujours nettement refusé. En voulant donner un visage plus miséricordieux à l’Église, François s'est mis à dos les traditionalistes. Or le fondamentalisme gagne du terrain, et pas seulement dans l'Eglise catholique, souligne Marco Politi. Il se développe en parallèle des courants identitaires à tendances réactionnaires un peu partout en Europe et aux États-Unis depuis le retour de Donald Trump. Et le vaticaniste en est certain, cette lutte pour l'image de l'Église va éclater durant la bataille du prochain conclave.

Mais qui sortira vainqueur de l'affrontement? Quelle direction prendra l'Église? La plupart des cardinaux aspirent à un pontificat paisible, assure Politi. Après trois papes étrangers, ils ne veulent plus faire d’expériences”. L'heureux élu sera-t-il de nouveau un Italien? Quoi qu'il en soit, le futur pape devra avant tout être capable de rassembler les factions ennemis et de préparer les institutions de l’Église à affronter l'avenir, avance le journaliste. Un homme ayant une âme de législateur, comme Paul VI, par exemple – celui qui a mené à terme le concile Vatican II [en 1965]. Un dirigeant sensible, doublé d'un théologien accompli et pénétré de l'esprit du concile, écrit Politi. [Depuis près de douze ans], François a planté de nombreuses graines. Reste à savoir si son successeur choisira de récolter ce qu'il a semé ou de piétiner les germes sans leur laisser le temps de pousser.

—Annette Zoch,
publié le 28 février

Avec la France, une relation compliquée

●●● Il préférait la Corse à la réouverture de Notre-Dame : entre le pape et la France, la “relation était compliquée”, rappelle, au lendemain de la mort du pape, le journal argentin *Clarín*. À Paris, le jour de sa mort, “l’émotion était à son comble. Et les cloches de Notre-Dame ont retenti 88 fois”. En déplacement à Mayotte, Emmanuel Macron a rendu hommage à celui qui était toujours “aux côtés des plus vulnérables et des plus fragiles”. Mais le souvenir de ses relations avec la France reste nuancé. À cause, selon *Clarín*, de divergences sur l'interprétation de la laïcité et le traitement des migrants. “Moins francophile que son prédécesseur, il a souvent été accusé de ne pas aimer la France. Même s'il s'y est rendu trois fois.” La première fois, en 2014, à Strasbourg, “a commencé le malentendu avec la France”. Venu pour un discours au Parlement européen, le pontife s'en tient à son programme, “sans voir la magnifique cathédrale de la ville, ce qui provoque la stupeur en France”. Les esprits se crispent aussi en 2023, quand François dit venir “à Marseille et non en France”, avant de célébrer une messe au stade Vélodrome. La polémique enflé une dernière fois fin 2024, quand François n'assiste pas à la réouverture de Notre-Dame mais se rend huit jours plus tard en Corse.



"Notre père",
salue le quotidien
sportif argentin
Olé.



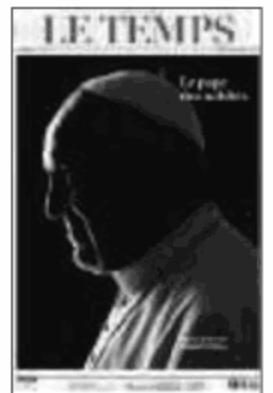
**"Un héritage de
réforme, d'humilité
et d'inclusion"**,
salue le **Philippine
Daily Inquirer**.



**"Il se rendait chez
les plus humbles
d'abord"**, souligne
le journal coréen
JoongAng Ilbo.



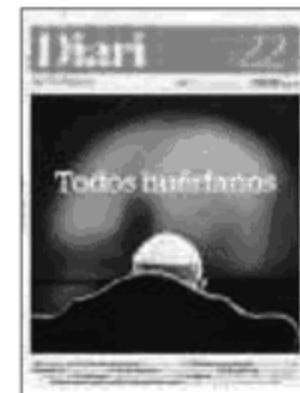
**"Le pape du
peuple"**, estime
le journal nord-
irlandais
The Irish News.



**"Le pape des
oubliés"**,
renchérit
Le Temps depuis
Genève.



**"Le départ du
pape de la
miséricorde"**, titre
le quotidien croate
Vecernji list.



"Tous orphelins",
se lamente le
journal catalan
Diari de Tarragona.



"C'est déjà un saint",
titre le quotidien
Crónica.

Vu d'Argentine. Sans retour

Le pays qui a vu naître Jorge Bergoglio – et où il n'avait jamais remis les pieds – est sonné par l'annonce de son décès.

L'Argentine pleure son pape", résumait le média **Telesur** à l'annonce du décès de Jorge Bergoglio. Rapidement, raconte **Noticias 16**, une première messe en hommage au pape argentin a été donnée à la cathédrale de Buenos Aires, la première d'une longue série. "Debout ou à genoux, les fidèles ont tout fait pour trouver un petit coin où suivre la cérémonie. Les bancs débordaient de gens, et beaucoup ont choisi de s'asseoir par terre, désireux d'être présents pour une célébration qui transcende le fait religieux." À l'extérieur, sur le parvis, les fidèles ont allumé des cierges, laissé des rosaires et des images pieuses ou encore des maillots du club de football de San Lorenzo, dont François était supporteur.

El DiarioAr rappelle l'immense surprise qu'avait provoqué l'élection de Jorge Bergoglio, il y a douze ans : "Il est probable que chaque Argentin se souvienne de ce qu'il était précisément en train de faire ce fameux après-midi où un homme fragile et minuscule, d'une voix à peine audible, est apparu sur un balcon du Vatican et a prononcé cette phrase qui fait depuis partie de notre vocabulaire populaire : 'Habemus papam.'"

Ses vues progressistes ne se sont pas traduites par un soutien politique en Argentine. Il n'a appuyé aucun gouvernement.



REVUE
DE PRESSE

La presse argentine revient également sur l'influence qu'a eue le "pape des pauvres", comme il est surnommé, sur l'Église argentine. **La Nación** explique : "En interne, pour l'Église argentine, le pontificat de François a eu une influence décisive avec une prééminence de la dimension pastorale, la construction d'une Église plus ouverte, une présence plus intense dans le champ social et des nouvelles priorités, comme l'aide aux exclus et aux marginalisés."

Mais ses vues progressistes ne se sont pas traduites par un soutien politique en Argentine. Il n'a jamais appuyé aucun gouvernement, ni de gauche ni de droite. Pour le péronisme social de Cristina Kirchner, qui le considérait "de droite", selon **El País América**, il a été un "archevêque incommodé". À l'égard de la droite dure de Javier Milei, "il avait émis à de nombreuses reprises des critiques indirectes envers la politique du gouvernement libertarien", indique le quotidien d'opposition **Página 12**, qui rappelle les insultes lancées par le futur président durant sa campagne : "Communiste, représentant du Malin sur la Terre."

Une fois élu, Javier Milei s'était excusé de ces propos. Au matin du 21 avril, il a posté sur ses réseaux sociaux un message exprimant sa "douleur profonde [...] Malgré des différences qui semblent aujourd'hui dérisoires, ce

fut un véritable honneur pour moi de le connaître dans sa bonté et sa sagesse". Le président argentin a par la suite décrété sept jours de deuil national.

La presse argentine dans son ensemble revient sur un profond regret : celui de ne jamais avoir revu Jorge Bergoglio dans le pays qui l'a vu naître. "Pourquoi le pape François n'est-il jamais revenu en Argentine?" s'interroge le média **Infobae**, qui répond : "Il a préféré la nostalgie personnelle au fait d'être utilisé politiquement."

— COURRIER INTERNATIONAL



► Dessin de **Javier Muñoz**
paru dans **Ethic**, Madrid.

Vu
d'ailleurs

Guinée. L'Afrique a perdu un ami

●●● Au lendemain de la mort du pape François, **Le Djely** écrit que “l’Afrique a perdu un ami”. Le journal guinéen rappelle que “lors de ses séjours en Ouganda, en Centrafrique et au Mozambique, [le pape] avait lancé des appels forts à la paix et à l’espérance. Il avait également prêché le dialogue interreligieux lors de ses déplacements en Égypte, sur l’île Maurice et au Maroc.”

Le pape argentin avait aussi évoqué “la République démocratique du Congo et les conflits meurtriers qui la minent depuis des années”, symboles à ses yeux d’un certain néocolonialisme économique qui pousse entreprises et puissances occidentales à sacrifier la vie humaine sur l’autel de profits toujours plus croissants”. Mais par-dessus tout, souligne le journal de Conakry, “le pape François a été un porte-étendard inespéré pour la cause des migrants, au moment où, face à une Europe se barricadant, de jeunes Africains sombraient par milliers dans les eaux de la Méditerranée”.

Moyen-Orient. Une figure humaniste

●●● Avec la mort du pape François, “l’Église a perdu un faiseur d’équilibre au Moyen-Orient”, écrit le quotidien panarabe **Al-Quds Al-Arabi**.

Il était un “ami cher” des habitants de la bande de Gaza et des Palestiniens en général, écrit le site **Middle East Eye**. Dans sa dernière adresse publique, le pape avait appelé à un cessez-le-feu, à la libération des otages et à l’entrée de l’aide humanitaire dans l’enclave. C’était une “figure humaniste” et un “chevalier” qui n’a pas hésité à critiquer Israël pour ses “crimes” à Gaza, écrit le quotidien palestinien **Al-Quds**.

Plus largement, le pape, qui a effectué huit voyages au Moyen-Orient, s’est imposé comme un “ami des Arabes et des musulmans”, écrit le journal panarabe **Asharq Al-Awsat**, saluant sa contribution au dialogue avec l’islam dans le cadre de ses “efforts à construire des ponts entre les peuples”.

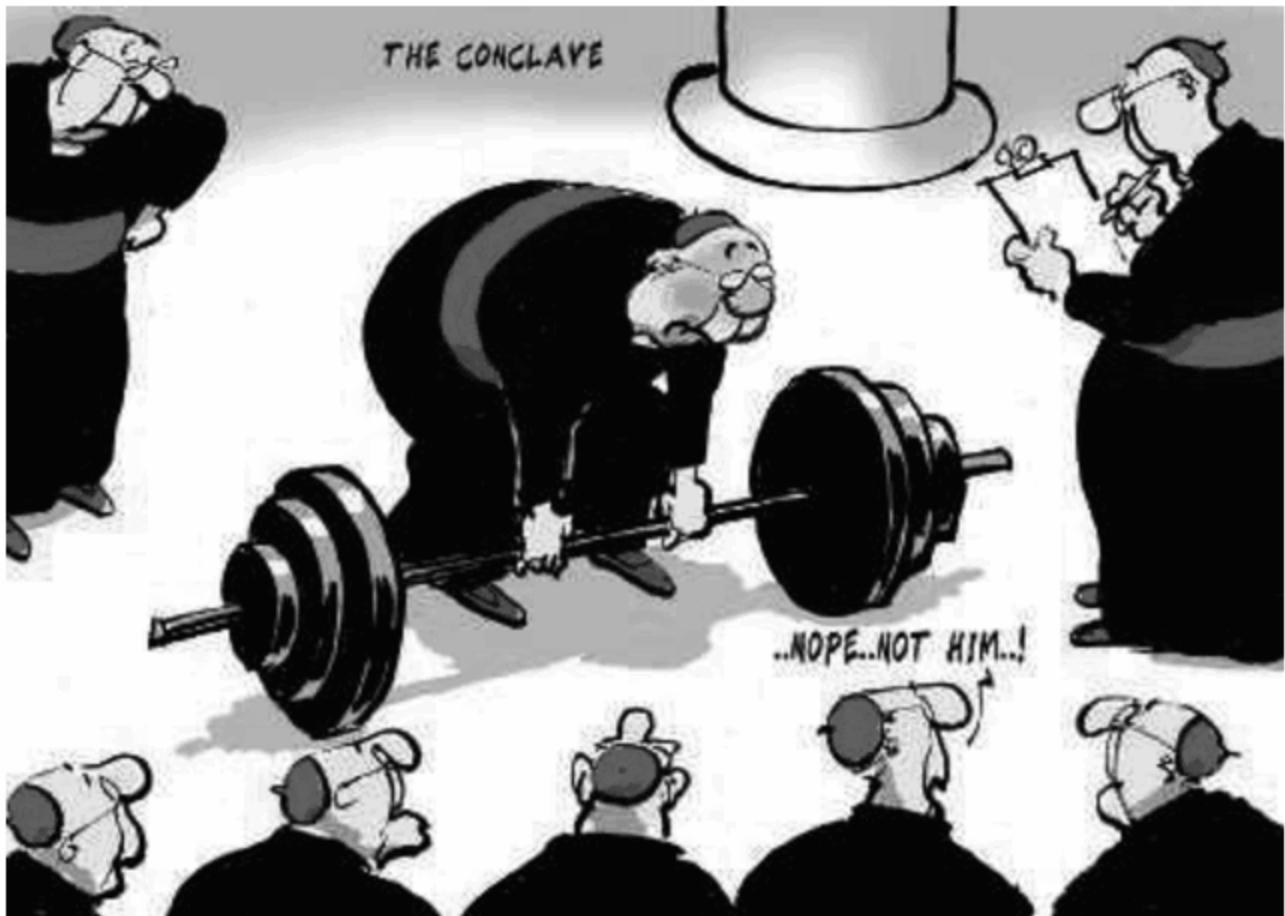
Qui pour lui succéder ?

Le conclave pour désigner le nouveau pape débutera au plus tard le 10 mai. La presse internationale dresse la liste des candidats les plus probables au pontificat, en soulignant qu’une surprise est toujours possible.

Le Collège des cardinaux l’a annoncé : le conclave, qui désignera le successeur de François à la tête du Saint-Siège, s’ouvrira entre le 5 et le 10 mai. “C’est le gros lot de l’année, dans la lutte de pouvoir entre puissances libérales et illibérales du monde entier : lequel des deux camps décrochera le Saint-Siège?” s’interroge le journal allemand **Die Zeit**. François a nommé 108 des 135 cardinaux qui prendront part au scrutin. Une donnée qui laisse penser que son successeur s’inscrira dans la continuité du pontificat du pape argentin, considéré comme un réformiste libéral. Néanmoins, “après les douze années de pontificat houleux de François, certains cardinaux disent maintenant qu’ils veulent un successeur capable de stabiliser le navire et de désamorcer les tensions entre progressistes et conservateurs sur plusieurs questions controversées”, avertit **The Wall Street Journal**.

Cette division se traduit dans les listes de *papabili*, c'est-à-dire de favoris pour succéder à François dressées par les pronostiqueurs et analystes. Parmi les noms qui reviennent le plus souvent dans la presse internationale, certains semblent s’inscrire dans la continuité de la ligne pronée par François au cours de son pontificat, mais d’autres incarnent une potentielle rupture.

Le mieux placé semble être l’Italien Pietro Parolin. Ce cardinal de 70 ans était l’un des plus proches conseillers de François lors de son pontificat. Il est “considéré comme le successeur naturel”, écrit **Politico**. Toutefois, beaucoup pointent son manque de charisme, et “certains se préparent déjà à saboter une éventuelle candidature de Parolin, présenté tantôt comme le cheval de Troie des progressistes, tantôt comme celui des conservateurs”, rapporte le média paneuropéen installé à Bruxelles. Son compatriote, l’archevêque de Bologne Matteo



Zuppi, décrit par **La Stampa** comme ayant “une forte sensibilité sociale et une longue expérience”, figure également dans les rangs des favoris.

Pour diriger le Vatican, le nom de l’archevêque de Budapest, Peter Erdö, “fait partie de ceux qui sont avancés sans crainte”, estime **Il Sole 24 Ore**. Ce prélat de 72 ans au profil plus conservateur pourrait siphonner “les voix de la droite modérée (mais aussi de la droite plus identitaire, s’il n’y a pas d’alternative)”.

Beaucoup pensent également que Fridolin Ambongo a toutes ses chances. Celui que l’on surnomme le cardinal “Tata” est “le seul pape noir possible”, selon le quotidien espagnol **El Mundo**.

Sa candidature est prise au sérieux, car il est doté d’un “grand charisme” et représente un continent africain où la religion catholique est “en pleine croissance”, ce qui “contraste avec l’Occident sécularisé”.

Parmi les autres non-Européens, le nom du Philippin Luis Antonio Tagle est souvent évoqué. Cet ancien archevêque de Manille est “souvent appelé le ‘François asiatique’ en raison de son engagement similaire en faveur de la justice sociale”, indique le quotidien australien **The Age**.

Reste que le prochain pape pourrait n’être aucun de ces hommes : **The Times** rappelle que “ce qui se passe à l’intérieur de la chapelle Sixtine avant que la fumée blanche n’émerge bouleverse souvent les pronostics et confie le rôle à un outsider”.

—**Courrier international**

Conclave : mode d’emploi

Après les funérailles, le conclave se réunit afin de désigner le nouveau pape, à une date fixée par le Collège des cardinaux. “Le Collège est un club exclusif composé de 252 prélates”, explique le quotidien britannique **The Times**. Toutefois, seuls les cardinaux âgés de moins de 80 ans sont autorisés à voter ; ce qui porte le nombre de votants à 137. Le futur pontife est presque toujours choisi parmi les cardinaux du Collège.

Le conclave commence, les votants s’enferment dans la chapelle Sixtine, “pour que le processus soit exempt de toute influence extérieure”, précise **Religion Unplugged**. Le scrutin a lieu à bulletin secret, autant de fois qu’il le faut... jusqu’à ce qu’un candidat obtienne enfin la

majorité requise des deux tiers. À l’issue de chaque tour, les bulletins, une fois comptés, sont brûlés avec un produit spécial destiné à produire une fumée noire ou blanche. Si la fumée est blanche, les catholiques ont un nouveau pape.

Une fois le candidat à la succession désigné, le cardinal le plus ancien du collège prononce la célèbre phrase latine “*Habemus papam*” (“Nous avons un pape”) du balcon de la basilique Saint-Pierre. Puis le pape fraîchement élu, qui s’est choisi un nom papal, sort à son tour sur le balcon et prononce son premier discours. Une prise de parole qui donne généralement un aperçu du cap envisagé par le nouveau pontife pour son Église.

↓ Le conclave. “Non, pas lui!” Dessin de Tom paru dans **Trouw**, Amsterdam.

→ Représentation artistique d'une exoplanète en orbite autour d'une naine rouge.

Signatures de vie



ESPACE — “C'est la première fois que l'humanité détecte des biosignatures potentielles sur une planète habitable.” L'astrophysicien Nikku Madhusudhan explique au **New York Times** en quoi ce “moment est révolutionnaire” : son équipe d'astronomes a détecté des composés liés à la vie sur l'exoplanète K2-18 b. L'étude publiée le 17 avril dans **The Astrophysical Journal Letters** décide le changement de la couleur des gaz de l'atmosphère de l'exoplanète lors de son passage devant son étoile et découvre dans l'atmosphère de K2-18 b deux composés sulfurés produits sur Terre principalement par le phytoplancton marin. Aurait-on enfin trouvé une vie extraterrestre? “Nous ne pouvons pas affirmer que cela est dû à la vie”, tempore le chercheur.

Une question de genre



ROYAUME-UNI — Une femme transgenre ne peut légalement être considérée comme une femme. Cette décision de la Cour suprême, rendue le 16 avril, fait l'effet d'une petite bombe outre-Manche. À l'unanimité, la plus haute juridiction britannique a déterminé qu'au regard de l'Equality Act de 2010, loi majeure relative aux discriminations dans le pays, le terme “femme” reposait uniquement sur le sexe biologique.

Le jugement a été salué comme un “tournant” par l'organisation For Women Scotland, cité en une du **Scotsman**, à Édimbourg. Soutenu par l'autrice J. K. Rowling, le collectif avait saisi la justice en 2021 en réaction à une loi écossaise ouvrant aux femmes trans des quotas réservés aux femmes. Les collectifs de défense des droits des personnes trans, qui ont défilé en nombre à Londres le 19 avril, dénoncent une attaque contre leur identité.

TUNISIE

Un procès politique

Près de quarante personnalités opposées au président tunisien Kaïs Saïed ont été condamnées le 19 avril à des peines allant jusqu'à soixante-six ans de prison. La presse indépendante y voit le signe d'un régime aux abois.



Les verdicts sont tombés. Ils sont lourds et désarmants”, se lamente Nizar Bahloul, directeur de **Business News**, dans un éditorial publié deux jours après une avalanche de condamnations contre des opposants au régime de Kaïs Saïed, dans le cadre de l'affaire dite “du complot contre la sûreté de l'État”. Une affaire qui, selon Nizar Bahloul, “n'entrera pas uniquement dans les annales judiciaires du pays, elle occupera aussi un chapitre de l'histoire triste de la Tunisie”.

“Après une instruction bâclée, remplie d'aberrations” et “à l'issue de trois audiences hyperbâclées”, relève **Business News**, des peines de quatre à soixante-six ans de prison ont été prononcées contre 37 accusés dans la nuit du 18 au 19 avril, et relayées par l'agence de presse officielle Tunis Afrique Presse (TAP), rapporte **Kapitalis**. Soit un total de 892 années de réclusion.

TAP a précisé que “parmi les condamnés se trouvent des personnalités politiques, des avocats, des hommes d'affaires dont certains sont emprisonnés depuis leur arrestation, il y a deux ans, et d'autres en liberté [puisque] ils ont fui le pays].” Elle ajoute que ces accusés ont été jugés coupables à divers degrés de “complot contre la sûreté de l'État” et d’“adhésion à un groupe terroriste”.

Depuis l'été 2021, la Tunisie, n'a cessé de sombrer dans toujours plus d'autoritarisme.

“La défense a dénoncé une instruction viciée, des preuves absentes ou farfelues, des témoins anonymes au passé judiciaire douteux et, surtout, une justice sous l'influence du pouvoir exécutif”, résume **Kapitalis**. Mais “si ce procès entre dans les annales judiciaires et va entrer dans l'histoire de cette période noire de la Tunisie, ce n'est pas en raison de ses irrégularités et de la vacuité du

→ Dessin de Glez paru dans le **Journal du jeudi**, Ouagadougou.

réclusion, ou l'homme politique social-démocrate Khayam Turki, condamné à quarante-huit ans de détention.

“On n'en avait pas besoin, mais le régime a tout fait pour prouver qu'il s'agit d'abord et avant tout d'un procès politique, commente encore Nizar Bahloul. Que dire d'un procès où l'instruction a été bâclée au point qu'on en est arrivé à faire citer des morts, et où le procès lui-même a violé les droits fondamentaux des prévenus?”

Depuis le coup de force de Kaïs Saïed, à l'été 2021, et l'instauration d'un pouvoir personnel, la Tunisie, berceau des “printemps arabes”, n'a cessé de sombrer dans toujours plus d'autoritarisme. Les droits et les libertés ont régressé, les médias ont été largement muselés et le pouvoir judiciaire, autrefois indépendant, est aux ordres du président.

Mais pour Nizar Bahloul, le procès du “complot” est aussi un “aveu”. “L'aveu d'un régime qui ne se maintient plus que par la peur. L'aveu d'un pouvoir qui, faute de légitimité, se drape dans l'autorité. Et l'aveu d'une justice devenue complice, silencieuse – ou bruyamment zélée –, d'une dérive que l'histoire jugera, elle, sans appel.”

— **Courrier international**

dossier seulement, mais aussi pour l'identité des prévenus”, reprend Nizar Bahloul. Parmi eux, “des personnalités réputées pour leur sérieux et leur patriotisme” qui “auraient été décorées de la Légion d'honneur tant elles ont donné à la Tunisie”. Dont l'influent homme d'affaires Kamel Eltaïef, condamné à soixante-six ans de

Le film qui manquait sur la révolution roumaine. Passionnant !
Une tragi-comédie captivante. LE NOUVEL OBS POSITIF



d'un continent à l'autre.

moyen-
orient



Asie	16
Amériques	19
Afrique	20
Europe	22

Gaza. Nétanyahou veut créer un "camp de concentration"



L'État hébreu s'apprête à déplacer "de force" 2 millions de Gazaouis dans une zone restreinte de l'enclave palestinienne en vue d'une expulsion massive.

FOCUS Pour ce journaliste israélien, l'objectif est de "laisser la faim, le désespoir et l'absence de perspectives faire le reste". Un point de vue rare dans la presse israélienne.

—+972 Magazine, extraits

A la mi-mars], le journaliste de droite Yinon Magal postait le message suivant sur X : "Cette fois, l'armée israélienne compte évacuer tous les habitants de la bande de Gaza vers une zone humanitaire qui sera mise sur pied pour un séjour de longue durée. [...] Ce projet a le soutien des Américains."

Le même jour, le ministre de la Défense Israël Katz laissait entendre quelque chose de similaire dans une vidéo : "Habitants de Gaza, c'est le dernier avertissement. [...] Écoutez les conseils du président des États-Unis : libérez les otages et chassez le Hamas et d'autres options vous seront ouvertes – entre autres, la relocalisation dans un autre pays pour ceux qui le souhaitent. Sinon, ce sera la destruction et la dévastation totales."



OPINION

La conclusion est plutôt claire : Israël s'apprête à déplacer de force toute la population de Gaza dans une zone isolée et peut-être fermée en associant ordres d'évacuation et bombardements intenses.

Ne mâchons pas nos mots. Cette "zone humanitaire", comme la qualifie aimablement Magal, dans laquelle l'armée compte parquer les 2 millions d'habitants de Gaza, se résume en trois mots : camp de concentration. Ce n'est pas de l'hyperbole, c'est simplement la définition la plus précise de ce qui nous attend.

Ce qui est pervers, c'est que ce projet de camp de concentration traduit peut-être la prise de conscience des dirigeants israéliens que le "départ volontaire" de la population, qu'ils ont tant vanté, n'est pas réaliste dans la situation actuelle. D'une part, il y a très peu de Gazaouis prêts à

partir, même avec des bombardements constants. D'autre part, aucun pays n'accueillerait un tel afflux de réfugiés palestiniens.

Selon Dotan Halevy, spécialiste de la bande de Gaza et coauteur de *Gaza : place et image dans l'espace israélien* [en hébreu, inédit en français], le concept de "départ volontaire" repose sur le principe du tout ou rien.

Surveiller. "Supposons qu'il soit décidé, me déclare Halevy. Demandez à Ofer Winter [le général qui semblait être en passe de diriger le 'service du départ volontaire' du ministère de la Défense à l'époque de notre conversation] si l'évacuation de 30, 40 voire 50 % des habitants de Gaza serait considérée comme un succès. Qu'est-ce que ça changerait pour Israël si Gaza comptait 1,5 million de Palestiniens au lieu de 2,2 millions? Est-ce que ça permettrait de réaliser les fantasmes d'annexion de Bezalel Smotrich [le ministre des Finances israélien] et

de ses alliés? La réponse est presque certainement non."

L'ouvrage de Halevy contient un essai d'Omri Shafer Raviv sur les "plans" israéliens pour "inciter" les Palestiniens à émigrer de Gaza après la guerre de 1967. Intitulé *J'ose espérer qu'ils partiront* – une citation de Levi Eshkol, Premier ministre de l'époque – et publié deux ans avant que Donald Trump n'annonce son projet de transformer Gaza en station balnéaire, il montre à quel point le transfert de la population de Gaza est enraciné dans la pensée stratégique d'Israël.

L'article expose l'approche à deux voies qui prévalait à l'époque : premièrement encourager les Gazaouis à partir en Cisjordanie et, de là, en Jordanie, deuxièmement trouver des pays d'Amérique du Sud prêts à accueillir des réfugiés palestiniens. Si la première partie a connu une certaine réussite, la seconde a complètement échoué.

Ce plan a fini par faire long feu, écrit Shafer Raviv. Certes, des dizaines de milliers de Palestiniens ont quitté Gaza pour la Jordanie quand Israël a délibérément dégradé les conditions de vie dans l'enclave, mais la plupart sont restés. Et la dégradation des conditions de vie a provoqué des troubles et une résistance armée.

Ayant pris conscience du phénomène, Israël a décidé au début de 1969 d'autoriser les Gazaouis à travailler sur son territoire pour améliorer leur situation économique, ce qui a relâché la pression pour qu'ils émigrent.

En outre, la Jordanie a commencé à fermer ses frontières, ce qui a encore ralenti le départ

"Habitants de Gaza, c'est le dernier avertissement."

Israël Katz,
MINISTRE DE LA DÉFENSE



« Un jour, mon fils, tout cela t'appartiendra... » - « Non, papa ! Je veux tout, tout de suite ! »
Dessin de Langer paru dans *Mongolia*, Barcelone.



des Gazaouis. Ironie du sort, certains de ceux qui s'étaient installés en Jordanie dans le cadre du plan de déplacement ont par la suite, en mars 1968, participé à la bataille de Karameh – la première confrontation militaire directe entre Israël et l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) naissante – ce qui a encore refroidi l'enthousiasme israélien pour l'émigration de Gaza.

Les forces de sécurité israéliennes ont fini par parvenir à la conclusion qu'il était préférable de contenir les Palestiniens à Gaza, où on pouvait les surveiller et les contrôler, plutôt que de les disperser dans toute la région.

D'après Halevy, c'est cette conception qui a guidé la politique israélienne jusqu'en octobre 2023, ce qui explique qu'Israël n'a pas cherché à forcer les habitants de la bande à partir au cours des dix-sept ans de

blocus. De fait, jusqu'au début de la guerre, il était extrêmement coûteux et difficile de quitter Gaza. Le processus n'était accessible qu'aux personnes possédant richesse et relations et étant en mesure de contacter des ambassades étrangères à Jérusalem ou au Caire pour obtenir un visa.

Israël semble avoir complètement changé d'approche à propos de Gaza : on est passé de la contention et du contrôle externe au contrôle total, à l'expulsion et à l'annexion.

« Départ volontaire ». Shafer Raviv raconte dans son essai un entretien qu'il a eu en 2005 avec le général Shlomo Gazit, architecte de la politique d'occupation de l'après-1967, qui a été le premier coordinateur des activités gouvernementales dans les territoires (Cogat). Interrogé sur le plan d'expulsion qu'il avait lui-même contribué à formuler quarante ans auparavant, il

avait répondu : « Toute personne évoquant cette possibilité devrait être pendue. » Vingt ans plus tard, avec le gouvernement de droite actuel, on a plutôt l'impression que toute personne n'évoquant pas le « départ volontaire » des habitants de Gaza devrait être pendue.

Cependant, Israël demeure fermement piégé par sa politique malgré ce changement spectaculaire de stratégie. Pour que le « départ volontaire » marche suffisamment pour permettre l'annexion et le rétablissement de colonies juives dans l'enclave, il faudrait que 70 % des habitants au moins s'en aillent – soit plus de 1,5 million de personnes. Un objectif parfaitement irréaliste compte tenu de la situation politique actuelle à Gaza comme dans le monde arabe.

De plus, comme le relève Halevy, le fait même de débattre de cette proposition pourrait à nouveau soulever la question de la liberté d'entrer à Gaza et d'en sortir. Après tout, si le départ est « volontaire », Israël devrait en théorie garantir que ceux qui partent puissent aussi revenir.

Un article publié sur le site d'information israélien *Mako* [fin mars] décrit un programme pilote qui permet à 100 Gazaouis de quitter l'enclave pour aller travailler dans le bâtiment en

Israël est passé du contrôle externe de Gaza au contrôle total, à l'expulsion et à l'annexion.

Indonésie. Or, « selon le droit international, toute personne quittant Gaza pour travailler doit être autorisée à y revenir », souligne le texte.

Que Smotrich, Katz et [Eyal] Zamir [le nouveau chef d'état-major de Tsahal] aient lu les articles de Halevy et Shafer Raviv ou non, ils savent probablement que le projet de « départ volontaire » n'est pas exécutable dans l'immédiat. Cependant, s'ils pensent vraiment que la solution au « problème de Gaza » – ou à la question palestinienne en général – est qu'il n'y ait plus aucun Palestinien à Gaza, cela ne pourra certainement pas se faire en une seule fois.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Le sionisme n'était peut-être pas « une si bonne idée », pour l'historien israélien Tom Segev

Alors qu'il vient de fêter ses 80 ans, Tom Segev, l'un des plus vieux historiens israéliens, se livre dans un entretien à *Ha'aretz*. Il fait preuve d'un grand pessimisme quant à l'issue du conflit israélo-palestinien et l'avenir de la société juive israélienne.

En d'autres termes, leur idée semble la suivante : dans un premier temps, parquer la population dans une ou plusieurs enclaves fermées puis laisser la faim, le désespoir et l'absence de perspectives faire le reste. Les personnes enfermées à l'intérieur verront que Gaza a été complètement détruite, leur maison rasée et qu'elles n'ont ni présent ni avenir dans la bande de Gaza. À ce moment-là, elles feront pression pour émigrer et les pays arabes seront obligés de les accueillir.

Reste à voir si l'armée – voire le gouvernement – est prête à aller jusqu'au bout d'un tel plan. Celui-ci entraînerait presque certainement la mort de tous les otages, ce qui aurait de graves retombées politiques dans le pays. De plus, il se heurterait à l'opposition farouche du Hamas. Or celui-ci n'a pas perdu ses capacités militaires et pourrait infliger de lourdes pertes à l'armée israélienne, comme ce fut le cas dans le nord de Gaza jusqu'aux journées précédant le cessez-le-feu.

Ajoutons à ces obstacles l'épuisement des réservistes israéliens et le refus « silencieux » ou public de servir dans l'armée, un phénomène qui suscite une inquiétude croissante et que les troubles civils provoqués par les tentatives agressives du gouvernement d'affaiblir la justice ne feront qu'amplifier.

Mentionnons également l'opposition ferme (du moins pour le moment) de l'Egypte et de la Jordanie, qui pourraient aller jusqu'à suspendre ou annuler leurs accords de paix avec Israël.

Enfin, il y a le caractère imprévisible de Donald Trump, qui un jour menace d'*« ouvrir les portes de l'enfer »* sur le Hamas, et le lendemain envoie des délégués pour négocier directement avec lui et qualifie ses membres de « types super sympas ».

Pour le moment, l'armée israélienne continue à pilonner Gaza et à s'emparer de territoires autour de son périmètre. L'objectif déclaré de cette offensive est de faire pression sur le Hamas pour prolonger la phase 1 de l'accord, c'est-à-dire la libération des otages sans qu'Israël s'engage à mettre fin à la guerre.

Le Hamas, conscient des limites stratégiques d'Israël, refuse de modifier sa position : tout accord sur les otages doit être lié à la fin de la guerre. Dans le même temps, Zamir, qui craint peut-être vraiment de ne plus avoir de troupes pour conquérir Gaza, demeure remarquablement discret et évite toute déclaration substantielle sur les intentions de l'armée.

— **Meron Rapoport,**
publié le 1^{er} avril



SOURCE

+972 MAGAZINE

972mag.com

Ce site web a été lancé en 2010 par un groupe de journalistes, de blogueurs et de photographes israéliens, palestiniens et nord-américains. Leur objectif est de couvrir de manière inédite les événements qui ont lieu en Israël et dans les Territoires occupés. +972 Magazine se veut une plateforme de partage de faits d'actualité, d'analyses et de vidéos. Le nom du collectif est inspiré du code téléphonique commun à Israël et aux Territoires palestiniens. Sur le site, les contributeurs déclarent que «[leur] collectif est engagé dans les droits de l'homme et la liberté d'informer. [Ils] [s']opposent à l'occupation [des Territoires palestiniens par Israël].»



De corridor en corridor, le morcellement est en cours

Dans le sillage de la vaste offensive qu'il mène dans l'enclave palestinienne depuis plus d'un mois, l'État hébreu s'emploie à découper Gaza en cinq zones, révèlent les derniers mouvements militaires sur le terrain. Son objectif : faciliter le contrôle du territoire, voire son annexation et sa colonisation à plus long terme.

Démolitions massives, fortifications militaires, construction de nouveaux corridors : le plan d'expulsion de la population palestinienne et de fragmentation de la bande de Gaza en vue d'une éventuelle annexion et d'une colonisation du territoire n'est plus une vue de l'esprit ni un projet lointain. Désormais affiché sans complexe par des ministres israéliens et bénéficiant du soutien américain, ce plan s'est notamment accéléré depuis la rupture du cessez-le-feu et la relance de la guerre il y a un mois.

Mais déjà en 2024, quelques mois avant le cessez-le-feu entré en vigueur en janvier 2025,

l'armée israélienne avait commencé à consolider sa présence au niveau des deux principaux couloirs en place dans l'enclave, révélait une enquête du **New York Times** fondée sur des images satellites : celui de Netzarim (séparant le nord du sud de l'enclave) et celui de Philadelphie (séparant l'Egypte de la bande de Gaza).

Durant le dernier trimestre de 2024, Tsahal avait aussi pavé des routes pour la construction d'un nouveau couloir dans le nord de l'enclave, à la lisière du camp de Jabaliya, alors en proie à une vaste opération militaire, lancée

en octobre. Ce troisième corridor, qui porte le nom de Mefalsim, et dont l'émergence a été révélée en décembre dernier par quelques

médias et think tanks seulement, dont **The Washington Post** et le Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), vise à isoler

la ville de Gaza du reste de la partie septentrionale de l'enclave.

Le projet de démembrement de la bande de Gaza a survécu au cessez-le-feu (de janvier à mars 2025), l'armée israélienne ayant seulement ouvert le corridor de Netzarim pour permettre le retour de plus de

500 000 Palestiniens dans le nord de l'enclave, mais refusant de retirer ses troupes du corridor de Philadelphie, tel que le stipulait l'accord conclu le 15 janvier avec le Hamas.

Et depuis la relance de la guerre, le gouvernement de Benyamin Nétanyahou semble plus que jamais déterminé à aller de l'avant et à accélérer la mise en œuvre de son plan de "départ volontaire", de concert avec celui du président américain Donald Trump consistant à relocaliser les Gazaouis dans d'autres pays et à faire de l'enclave la "Riviera du Moyen-Orient", déplorent certains médias.

Tsahal a en effet récemment commencé à construire un nouveau couloir, baptisé "Morag" (du nom d'une ancienne colonie israélienne à Gaza, démantelée en 2005), séparant la ville de Rafah de celle de Khan Younès, dans le sud de l'enclave.

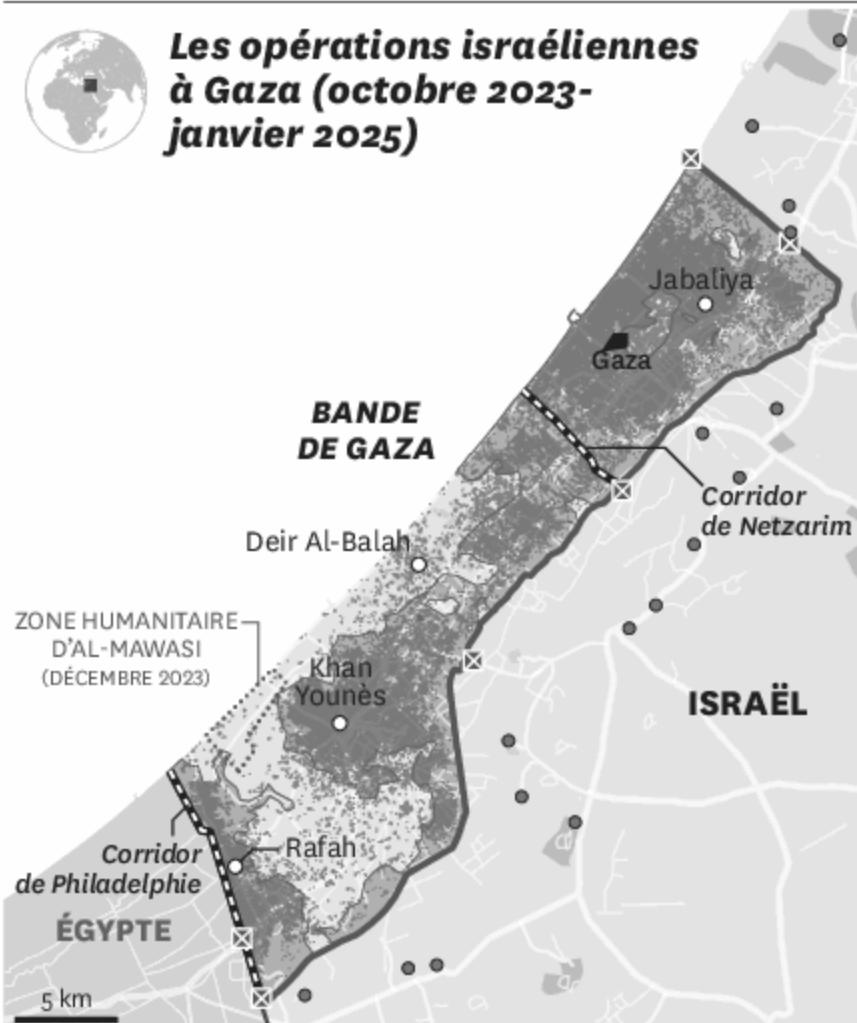
"Les mouvements de chars et de bulldozers militaires ne cessent pas" dans le secteur, rapporte le média libanais **Daraj**, selon lequel ce quatrième corridor rendra, par ailleurs, "inutilisable

l'une des zones agricoles les plus importantes" du territoire. Enfin, l'armée israélienne "prépare le terrain" pour ériger un dernier corridor, celui de Kissoufim, qui séparera la ville centrale de Deir Al-Balah de celle, plus au sud, de Khan Younès, selon l'ECFR.

Tout cela n'est pas sans rappeler un plan de fragmentation territoriale mis en place par Israël au début des années 1970, baptisé "Five fingers" ("Cinq doigts", en anglais), indique **Middle East Eye**. Il s'agit d'"un plan visant à s'emparer de la plus grande partie possible du territoire [...], qui entrerait tout futur règlement politique", poursuit **Daraj**.

Pour la journaliste israélienne Dahlia Scheindlin, Gaza pourrait ainsi évoluer à l'identique de la Cisjordanie, découpée dans les années 1990 en trois zones et grignotée depuis par une colonisation galopante. L'objectif est un "contrôle permanent" des Territoires palestiniens, en vue d'empêcher toute possibilité concrète de création d'un État palestinien, affirme-t-elle dans **Ha'aretz**.

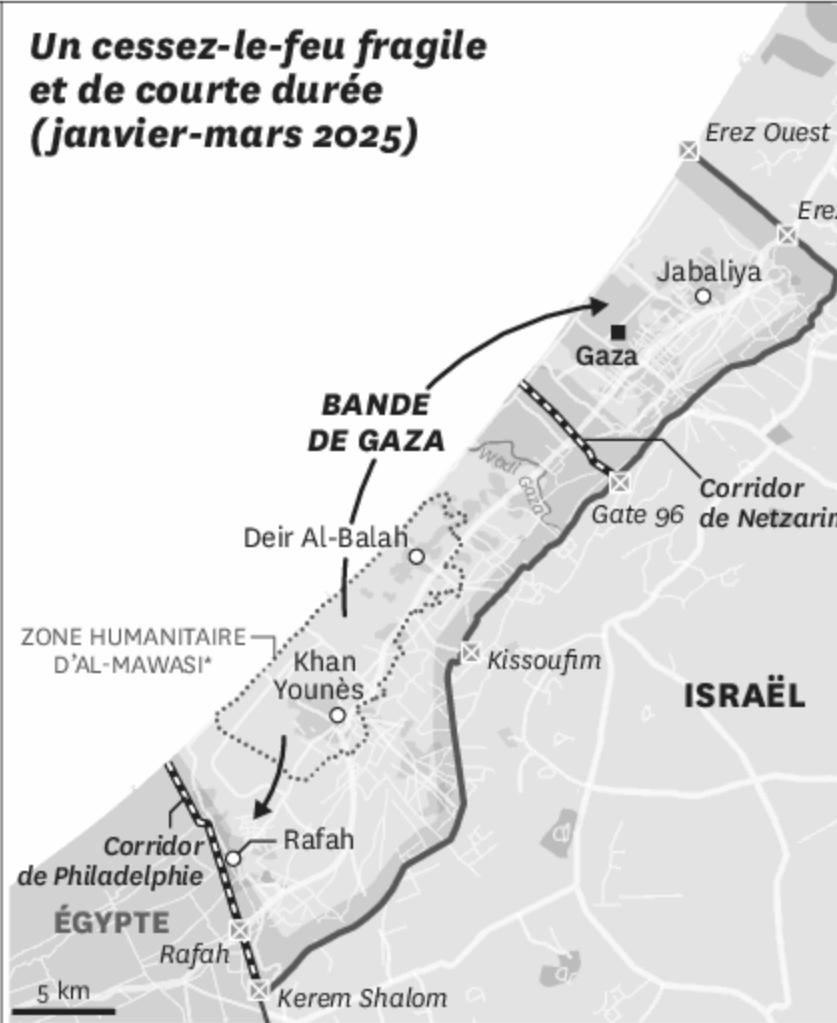
— **Courrier international**



Après les attaques du 7 octobre 2023, une guerre totale à Gaza

- Localités attaquées par le Hamas
- Extension maximale des opérations terrestres de l'armée israélienne
- ✖ Points de passage
- ▣ Bâtiments détruits ou endommagés (près de 60 % des bâtiments de Gaza)

COURRIER INTERNATIONAL. SOURCES : OCHA, LIVEJAMAP, INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR, BBC, ECFR.EU, UNOSAT, "FINANCIAL TIMES".



19 janvier 2025 : entrée en vigueur du cessez-le-feu

- Zone tampon dans laquelle les troupes israéliennes demeurent stationnées
- ✖ Points de passage ouverts à l'aide humanitaire jusqu'au 2 mars 2025
- ➡ Flux de réfugiés (dont plus de 500 000 vers le nord de la bande de Gaza)

* La zone a été progressivement élargie au cours de la guerre, en 2024.



Relance des hostilités le 18 mars 2025 et plans de fragmentation de l'enclave

- Zones sous ordre d'évacuation de l'armée israélienne
- Zones interdites d'accès par l'armée israélienne
- ✖ Points de passage (situation au 10 avril 2025) :
 - ✖ fermés
 - ✖ partiellement ouvert
- Projets de corridors séparant l'enclave de Gaza en plusieurs parties

Jamais



vu ça

- 5 €/mois
et par plateforme
de streaming
remise cumulable,
sur tous les abonnements
avec ou sans pub.

**La Fibre Orange vous offre
des mois et des mois de plaisir
sur Netflix, Paramount+ et Disney+**

Disponible avec l'offre Livebox Max.

Offre soumise à conditions, engagement 12 mois, en France métropolitaine. Avec l'offre Livebox Max à 57,99 €/mois (prix hors promotion), sous réserve d'éligibilité (frais de mise en service : 49 €), avec décodeur compatible. Souscription de la ou des plateformes en plus auprès d'Orange dans un délai de 3 mois suivant la mise en service de l'offre Livebox Max et activation du compte de la plateforme selon les conditions générales d'utilisation de chacune. Remise(s) appliquée(s) sur la facture Orange. Liste des plateformes au 10/04/2025 susceptible d'évolution. Perte de la remise en cas de résiliation après les 3 mois. Frais de résiliation Livebox : 50 €. Détails et tarifs sur [orange.fr](#)

Astérix & Obélix : le combat des Chefs - Droits d'adaptation : les Éditions Albert René. ©2025 les Éditions Albert René/Goscinny-Uderzo.
Happy Face : ©2025 CBS Studios. Deadpool & Wolverine : ©2025 20th Century Studios/© & TM 2025 MARVEL. Tous droits réservés.

orange™
est là



asie

Chine. Merci l'isolationnisme trumpiste!

Le repli sur soi des États-Unis va donner un formidable coup de pouce à la Chine, désireuse de nouer de nouvelles alliances. Elle n'a plus qu'à ramasser la bannière du multilatéralisme.

—Yazhou Zhoukan

(Hong Kong)

Alors que la position hégémonique des États-Unis dans le monde est en train de chanceler, Donald Trump n'a pas l'intention de suivre le modèle d'autan, privilégier les outils économiques et l'intimidation politique. Son grand principe de base est "America first!" ("L'Amérique d'abord!"). Mais comme il n'a pas de vision macroscopique des dossiers internationaux complexes, sa stratégie pour rendre aux États-Unis leur grandeur consiste à privilégier l'assouvissement d'intérêts à court terme sur la scène internationale.

Dégâts diplomatiques. Les récentes menaces proférées par le président américain contre ses alliés – en affirmant vouloir annexer le Canada, reprendre le canal de Panama et s'emparer du Groenland – ne sont pas de simples paroles en l'air. Et les gains qu'il pourrait en tirer à court terme risquent d'affaiblir fortement l'environnement diplomatique à long terme.

La volonté de Donald Trump de se désengager sur le plan international traduit une propension au repli sur soi bien différente du désir de la Chine de se développer à l'étranger. Xi Jinping, lui, s'est donné pour mission de faire renaître la nation chinoise sur la scène mondiale. En matière d'affaires étrangères, l'essentiel de l'action du leader chinois vise à rallier les pays du Sud. Il se sert de

l'initiative des nouvelles routes de la soie pour étendre et approfondir les alliances, et cherche à promouvoir la coopération internationale et les accords bilatéraux. Cultiver les liens avec l'extérieur est au cœur de sa démarche diplomatique. On peut donc dire que les deux grandes puissances ont des visions bien différentes de la mondialisation.

Comme lors de son premier mandat, Donald Trump veut en effet "démondialiser" et mettre fin aux alliances. Il a déjà exercé une pression très forte sur les alliés traditionnels des États-Unis pour qu'ils cèdent à ses exigences. À ses yeux, il n'y a pas de distinction entre les démocraties et les dictatures, il n'existe pas d'alliance sur la base de valeurs, pas

de coalition sur des fondements idéologiques; ce qui compte, ce sont uniquement les intérêts immédiats des États-Unis.

Faisant fi des problèmes structurels à long terme, il ne s'intéresse qu'aux gains à court terme. Et se montre très exigeant envers ses alliés. Ainsi a-t-il demandé aux membres de l'Otan d'augmenter leur contribution aux dépenses militaires sous peine de leur faire payer des frais de protection. En relevant les droits de douane, il souhaite engranger de nouvelles recettes pour les États-Unis. Et le retrait des organisations internationales devrait figurer parmi les autres faits marquants de son mandat.

Xi Jinping, lui, a une démarche complètement opposée. Dans son discours du Nouvel An, il s'est vanté de ses remarquables

interventions sur la scène internationale, affirmant avoir "activement favorisé l'évolution de la gouvernance mondiale. [...] À l'occasion de plusieurs rencontres bilatérales et multilatérales, nous avons déployé encore plus d'énergie pour agir en faveur du maintien de la paix et de la stabilité dans le monde."

Le rôle que joue la Chine dans le monde suscite la méfiance,

Xi Jinping s'est donné pour mission de faire renaître la nation chinoise sur la scène mondiale.

voire le mécontentement des pays européens et américains. Ceux-ci peuvent se montrer jaloux du développement rapide des énergies vertes et de certaines industries de haute technologie dans le pays, et dénoncer avec virulence les pratiques chinoises de surproduction et de dumping.

D'ailleurs, le dirigeant états-unien dirige ses flèches en premier lieu vers la Chine, qu'il va soumettre à toujours plus de pressions et de contraintes.

Néanmoins, tout cela se fera dans le cadre de la priorité à donner aux intérêts nationaux plutôt que sur la base de considérations idéologiquement plus mûres.

En se retirant de plusieurs organisations et accords internationaux, et en cessant d'assumer les obligations internationales que ceux-ci impliquent, Donald Trump va conduire Washington sur la voie de l'isolationnisme.

Pour réduire le coût du maintien de l'ordre mondial existant, le président américain demande également à ses alliés d'augmenter la part de leur budget consacrée aux dépenses militaires ou de prendre davantage en charge les frais des garnisons américaines présentes sur leur sol. Étant prêt à tourner le dos à sa propre famille pour des histoires financières, il affole ses alliés traditionnels, qui craignent que les États-Unis ne prennent leurs distances avec eux, s'ils ne rompent pas complètement.

En matière de politique commerciale, Trump est un fervent tenant du protectionnisme tous azimuts. D'un point de vue historique, c'est une



► Xi Jinping et Donald Trump. Dessin de Cau Gomez, Brésil.

En kiosque

●●● Cet article est à retrouver dans notre hors-série ***Le Nouvel Âge des empires***, en vente chez votre marchand de journaux et sur notre site. Vous y trouverez des analyses et des reportages de la presse étrangère qui décryptent le basculement du monde vers un nouvel ordre.

position réactionnaire. En effet, depuis la Seconde Guerre mondiale, la confrontation des blocs avait instauré une division verticale du travail entre les pays du camp capitaliste libéral. Conjuguée au développement économique et technologique, cette configuration a permis un grand bond en avant de la mondialisation des échanges. Une mondialisation économique qui avait considérablement consolidé les liens des États-Unis avec leurs alliés politiques.

Mais ces quarante dernières années, la Chine a profité de cette mondialisation pour prendre son essor économique. En conséquence, l'objectif de Washington, qui voulait intégrer avec elle pour améliorer sa propre situation, a été dévié. Et, depuis quelques années, les deux grandes puissances s'observent avec animosité. Alors que la mondialisation avait déjà du plomb dans l'aile, leurs chemins ont bifurqué dans ce domaine.

Au centre du processus. La Chine a rendu son marché intérieur interdépendant du marché international; la délocalisation, sur son sol, d'industries de pays développés lui a permis d'apprendre leurs techniques de production et de gestion, ce qui a facilité son décollage économique. Cela explique pourquoi

Pékin est un fervent partisan de la mondialisation.

Cependant, la Chine est aussi sortie des sentiers battus : en lançant son projet des nouvelles routes de la soie et en créant différentes organisations transnationales, elle s'est placée au centre du processus de mondialisation, et s'est retrouvée en mesure de tenir tête aux États-Unis. Quand bien même ceux-ci souhaiteraient couper les ponts avec elle, leurs relations sont tellement imbriquées qu'il leur est pratiquement impossible de le faire.

Malgré les tentatives américaines d'étoffer son secteur des hautes technologies, la Chine continue d'enregistrer des progrès très rapides dans ce domaine ; elle est désormais au coude-à-coude avec Washington dans les secteurs de la technologie spatiale et de l'intelligence artificielle ; elle a

La Chine a établi des liens étroits avec tous les pays du Sud et ne craint plus un blocus américain.

même une longueur d'avance en matière d'énergies propres ; quant à sa puissance militaire, elle est telle que Pékin n'est pas loin d'atteindre une capacité de projection mondiale.

Les États-Unis sont d'autant plus inquiets que la Chine, forte de sa puissance économique et de ses énormes capacités de construction d'infrastructures, a établi des liens étroits avec tous les pays du Sud, ce qui lui permet de ne plus craindre un éventuel blocus.

Avec le retour de Trump à la Maison-Blanche, la priorité est donnée à l'économie, les sujets militaires étant auxiliaires ; les affaires intérieures passent au premier plan, aux dépens des affaires extérieures ; il n'est question que de commerce et de bras de fer, on ne parle plus des valeurs démocratiques et idéologiques. Une telle orientation politique donne en réalité un formidable coup de pouce à la Chine, désireuse de nouer de nouvelles alliances.

En effet, non seulement les pays d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine s'appuieront de ce

fait davantage sur elle, mais il est aussi possible que des pays européens ou le Japon et la Corée du Sud s'éloignent les uns après les autres des États-Unis pour se rapprocher d'elle, tellement ils en auront assez de subir les diktats de Trump, obnubilé par ses propres intérêts. La position dominante des États-Unis s'estompe peu à peu, la future carte du monde pourrait largement être dessinée par la Chine.

Alors que le nouveau président américain incarne le nationalisme économique pur et dur, la Chine, elle, ne s'écarte pas de la voie de l'internationalisme. À cause de la hausse des droits de douane décrétée par Donald Trump, elle devrait attirer comme un aimant les pays exportateurs, obligés de chercher de nouveaux marchés pour faire du commerce et investir. Si le président américain entraîne véritablement les États-Unis dans un repli sur soi, il faudra dire adieu à ce qu'était ce grand pays ouvert et confiant.

Néanmoins, le processus de mondialisation ne va pas s'arrêter pour autant : il se transformera seulement, en prenant une teinte plus chinoise. Certes, Mar-a-Lago peut rester encore un certain temps le "centre de l'univers", comme aime à se vanter Donald Trump. Mais s'il s'obstine à poursuivre la voie de l'"America first" et de l'isolationisme, Zhongnanhai [le siège du gouvernement chinois], à Pékin, pourrait bien en profiter pour devenir un autre "demi-centre de l'univers".

—Chen Kuo-hsiang,
publié le 20 janvier

SOURCE**YAZHOU ZHOUKAN**

Hong Kong, Chine
Hebdomadaire
yzzk.com

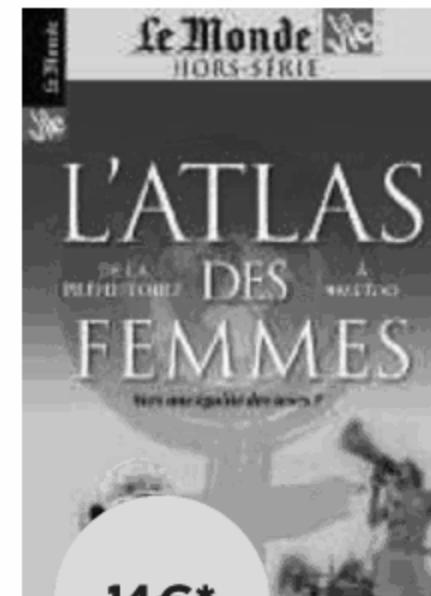
Newsmagazine du groupe Ming Pao, la "Semaine d'Asie" se dit le "journal des Chinois du monde entier". Focalisé sur l'Asie-Pacifique, avec un fort penchant pour la Chine, ce magazine est souvent plus informatif que la presse du continent, mais il reste proche de Pékin sur les sujets brûlants comme le Tibet ou Taïwan.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>



14€*

L'Atlas des femmes

Cet atlas dresse un tableau de la condition féminine à travers les âges et les continents. Un portrait multiple et original, où sont déconstruit les stéréotypes et relatées les luttes et les résistances contre les discriminations, jusqu'à l'émancipation.

L'Atlas des Afriques

Une histoire enfin réhabilitée. Cette édition actualisée de *L'Atlas des Afriques* offre une lecture originale. Ce récit révèle le dynamisme d'un continent d'avenir, sans ignorer les défis auxquels il est confronté.



14,90€*



14,90€*

L'eau et les océans en cartes

Berceau de la vie, l'eau est aussi à l'origine des civilisations. Parcourez cette vaste géographie aquatique qui irrigue notre histoire au gré de plus de 200 cartes.

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2025, dans la limite des stocks disponibles.

* Frais de port en sus en fonction du produit.

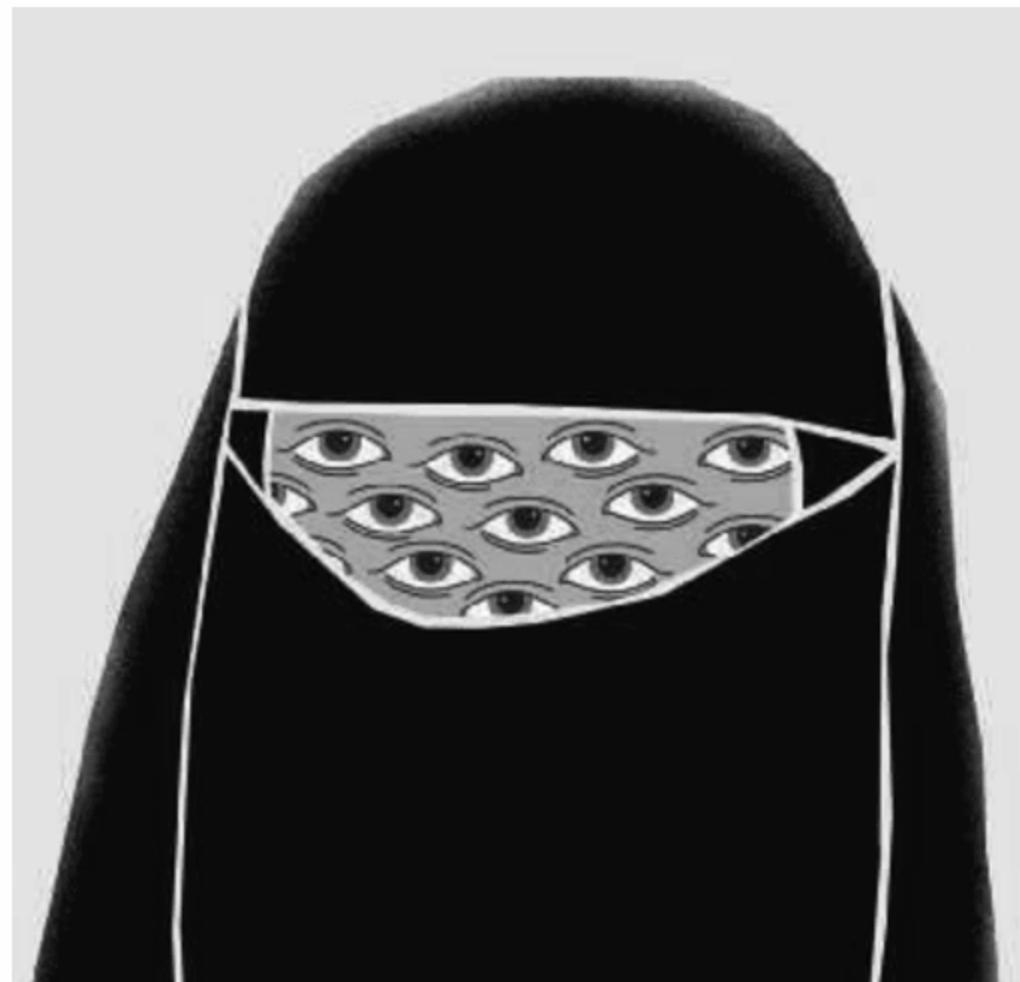
Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

AFGHANISTAN

Faire entendre les voix perdues dans le vacarme des hommes

Cette journaliste afghane raconte son quotidien et ses difficultés à travailler dans le sud du pays, berceau historique des talibans.



—Zan Times, extraits
(en exil)

Il est 9 h 30. Mon père est parti assister aux funérailles d'une connaissance, et n'est toujours pas de retour, alors qu'il devait m'accompagner pour mon reportage. Comme ma source n'est disponible que le matin, j'attends encore deux heures et demie avant de me décider à sortir sans *mahram* [un "gardien", soit un homme de sa famille].

Je vérifie une nouvelle fois le contenu de mon sac à dos pour être sûre que ma carte de presse, des documents de l'université ou mon carnet de notes ne s'y trouvent pas. Je laisse mon smartphone à la maison et prends à la place le vieux téléphone de ma mère pour pouvoir recevoir et envoyer des appels, et effectuer des enregistrements. L'écran de l'appareil est fissuré, et son étui en sale état. Au

moins, avec cela, je ne devrais pas attirer l'attention des talibans aux points de contrôle.

Je suis toute de noir vêtue, de la tête aux pieds, avec mon hidjab, mes gants, mes chaussettes et mon grand tchador, mais cela ne suffit pas : il faut aussi que je mette une burqa bleue à l'allure de cage par-dessus le tout. Sous ces multiples épaisseurs, il est très difficile de respirer normalement.

Le trajet entre ma maison et l'hôpital dure une trentaine de minutes. À cause des restrictions imposées par les talibans et des fouilles fréquentes, le chauffeur de taxi n'autorise pas les femmes à s'asseoir sur le siège avant, même accompagnées d'un tuteur masculin. Je suis donc obligée de prendre place dans le coffre de la voiture aux côtés de trois autres femmes. Voyager dans le coffre est devenu la règle pour les femmes !



TÉMOIGNAGE

On y étouffe, faute d'arrivée d'air frais. Au bout de quelques minutes, je suis d'ailleurs prise de violents maux de tête, et je commence à avoir des nausées.

J'arrive enfin à l'hôpital où je viens interviewer une sage-femme. Durant notre conversation, celle-ci manifeste une grande anxiété. Elle redoute en effet d'avoir des ennuis si jamais un patient venait à entrer ou si un membre du personnel de l'hôpital venait à surprendre nos propos. Je suis également inquiète, car si quelqu'un ici se rendait compte que je suis journaliste, il pourrait me dénoncer aux forces de sécurité talibanes en poste sur place.

Au départ, je me suis lancée dans le journalisme avec beaucoup d'enthousiasme, mais sans avoir bien conscience de toute la complexité du métier. C'est l'exemple de remarquables journalistes de ma communauté qui m'a inspirée, mais je ne comprenais pas trop le rôle vital joué par les femmes journalistes. Je n'avais pas conscience de l'existence de voix silencieuses enfouies au plus profond de la société, des voix que l'on n'écoutes jamais, des voix perdues dans le vacarme des hommes.

Silence radio. À la suite de la prise de pouvoir des talibans [qui ont envahi Kaboul en août 2021] et des restrictions sévères imposées aux femmes, les provinces du Sud ont subi de plein fouet la répression. Les femmes ont été rayées du champ journalistique. Les médias se sont tus et, dans ce silence, la société est devenue complètement sourde à la voix des femmes, déjà à peine audible.

Je me souviens d'un jour où les gens étaient descendus dans la rue pour manifester dans le centre-ville. J'ai vu un journaliste s'approcher d'une femme âgée pour l'interviewer. Soudain, un combattant taliban a surgi de la foule et s'est jeté sur le journaliste. Il a écrasé son appareil photo en hurlant : "Comment oses-tu parler à une femme qui n'a aucun lien de parenté avec toi ?" L'homme armé a également proféré des menaces à l'encontre de la femme âgée.

À ce moment-là, je me suis dit qu'elle aurait sans doute eu plus de facilité à se confier si le journaliste avait été une femme. Ce jour-là, j'ai compris que nous avions plus que jamais besoin

de femmes journalistes. Et que j'en serai, coûte que coûte.

Dans le sud de l'Afghanistan, être journaliste n'exige pas seulement de faire preuve de courage. Quelques mois après la prise de pouvoir par les talibans dans ma province, un décret a été publié : "La profession de journaliste est désormais interdite aux femmes."

Dans une société plongée dans la méfiance, comment vérifier la véracité des faits que je relate ?

Peu après, la voix des femmes a été déclarée *aurat* ("devant être cachée"), et toute voix féminine a été bannie des ondes radio.

Trouver des sources fiables pour mes articles est de plus en plus compliqué. Dans une société plongée dans la méfiance, comment vérifier la véracité des faits que je relate ?

Il m'arrive de passer des jours et des semaines à chercher une source fiable. Et même lorsque j'en trouve, il n'est pas toujours facile de gagner la confiance de mes informateurs. Les gens ont peur de leur propre ombre. Nombreux sont ceux qui voient un agent des services de renseignements dans toute personne qui s'adresse à eux pour une interview, et leurs craintes ne sont pas tout à fait infondées. Pour chaque histoire que je veux raconter, il faut que j'en passe par là.

Néanmoins, le plus dur, c'est d'arriver à recueillir des récits jamais révélés jusque-là. Parmi les femmes que j'ai interviewées, beaucoup m'ont avoué que c'était la première fois que quelqu'un les interrogeait sur leurs souffrances. Et la première fois que quelqu'un les écoutait sans jugement ni parti pris, comme certaines me l'ont confié : "Nous n'avons jamais eu le courage de partager nos problèmes avec un journaliste homme."

Effacer les femmes. Une autre gageure : prendre des photos en ville. À chaque fois que je veux immortaliser un instant avec mon appareil photo, je dois constamment être sur mes gardes, m'assurer que ce que je fais n'éveille aucun soupçon et qu'aucun agent taliban ne se trouve dans les parages.

✓ Dessin de Falco,
Cuba.

Même si elles sont entièrement voilées sous des burqas et des tchadors, il peut se révéler dangereux de prendre des photos sur les marchés pour femmes. Les gens ne veulent pas apparaître sur la moindre photo, même à l'arrière-plan. La présence d'une femme est interdite, quel que soit le cadre dans lequel elle se trouve.

Le comble, c'est que, dans mon entourage – des parents éloignés ou des voisins – plusieurs personnes soutiennent les talibans. Si jamais elles découvrent que je suis journaliste, c'est non seulement ma vie, mais aussi la sécurité de ma famille qui seront menacées.

Pour autant, quoi qu'il arrive, je sais que mon travail n'aura pas été vain, dès lors que je serai parvenue à faire entendre dans le monde la voix de ces femmes qui n'ont jamais été écoutées. Quand je pense à la portée de mon travail, j'en oublie combien je crève de chaud sous la burqa, que je vis dans un état d'anxiété permanent, avec la peur d'être arrêtée et maltraitée, et toujours inquiète pour la sécurité de ma famille.

Je sais que notre société a plus que jamais besoin de femmes journalistes. Et tant que certaines histoires ne pourront pas être racontées, je continuerai sur cette voie. Il en va de ma responsabilité de journaliste.

—Sana Atif (pseudonyme),
publié le 1^{er} avril

SOURCE



ZANTIMES

En exil, Afghanistan
zantimes.com

Créé par quelques femmes journalistes après la prise de Kaboul par les talibans, en 2021, Zan Times est un site d'information qui couvre l'actualité de l'Afghanistan. Dirigé depuis le Canada, avec des collaboratrices et des collaborateurs éparpillés dans plusieurs pays, le site s'appuie sur une équipe de reporters dans l'intérieur du pays. Il traite plus spécifiquement des violations des droits humains. La journaliste qui signe le témoignage ci-contre travaille pour la rédaction de Zan Times.



amériques

États-Unis. Harvard fait de la résistance

La décision de la prestigieuse université de ne pas céder aux menaces de la Maison-Blanche pourrait faire des émules.

—The New York Times
(New York)

Al'heure où Donald Trump use de sa férule contre des universités, cabinets d'avocats et médias, entre autres, certaines institutions du pays sont face à un choix : accepter l'accord avec la Maison-Blanche ou lui tenir tête. Depuis quelques semaines, de plus en plus choisissent de se battre contre le président américain. L'université Harvard vient de refuser de céder à ce que son président qualifie de "démonstration de force sans fondement juridique". Plus de 500 cabinets d'avocats soutiennent certains de leurs confrères sur la sellette depuis que Donald Trump cherche à se venger des juristes qui ont représenté ses adversaires politiques ou qui leur sont venus en aide. La doyenne des agences de presse du pays [Associated Press] a défié Trump en justice après avoir été interdite d'accès au Bureau ovale de la Maison-Blanche.

Le nouveau visage de la résistance ne ressemble plus à celui du premier mandat de Donald Trump. Les fonctionnaires contre son programme de l'intérieur tentaient de mettre en place des garde-fous pour faire barrage à certaines de ses idées les plus radicales. Dorénavant, c'est au grand jour que le bras de fer se livre. Si les garde-fous ont sauté, c'est notamment parce que Donald Trump exige la loyauté de toutes les personnes qui l'entourent. En l'absence presque totale d'opposition à l'intérieur des murs de la Maison-Blanche, les attaques du président contre diverses composantes de l'État, de la société civile et de la justice se sont intensifiées et accélérées par rapport au premier mandat. Et si

Trump est parvenu à obtenir des concessions colossales, à grand renfort de menaces, de poursuites judiciaires et autres manœuvres coercitives (sans signe de flétrissement en la matière), certains indices témoignent d'un changement de stratégie de la part d'une partie de ses victimes. Professeur de droit constitutionnel à Harvard, Laurence Tribe relate ainsi que les langues ont commencé à se délier quand Trump s'en est pris à la prestigieuse université voilà quelques semaines. "C'était sur toutes les lèvres, commente le juriste. Quand l'université va-t-elle enfin se rebiffer? Va-t-on se retrouver obligés de ponctionner le fonds de dotation, qui n'est là normalement que pour remplumer l'établissement dans les cas d'extrême urgence?"

L'opposition grandit. La première réaction de certaines organisations aux attaques de Trump a été de chercher à l'apaiser. Plusieurs cabinets d'avocats de premier plan ont choisi de passer des



accords avec la Maison-Blanche afin de pouvoir continuer à travailler avec l'État fédéral. L'université Columbia a cédé face à la menace du président d'annuler d'un trait de plume 400 millions de dollars [350 millions d'euros] d'aides fédérales. La stratégie de la "saturation tous azimuts" mise en œuvre par la Maison-Blanche a réduit bon nombre de démocrates et autres détracteurs de la politique trumpienne à la résignation, constatant qu'ils tenaient trop peu de centres névralgiques du pouvoir pour lancer une contre-attaque.

La décision de Harvard de ne pas céder aux sommations du gouvernement en matière de recrutement, d'admission et de programmes pourrait cependant inciter d'autres universités américaines à se rebeller à leur tour. Ancien chef de file du Parti démocrate et lui-même ancien président, Barack Obama a appelé les autres établissements d'enseignement supérieur à "suivre le mouvement" amorcé par Harvard. La résistance couvait déjà depuis quelques semaines, avec des mobilisations de grande ampleur organisées dans plusieurs villes du pays dans le cadre du mouvement Hands Off! ["Bas les pattes!"]. Bernie Sanders, sénateur indépendant du Vermont, et Alexandria Ocasio-Cortez, députée démocrate de New York, ont également drainé les foules au gré de leur tournée baptisée "Fighting Oligarchy" ["Combattre l'oligarchie"].

Les gels de financements décrétés par Donald Trump mettent en lumière le rôle des aides fédérales dans l'enseignement supérieur. "Ces mobilisations ont pris de l'ampleur en montrant qu'il y avait beaucoup de gens qui n'étaient pas d'accord avec ce qu'il faisait", observe Nikolas Bowie, un professeur de droit de

Refuser les exigences du gouvernement aura un coût : gel des subsides, contrats annulés...

Harvard qui a exhorté la direction de l'établissement à opposer une fin de non-recevoir aux mises en demeure de la Maison-Blanche.

"À l'heure où Trump s'attaque aux personnes et aux universités les unes après les autres, il est important que tout le monde voie qu'on est nombreux à juger anormal ce qui se passe." Fondatrice de l'association progressiste Indivisible, qui participe à l'organisation des manifestations Hands Off!, Leah Greenberg explique que le mouvement gagne du terrain depuis des mois, allant de pair avec l'indignation, tant chez les militants de la rue que dans les amphithéâtres des universités prestigieuses. La prise de position de Harvard joue ici un rôle "déterminant", poursuit-elle. "Et, pourtant, je n'ai pas l'habitude de tresser des couronnes à Harvard. On a le sentiment que la société américaine se plie aux quatre volontés de Trump. Le fait de montrer que tout le monde ne plie pas, cela aide beaucoup de gens."

À Harvard, plusieurs centaines de personnes, dont Nikolas Bowie, se sont associées pour demander à l'établissement de tenir tête au gouvernement, tandis que des centaines d'enseignants signaient une lettre exhortant l'université à dénoncer le projet trumpien de refonte de l'enseignement supérieur. À Yale, près d'un millier d'enseignants ont signé une autre lettre appelant les dirigeants de l'université à dénoncer les sommations de Trump. Et le président du Massachusetts Institute of Technology (MIT) a condamné le traitement réservé par le gouvernement Trump à ses étudiants internationaux.

Le but du gouvernement est de cibler les universités d'élite pour lutter contre l'antisémitisme

ambiant. Mais ses exigences vont bien au-delà et prévoient surtout des inspections du personnel pour empêcher Harvard de tenir compte de la diversité dans ses choix de recrutement, ainsi qu'un audit des idéologies de ses étudiants. Le gouvernement exige aussi de l'université qu'elle restreigne le "pouvoir" détenu sur le campus par certains étudiants, enseignants et administrateurs. Karoline Leavitt, la porte-parole de la Maison-Blanche, a regretté, le 15 avril, que Harvard "ne [prenne] pas au sérieux les exigences du président ni [celles] du gouvernement. Pourquoi le contribuable américain subventionne une université qui a déjà des milliards de dollars en banque? Et nous n'avons certainement pas vocation à financer un établissement où règne autant d'antisémitisme."

Le fisc comme arme. Refuser les exigences du gouvernement aura un coût. Quelques heures après la décision de Harvard, les autorités fédérales vont geler 2,2 milliards de dollars [1,9 milliard d'euros] de subventions pluriannuelles en faveur de l'établissement, ainsi qu'un contrat de 60 millions de dollars [52 millions d'euros]. Puis, le 15 avril, Donald Trump a menacé de supprimer l'exonération fiscale dont bénéficie Harvard, même si la loi fédérale empêche le président de dire "directement ou indirectement" au fisc américain de procéder à des contrôles ciblés.

L'essentiel des financements fédéraux en faveur des universités aide les étudiants et la recherche. Harvard a modifié son site web pour mettre en lumière l'importance de ses travaux de recherche et son rôle dans l'aide aux victimes d'AVC, le traitement de la drépanocytose ou bien la lutte contre l'absentéisme chronique à l'école. Laurence Tribe rapporte que certains de ses collègues s'alarment des répercussions de ces coupes budgétaires sur leurs travaux, mais qu'ils yvoient surtout une question de principe. "Je connais des gens à l'école de médecine [de Harvard] et ailleurs qui saluent la réaction de l'université même s'ils se désolent en même temps de voir que leurs centres médicaux risquent de fermer leurs portes et que les travaux qu'ils mènent, qui sauvent des vies, seront interrompus ou mis entre parenthèses pour une durée indéterminée."

—Luke Broadwater,
publié le 16 avril

✓ Sur le bonnet de Donald Trump : "cancré". Dessin de Ramsés, Cuba.



—The Economist (Londres)

Dans un bureau décati de Port-Louis, la capitale de Maurice, Olivier Bancoult nous montre un drapeau tricolore épingle au mur. C'est celui de l'archipel des Chagos, dont la plus grande île, Diego Garcia, abrite une base américano-britannique. Sa construction, au début des années 1970, avait été précédée par l'expulsion de force de 1 500 Chagossiens, dont Olivier Bancoult, âgé de 4 ans à l'époque. Le Royaume-Uni avait séparé l'archipel des Chagos de la colonie de Maurice, à 2 000 kilomètres de là, avant que cette dernière n'obtienne son indépendance, en 1968. L'orange représente les couchers de soleil, révèle Olivier Bancoult, le noir les heures sombres qu'ont vécues les réfugiés chagossiens, dont certains sont représentés par son ONG [d'aide aux réfugiés]. Quid du bleu? "Le bleu, ce sont les mers – et c'est notre avenir." Un nouvel avenir se fait jour dans l'archipel des Chagos. Le 1^{er} avril, un porte-parole du gouvernement britannique a annoncé que le Royaume-Uni était en train de finaliser un accord visant à en restituer la souveraineté à Maurice, comme la Cour internationale de justice le lui avait recommandé en 2019. Donald Trump ne tentera visiblement pas de s'opposer à l'accord, même si certains membres de sa nouvelle équipe ont critiqué ce projet en octobre, à l'époque où il recevait la bénédiction du gouvernement sortant de Joe Biden.

Convoitise indienne. Si l'accord devait être finalisé et que le Royaume-Uni et Maurice signent un traité dans la foulée, cela soulignerait l'importance géopolitique grandissante de cet État insulaire plus réputé pour ses plages que pour ses bases. Si petite soit-elle, l'île Maurice revendique une zone maritime de 2,3 millions de kilomètres carrés, soit à peu près la taille du plus grand pays d'Afrique, l'Algérie.

Cette partie de l'océan Indien possède des voies maritimes importantes et des ressources minières potentielles. Elle est l'objet des convoitises de l'Ouest, de la Chine et des puissances montantes, Inde en tête, laquelle se dote d'installations aériennes et navales sur Agaléga, une paire



Île Maurice. Au cœur du jeu géostratégique

L'île fait de plus en plus l'objet de convoitises de la part de puissances étrangères, notamment de l'Inde. Celles-ci lorgnent les ressources et l'immense zone maritime de Maurice. Un intérêt que Port-Louis compte bien utiliser à son profit, analyse ce magazine britannique.

d'îles peu connue appartenant à Maurice. Narendra Modi, le Premier ministre indien, s'est rendu à Port-Louis en mars. Emmanuel Macron y [était] attendu dans le courant du mois [mais il annula sa visite pour se rendre aux funérailles du pape François]. Il pourrait essayer de parer aux litiges juridiques

entourant l'île Tromelin, un territoire français également revendiqué par Maurice. "Les différentes puissances se font concurrence et il nous faut en tirer parti", commente Dhananjay Ramful, le ministre des Affaires étrangères de Maurice.

Pour mieux cerner le rôle de Maurice, penchons-nous d'abord sur l'archipel des Chagos. Signe

de son importance pour les États-Unis, Washington vient d'envoyer plusieurs bombardiers furtifs B-2 à Diego Garcia, sur fond de tensions croissantes avec l'Iran. Ces appareils peuvent embarquer des bombes capables de détruire des bunkers et, d'après les analystes, pourraient être utilisés dans les

✓ Dessin d'Otto,
Royaume-Uni.

frappes ciblant les installations nucléaires iraniennes.

Comme les États-Unis n'allaient pas laisser le Royaume-Uni céder 100 % du contrôle de la base, il y avait forcément un loup dans l'accord annoncé l'année dernière. De fait, Maurice aurait bien la souveraineté sur l'archipel, mais le Royaume-Uni conserverait des "droits souverains" sur Diego Garcia.

Les détracteurs de l'accord en question (dont *The Economist*) faisaient valoir que ce qu'un ancien haut fonctionnaire américain qualifie de "souveraineté déléguée" ne conforterait en rien la position de l'Ouest. Ils arguaient qu'un futur gouvernement de Port-Louis pourrait très bien revenir sur cet accord ou donner à la Chine une base sur une autre des quelque 60 îles des Chagos. "Une

Si petite soit-elle, l'île Maurice revendique une zone maritime de 2,3 millions de kilomètres carrés.

base suffit", insiste Dhananjay Ramful. "On n'est pas Djibouti", renchérit un haut fonctionnaire, faisant référence au petit pays africain qui accueille diverses bases appartenant, entre autres, à la Chine, aux États-Unis, à la France et au Japon.

Navinchandra Ramgoolam, le Premier ministre, espère que ces garanties suffiront. Il a tenté de négocier une avance sur les paiements dont s'acquittera la Grande-Bretagne en échange de ses droits sur Diego Garcia. Maurice, qui est un centre financier offshore, doit résorber son déficit budgétaire pour éviter une dégradation de sa note de crédit.

Cette focalisation sur l'archipel des Chagos a détourné l'attention d'Agaléga. Les diplomates indiens rejettent toute comparaison entre les deux cas. Mais l'Inde et Maurice ayant signé un accord en 2015, la construction d'un quai et d'une longue piste d'atterrissage a pu laisser penser que l'Inde était en train d'implanter une base sur place. D'autant que Navinchandra Ramgoolam est revenu sur sa promesse de rendre l'accord public.

"Ça n'a rien à voir avec une base militaire, assure Eshan Juman, un député d'Agaléga. C'est un terminal



Zones économiques exclusives

de chargement. Certains y verront une pirouette sémantique. « Personne n'est dupé, lâche ainsi un ancien ministre. On n'a pas besoin d'une piste pareille pour une île de quelques centaines de personnes. »

Si une partie de l'élite mauricienne redoute que Maurice ne devienne un État vassal, beaucoup pensent que le fait d'externaliser la sécurité de l'île à l'Inde répond à une certaine logique. Depuis des années, le conseiller à la sécurité nationale de Maurice est indien. Les gardes-côtes de l'île sont équipés par l'Inde. Donner à l'Inde un port d'attache sur Agaléga, renchérit un autre haut fonctionnaire, peut d'autant plus se comprendre que l'Inde prend du galon sur la scène internationale.

De fait, si Maurice est bien le principal bénéficiaire de l'accord sur les Chagos, l'Inde, compte tenu de son influence sur la politique étrangère de l'île, sera le deuxième. Le Premier ministre fondateur de Maurice aurait dit de la politique étrangère de l'île qu'elle était « la maîtresse de beaucoup et l'épouse de personne ». Il semblerait bien que l'Inde vienne de lui passer la bague au doigt.—

Publié le 3 avril

SOURCE



THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 443 000 ex
economist.com

Grande institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843 par un chapelier écossais, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libéral, il défend généralement le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel.

BURKINA FASO

Des fraises sinon rien

Depuis plusieurs années, le Burkina Faso figure en bonne place parmi les producteurs de fraises. L'activité est lucrative, mais fortement affectée par les aléas du climat.



—Studio Yafa, extraits (Ouagadougou)

Un îlot de fraîcheur pendant que la capitale suffoque sous le coup de la canicule. Au barrage de Boulmiougou [dans l'agglomération de Ouagadougou], un microclimat couvre la vaste étendue réservée au jardinage. Il n'est même pas encore 7 heures et le périphérique grouille déjà de monde.

Aminata Sampébré, qui est sur place depuis 6 heures, a déjà fini d'arroser ses différentes planches. Elle est maintenant dans le périmètre de ses fraisiers qu'elle scrute avec délicatesse. Par ses gestes, ce sont dix ans d'expérience dans cette culture qui s'expriment. Aminata rajuste la paille posée aux pieds des plantes herbacées, vérifie l'état de mûrissement des petites boules encore mi-rouges, mi-vertes. « Vraiment, le sol est favorable à la culture de la fraise, ici », dit-elle, comme si elle présageait une bonne récolte.

À côté d'elle, les autres jardiniers sont occupés au désherbage, à l'arrosage ou à la récolte de fraises. Accroupi sur un pagne étalé à même le sol, sous un arbre, Noufou Ouédraogo trie les fruits que lui ramènent trois femmes. Il faut faire vite avant que le soleil ne darde ses brûlants rayons, principal ennemi de la fraise, une fois récoltée. « La fraise n'aime pas les hautes températures. Voyez comment ça commence à pourrir », nous lance-t-il.

Depuis 2012, Noufou est installé aux abords du barrage de Boulmiougou pour s'essayer à la culture de la fraise. Avant cela, il était chauffeur dans une société de la place. « Je partais au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Togo. Mais j'ai laissé tout cela pour me consacrer à la production de la fraise. Non seulement ça me plaît, mais il y a beaucoup de bénéfices dans cette activité », reconnaît le jeune homme.

Culture fructueuse. Profitant d'un retour de voyage, Noufou saute le pas. Il laisse le volant du véhicule pour s'emparer de la bêche et de la pioche des jardins. « Je suis venu voir mes grands frères qui travaillaient et je les ai aidés. Quand j'ai véritablement commencé, je me suis rendu compte que j'avais raison », ajoute le fraisiculteur, sans l'once d'un regret.

Et comment peut-il regretter quand, après avoir investi 500 000 francs CFA [environ 760 euros] dans la culture de la fraise, il en récolte 2 000 000 [plus de 3 000 euros] ou plus par bonne saison ? Les saisons les moins bonnes pouvant lui rapporter 800 000 [1 200 euros] ou 700 000 francs CFA [1 060 euros]. La fraise est donc un pot de roses pour Noufou Ouédraogo depuis 2012.

Au Burkina, et selon les statistiques du Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat agricole (Papea) de 2020, la superficie consacrée à la culture

✓ Noufou Ouédraogo, ancien chauffeur devenu fraisiculteur.
Photo Studio Yafa/Fondation Hirondelle

de la fraise est d'environ 58 hectares, avec une production de près de 3 000 tonnes l'an. Le pays est le premier producteur et exportateur de fraises en Afrique de l'Ouest, après le Maroc, la Tunisie et le Kenya.

Denrée périssable. Marcel Tapsoba est le secrétaire général de la coopérative Namalgb-Zanga, qui regroupe une bonne partie des producteurs de fraises de Boulmiougou. Il est dans le domaine depuis 2005. Selon lui, la culture de la fraise est florissante et lucrative parce que les devanciers ont bataillé pour valoriser les fruits de leur labeur. « La coopérative a révolutionné la culture de la fraise au niveau de Boulmiougou », se réjouit Marcel. Entre autres, les productions ne se vendent plus par boîte comme il y a quelques années, mais plutôt au kilo. À partir de 1 500 [francs CFA] le kilo [soit 2,29 euros].

Assise à même le sol avec sa bascule, Odette Kabré, qui vient de terminer sa récolte, pèse sa production pour la céder aux revendeuses. Depuis dix-huit ans qu'elle dit être productrice de fraises, sa hantise est la même chaque année. Quand la saison commence en octobre, le barrage est encore rempli d'eau et tout va au mieux. Mais, à partir de la mi-mars, l'eau se resserre sur elle et les autres.

« Il n'y a pas assez d'eau. Vous voyez, c'est la deuxième production, mais ça va coïncider avec la fin de l'eau dans le barrage », renchérit de son côté Aminata Sampébré. Elle et ses camarades plaident pour le curage du barrage ensablé.

La saison de production commence en octobre pour de premières récoltes attendues en janvier. En plus de l'assèchement du barrage que craignent les fraisiculteurs, il y a aussi et surtout le caractère périssable du produit. Les producteurs n'ont pas encore la capacité de conserver le précieux fruit.

C'est avec regret et impuissance qu'ils vivent les périodes de braderies, après des mois d'efforts, juste pour éviter que les fruits ne pourrissent. Alors, avec ses partenaires, la coopérative Namalgb-Zanga explore des solutions. « Nous envisageons des chambres froides, des unités de transformation. Il faut former les femmes pour qu'elles puissent transformer les fraises en confiture, en jus, pourquoi pas en biscuits comme en Europe », esquisse le secrétaire général Marcel Tapsoba.

En attendant la concrétisation de ces projets, Aminata Sakandé vient de s'approvisionner. L'assiette remplie de fraises déposée sur sa tête, elle enfourche son vélo, les deux mains sur le guidon, direction la ville pour écouter ses fraises, le plus rapidement possible.

—Tiga Cheick Sawadogo,
publié le 20 mars



Allemagne. Ramstein, "petite Amérique" sous pression

La ville de Ramstein-Miesenbach accueille la plus grande base aérienne américaine en dehors des États-Unis. Mais depuis le retour de Donald Trump au pouvoir, des rumeurs circulent sur un éventuel retrait des militaires.

— Neue Zürcher Zeitung,
extraits (Zurich)

Lors qu'on quitte Kaiserslautern, à une soixantaine de kilomètres de la frontière française, et que l'on roule vers l'ouest, on passe au milieu d'épaisses forêts et de terrains de base-ball, de stands de tacos crasseux et de clôtures barbelées sans fin, et au bout d'une trentaine de minutes on arrive à un petit village perché sur une colline. Au nord de ce village se dresse une plateforme qui offre une vue incomparable sur les grands événements du monde.

Il y a vingt ans, de cette plateforme, on pouvait observer des centaines de milliers de soldats et d'armes partir en Irak. Il y a quatre ans, lorsque les États-Unis se sont brusquement retirés d'Afghanistan, on a pu suivre le ballet incessant des avions d'évacuation. Ces derniers mois, on voit des diplomates et ministres de la Défense affluer du monde entier pour discuter de la guerre en Ukraine. Car cette plateforme donne sur la plus grande base aérienne américaine hors des États-Unis : la Ramstein Air Base.

Amis ou ennemis ? Nombre d'opérations américaines en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient partent de ce centre, qui revêt une importance géopolitique majeure pour les États-Unis et l'OTAN. Les Américains ont pris la base à l'armée du Reich pendant la Seconde Guerre mondiale et,

depuis les années 1950, ils n'ont cessé de l'agrandir. La plupart de ceux qui vivent à Ramstein-Miesenbach et dans les communes environnantes ont grandi avec les Américains, ils jouent avec eux dans les clubs de football et fêtent ensemble le carnaval. Si la coopération transatlantique avait son troquet, il se trouverait ici.

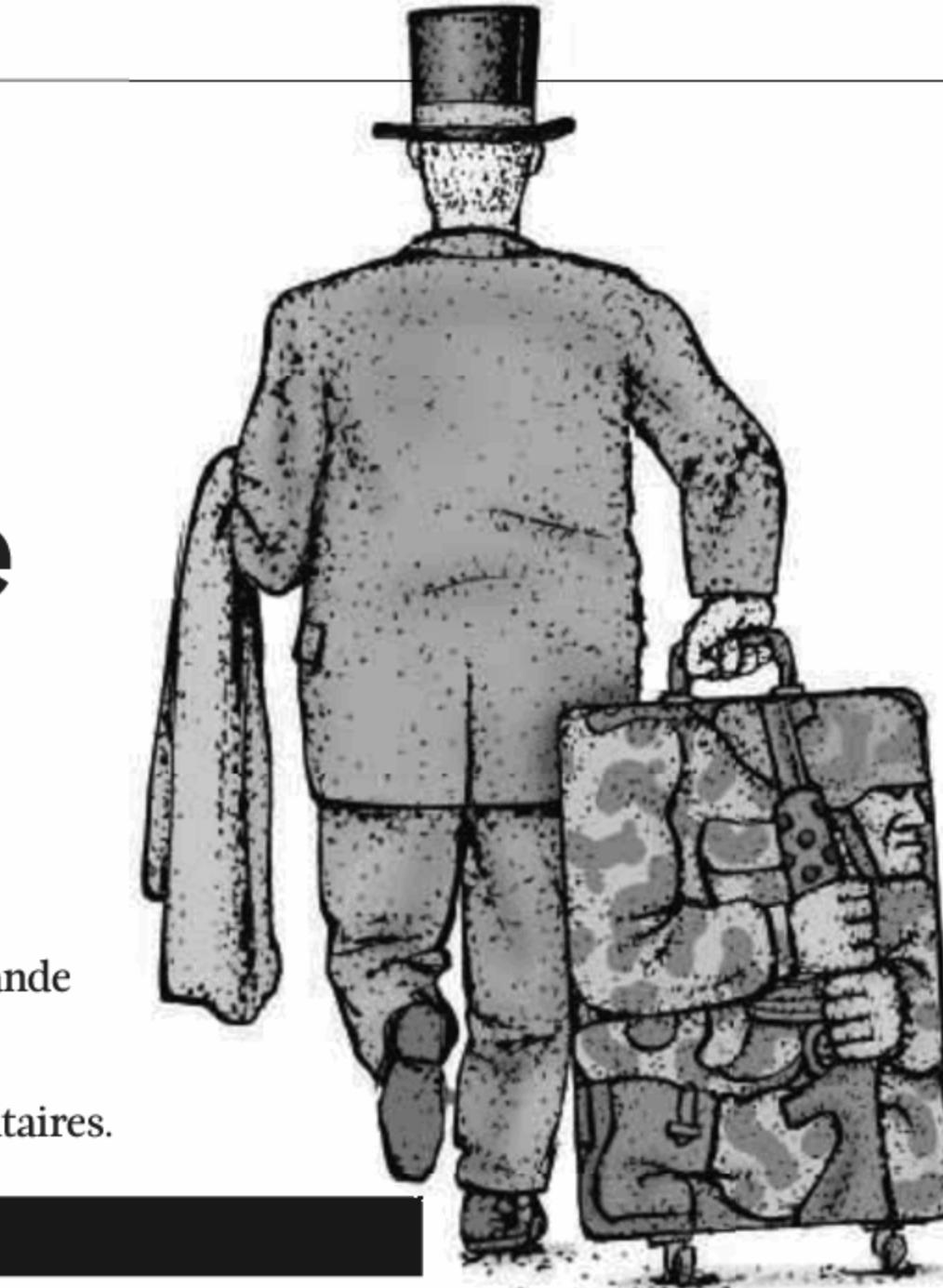
Reste que cette coopération vacille. Les États-Unis sont-ils nos amis ou nos ennemis ? Jamais les

Dans les environs de la base vivent plus de 50 000 soldats, pour qui tout un monde a été créé.

choses n'ont été plus incertaines qu'aujourd'hui. Fin mars, dans une conversation privée qui aurait dû rester secrète, le ministre de la Défense américain, Pete Hegseth, qualifiait les Européens de "parasites". Donald Trump envisagerait de retirer 35 000 soldats d'Allemagne, rapporte le quotidien britannique *The Telegraph*, soit la quasi-totalité du contingent.

Ce serait la fin d'une époque pour Ramstein-Miesenbach. Qu'en disent les habitants ?

Notre enquête commence à Landstuhl, une ville sans charme connue pour sa rue en pente ponctuée de bordels. L'hôtel Christine se trouve dans la rue principale : 115 chambres et le bar du Cockpit Lounge, au plafond orné d'anciennes hélices d'avion. Ce bar appartient à un



citoyen américano-canadien, Gary Teibel, 68 ans. Celui-ci doit tout aux Américains, confie-t-il. "Presque tous mes clients sont originaires des États-Unis. Je dis tout le temps à ma femme qu'il faudrait repeindre l'hôtel en rouge, blanc, bleu !" Le gouvernement actuel ? Il n'en pense pas grand bien : "Trump a la grande gueule d'un alligator et les couilles d'un colibri." Aussi ne croit-il pas que le président mettra ses menaces à exécution. "Sinon, je devrai fermer", lâche-t-il d'une voix qui perd soudain de son assurance.

Dans les environs de la base vivent plus de 50 000 soldats et leurs familles, pour qui tout un monde a été créé – un monde fait de fast-foods et de *high schools* [lycées américains], qui compte même un centre commercial américain. À cela s'ajoutent les milliers de civils qui travaillent pour ou sur la base. Chaque année, la base aérienne de Ramstein génère plus de 2 milliards d'euros de salaires et de contrats.

Une partie de cet argent atterrit chez Roy Mair, un petit bonhomme à l'accent écossais. Il a quitté l'Écosse en 1987 pour venir s'installer ici, à Ramstein. Mair est du genre blagueur. Il raconte qu'un matin, à Glasgow, il est monté dans le mauvais bus. En réalité, il a décroché un boulot : vendeur chez Patriot Military Automobiles [une entreprise de véhicules pour les soldats à l'étranger]. Mais depuis que Trump est président, les affaires

tournent moins bien, souffle-t-il. Le chiffre d'affaires a chuté de 40 %. "Les gens sont inquiets, dit-il, ils ne veulent pas trop dépenser." Mais tout va sûrement s'arranger. Roy Mair en a vu d'autres.

Le maire de Ramstein-Miesenbach, Rolf Hechler, croit savoir pourquoi personne ne se fait trop de bile. Il se lève de son bureau et s'approche de la carte accrochée au mur pour montrer du doigt un point au nord-est de la base. Là, on est en train de construire le plus grand hôpital militaire hors des États-Unis. Coût du chantier : 1,7 milliard de dollars. Puis il indique Baumholder, un village voisin. Là, des logements et casernes pour 2 000 nouveaux soldats et leurs familles sont en train de sortir de terre. Coût de l'opération : 1 milliard de dollars.



✓ Dessin de Vlahovic, Serbie

M. Hechler se rassied : "Il y a un fossé entre ce que le gouvernement américain dit et ce qu'il fait." Cela fait des dizaines d'années que l'on parle de fermer la base. Pendant son premier mandat, Trump a lui-même menacé de retirer 12 000 soldats. Des menaces en l'air. Et aujourd'hui ils partiraient tous d'un coup ? "Je n'y crois pas un instant, pas dans les dix prochaines années."

Départs non remplacés. Le lendemain, les employés civils de la base sont en grève. Mécaniciens, chauffeurs routiers, pompiers – au total un millier de personnes – manifestent dans les rues de Kaiserslautern. La raison : les Américains ont décreté un "gel des emplois". C'est-à-dire qu'aucun nouveau collaborateur ne sera embauché et que les départs à la retraite ne seront pas remplacés. Six à huit pour cent des postes doivent ainsi disparaître chaque année. C'est le sort qui attend l'ensemble de l'armée américaine, et non la seule base de Ramstein.

Au café Gugelhupf, une petite taverne proche de la place du marché de Ramstein, une épaisse fumée emplit l'air. Dans un coin, quatre femmes boivent leur café à une table couverte d'une nappe à fleurs, comme chaque mardi. Romy, une ancienne aide-soignante aux cheveux blancs, vit ici depuis quarante ans. "Je ne crois pas qu'il puisse fermer Ramstein. C'est la plus grande base aérienne hors du territoire américain !" "Il est capable de tout, c'est un psychopathe !" rétorque Bianca d'un ton ferme. Heike voit les choses autrement : "On sous-estime beaucoup Trump, estime-t-elle. Si les Américains partaient vraiment, peut-être que les loyers seraient de nouveau accessibles." Inge caresse son chien en acquiesçant : cela fait longtemps que les gens normaux ne peuvent plus rien se payer ici.

Ont-elles vraiment envie que les Américains quittent Ramstein ? Toutes secouent la tête. Sans eux, il faut bien l'admettre, Ramstein n'existerait pas. Alors que dehors les manifestants expriment leurs inquiétudes sur l'emploi et qu'à Washington un président imprévisible bombarde le monde de ses menaces, ici les quatre amies commandent un autre café, en espérant que tout ira bien.

— Dennis Frasch,
publié le 29 avril

PORTUGAL

À l'école de Salazar

L'école primaire construite par le dictateur qui a dirigé le Portugal pendant presque cinquante ans est devenue un "centre d'interprétation". L'association chargée de sa gestion n'aura pas la tâche facile.

—Público (Lisbonne)

Ne t'embarque pas là-dedans", l'avaient mis en garde ses amis. Mais José Pacheco Pereira a fait exactement le contraire, et, ce 28 février, il a signé avec la municipalité de Santa Comba Dão, dans le centre du pays, un accord de collaboration : Ephemera, son association, se voit chargée de la création et de la gestion du Centre d'interprétation de l'Estado Novo [“État nouveau”, le nom du régime autoritaire en vigueur de 1933 à 1974], dans l'ancienne école primaire construite par le dictateur António de Oliveira Salazar dans son village natal.

À partir de ce mois de mars, la vieille construction en pierres qui fut l'Escola Cantina construite sur ordre du dictateur, selon des plans et dans des dimensions totalement différentes des autres écoles de l'Estado Novo, devient ainsi un centre de recherche, d'archives et d'exposition. À peine terminée la courte présentation organisée à la maison de la culture, un temps de dialogue a été proposé au public – et, bien vite, il a été clair qu'une certaine nostalgie règne ici, et que José Pacheco Pereira et son équipe ne vont pas avoir la tâche facile.

Travail de mémoire. “Pour désamorcer ce qui doit l'être, nous avons un outil de choix, et c'est l'histoire. Nous allons axer notre travail sur la rigueur historique, les connaissances et la préservation des documents”, a martelé l'historien. À travers son association fondée en 2017, Ephemera, il a pour objectif de “sauvegarder avant tout” une grande partie d'un patrimoine “pour l'heure épars”. “Pour qu'il y ait de la recherche, il faut qu'il y ait des documents”, insiste Pacheco Pereira, qui appelle ainsi “tous ceux qui ont

des archives chez eux” à les faire parvenir à son équipe.

“Dans ce centre d'interprétation, nous n'avons l'intention d'aller ni dans un sens ni dans un autre. J'ai été membre de la commission chargée de transformer en musée la prison de Peniche et je fais partie du conseil permanent du musée d'Aljube [à Lisbonne, dans une ancienne prison de l'Estado Novo]. Je sais que nous sommes capables de faire ce travail, et comment le faire.”

La tendance en Europe est à la création de lieux qui mêlent archives, bibliothèque et musée, et Pacheco Pereira y souscrit pleinement. “Tout ce que nous avons déjà et tout ce que nous allons collecter, c'est de la documentation qui doit impérativement être conservée” – son association est déjà allée jusqu'à “faire les poubelles pour récupérer des fonds importants qui allaient être détruits”. Ce fut le cas par exemple avec les archives de l'ancien siège du CDS [parti de droite] à Coimbra. “Et nous collectons sans aucun a priori politique.”

Sur ces terres où “la présence de Salazar reste dense”, de l'aveu de l'historien, tout le

défi est de trouver un équilibre qui permette de rendre compte d'une période qui a objectivement traumatisé le Portugal. “Dix mille Portugais sont morts dans les guerres coloniales, ainsi que 41 000 civils”, rappelle José Pacheco Pereira. Pour des travaux équilibrés, l'association s'appuiera sur une commission scientifique, qui n'a pas encore été créée, mais qui comptera des “historiens qui font autorité”, précise Pacheco Pereira, qui cite des personnalités comme l'ancien ministre de l'Éducation Eduardo Marçal Grilo ou la chercheuse Luísa Tiago Oliveira. Cette dernière, qui participait à la présentation du projet, a ainsi tenu à souligner que “l'histoire ne peut pas être un procès”, en réponse à ceux qui voulaient voir d'un autre œil le nouveau centre d'interprétation.

L'ancienne Escola Cantina devrait être ouverte tous les jours, week-ends compris. “Le citoyen pourra visiter le lieu et ses expositions, mais aussi voir comment nous menons nos travaux et nos analyses”, a annoncé José Pacheco Pereira. Le maire socialiste de Santa Comba Dão, Leonel Gouveia, qui est en

Dans ce musée sera conservé “tout” ce qui sera jugé pertinent pour l'étude de l'Estado Novo.

fin de mandat, aura la responsabilité de la sécurité, et d'éviter que ce centre “ne devienne un lieu de pèlerinage pour les nostalgiques de Salazar, ou l'inverse. Cette fois, ça va se faire, j'ai confiance”, a assuré l'édile à la presse devant l'école de Salazar, où il est arrivé avec

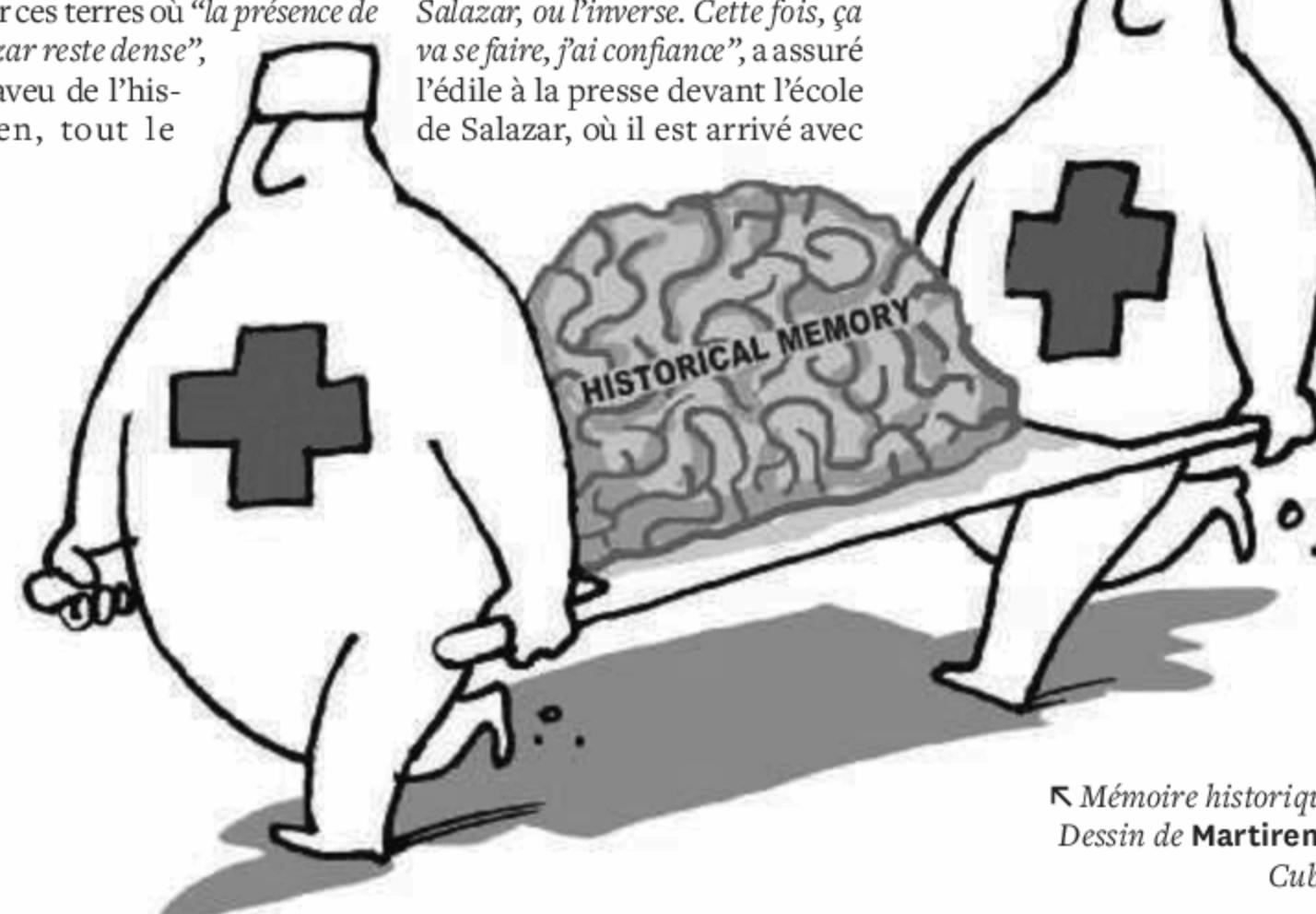
rappelle Pacheco Pereira. D'où “la nécessité de donner une explication à la répression, aux prisons, aux guerres coloniales, mais aussi aux mécanismes de consentement populaire”. Car, “évidemment, une telle dictature n'a pas reposé uniquement sur la répression”.

Neveu discret. José Pacheco Pereira a trouvé “une école bien différente des autres”, “en mieux”, et “intéressante par son architecture”. Il s'agira d'y conserver “tout” ce qui sera jugé pertinent pour l'étude de l'Estado Novo. Tel est l'engagement de l'association Ephemera : “Nous sauvegardons tout. Comme on aime parfois le dire, si le diable publiait des pamphlets, on irait jusqu'en enfer les récupérer.”

Et puisqu'on parle du diable... Quelques heures plus tôt, dans la maison voisine de l'école, Rui Salazar recevait des mains de la factrice l'hebdomadaire de droite O Diabo. Biogiste et historien, il est l'un des deux petits-neveux encore en vie du “Dr Salazar” : sa grand-mère était la sœur de celui-ci. Il vit seul dans une maison qu'avaient fait construire les parents du dictateur (ils en firent édifier une autre, plus tard, rien que pour leur fils). Après une vie passée entre Lisbonne et Aveiro, il est revenu dans le village de son enfance, dans la maison voisine de l'école où il a appris à lire et à écrire. “On était nombreux, à l'époque.”

Rui Salazar dit vouloir faire don de la maison où il vit, “pour qu'elle serve de résidence aux chercheurs”. Mais on comprend au fil de la discussion que les relations avec la mairie de Santa Comba Dão ne sont pas au beau fixe. “Pour le maire, parce que je suis le neveu du Dr Salazar, je suis forcément de droite. C'est faux”, martèle Rui, qui raconte avec fierté son amitié avec [l'homme politique et écrivain antifasciste] Álvaro Cunhal, et sa sympathie pour le Bloc de gauche. Pourtant, dans la vieille maison s'entassent les souvenirs de l'oncle, icônes de l'Estado Novo et du catholicisme. Sur cette avenue qui porte le nom de son oncle, il n'y a plus que trois habitants aujourd'hui, indique Rui Salazar. Mais, ce vendredi 28 février, au moment de la visite de l'école, il y avait du monde dans la rue.

—Paula Sofia Luz,
publié le 28 février



■ Mémoire historique.
Dessin de Martirena,
Cuba.

à la une

ÊTRE CANADIEN FACE À L'AMÉRIQUE DE TRUMP

Le président américain, non content de brandir des taxes délétères sur le commerce avec son voisin canadien, menace de l'annexer. De quoi faire peser un risque sur la souveraineté et les valeurs démocratiques du pays, qui tente tant bien que mal de se rassembler et de retrouver une identité commune face à l'adversité. Mais sur quelles bases ? À la veille des élections fédérales du 28 avril, les analyses de la presse canadienne.



—The Walrus, extraits (Toronto)

Il y a environ un mois, j'ai participé à une réunion de famille, le genre d'événement où l'on discute de tout et de rien en engouffrant de grosses bouchées de lasagne. À un moment, ma voisine a commencé à parler des droits de douane imposés par Donald Trump et de ses menaces d'annexer le Canada. Après qu'on eut échangé quelques blagues cyniques avec les gens autour de nous, elle a dit à mi-voix : "Ça commence à faire peur."

Pendant longtemps, la plupart des gens avec qui je discutais considéraient comme une blague – ou ignoraient simplement – la menace de Trump de faire du Canada le 51^e État des États-Unis. Deux amis américains m'ont assuré que ça n'arriverait jamais, l'un d'eux affirmant que, sur le plan électoral, ce ne serait pas avantageux pour les républicains, puisque les Canadiens voterait démocrate. Je lui ai fait remarquer que si les États-Unis annexaient illégalement le Canada, on peut supposer que les pratiques électorales normales ne s'appliqueraient pas.

À l'époque, rares étaient les Canadiens qui semblaient vouloir aborder le sujet sérieusement. Aucun d'entre nous ne souhaitait envisager que notre pays puisse être l'objet des visées impérialistes de son voisin.

Menaces banalisées. Certains diront que le simple fait de parler des menaces de Trump contribue à les banaliser. Cet argument fait écho à une conception plus large de la manière dont les médias devraient couvrir les autres menaces impérialistes formulées par Trump, notamment contre Gaza, le Panama et le Groenland.

Récemment, par exemple, Jelani Cobb, doyen de l'école de journalisme de l'université Columbia, a dit que les médias devraient aborder les menaces de Trump de s'emparer de Gaza "*de la même manière qu'on traiterait un caprice d'enfant. Ce qui compte, c'est ce qui est fait concrètement. Alors à moins que [Trump] ne nous montre les plans des appartements qu'il a prévu de faire construire à Gaza, ça reste du verbiage*".

Je sais qu'il est difficile de couvrir Trump. Mais en traitant le président américain comme un gamin capricieux, les médias ne lui donnent-ils pas la permission tacite d'agir comme tel ? Par ailleurs, considérant le pouvoir immense qu'il exerce, je me demande si la réticence des Canadiens à réagir aux menaces concernant l'annexion de leur pays ne relève pas davantage d'une aversion pour la peur et l'anxiété que d'une approche stratégique.

Soyons francs : Trump n'a-t-il pas déjà banalisé la menace simplement du fait de sa position ? Comment devrait-on interpréter sinon le fait qu'il publie sur son réseau Truth Social deux cartes sur lesquelles le Canada n'apparaît nulle part, les États-Unis englobant l'ensemble des provinces et des territoires ?

Et les politiciens et les médias américains ne banalisent-ils pas la menace en refusant de la

dénoncer publiquement, voire en lui donnant une certaine légitimité ?

Cette approche n'est pas sans rappeler la façon dont les démocrates et leur candidate, Kamala Harris, ont réagi aux mensonges racistes de Trump, qui a affirmé pendant la campagne électorale que les immigrés haïtiens de Springfield, en Ohio, mangeaient les animaux de compagnie : on en a fait des blagues et des mèmes. Aujourd'hui, Trump a mis fin au statut de protection temporaire dont bénéficiaient un demi-million d'Haïtiens vivant sur le territoire américain.

Les menaces expansionnistes du président américain sont choquantes, certes, mais elles constituent l'aboutissement du projet fasciste qui vise à "*rendre sa grandeur à l'Amérique*". Le slogan évoque un passé imaginaire glorieux, celui d'une Amérique forte où la vie était bonne pour les Américains (blancs).

J'admetts avoir cru que le locataire de la Maison-Blanche concentrerait ses efforts sur les enjeux nationaux. J'aurais dû me douter que les choses ne se passeraient pas ainsi. Après tout, au fil de l'histoire, les États-Unis se sont approprié à maintes reprises des territoires souverains pour servir leurs intérêts.

Les terres autochtones, en particulier, ont été l'objet de leur convoitise : elles ont été conquises par la violence ou parfois achetées à d'autres puissances étrangères comme la Russie ou la France. Les États-Unis se sont aussi emparés de vastes pans de territoires situés à l'ouest et au sud-ouest pendant la guerre américano-mexicaine, entre 1846 et 1848.

Le pays s'est ensuite intéressé à des territoires plus éloignés : il a appuyé le coup d'État à Hawaï en 1893, a envahi Porto Rico et a acheté les Philippines à l'Espagne. Encore aujourd'hui, l'empire américain possède un vaste réseau de bases militaires à l'étranger.

Comment interpréter le fait que Trump publie sur Truth Social deux cartes sur lesquelles le Canada n'apparaît nulle part ?

Les ambitions expansionnistes qu'affiche Trump ces jours-ci marquent simplement un autre chapitre de cette tradition funeste. Après tout, les États-Unis sont nés d'un projet colonial qui est toujours d'actualité en 2025. Si nous sommes choqués, c'est que la croyance naïve que nous serons toujours épargnés par les visées impérialistes de notre voisin a été profondément ébranlée. Mais peut-être serons-nous finalement épargnés. Qui sait quels dessins le président américain décidera-t-il de poursuivre ?

Et pourtant, face à cet élargissement de l'idéologie de "l'Amérique d'abord" et aux ambitions explicitement impérialistes de Trump, les Canadiens doivent infléchir le discours public qui, par moments, semble toujours réticent à prendre au sérieux ces menaces. Nous

devons corriger notre "*biais de normalité*" ou notre "*biais de statu quo*", que l'épidémiologiste Adam Kucharski définit comme "*la tendance à préférer au changement le maintien de l'état actuel des choses*".

Sur la plateforme Substack, Adam Kucharski compare la régression actuelle de la démocratie aux États-Unis aux premiers jours de la pandémie de Covid-19. "Avant et après le début de la pandémie, les gens étaient généralement réticents à admettre que la crise était bien réelle [...]. De la même manière, on a aujourd'hui l'impression que de nombreux journalistes et personnalités publiques ont du mal à voir qu'il se passe quelque chose d'inédit et de désastreux aux États-Unis. Je soupçonne que cela vient souvent d'une incapacité, voire d'une réticence à regarder la réalité en face", écrit-il.

L'épidémiologiste ajoute qu'à son avis "*la pandémie de Covid-19 et la situation actuelle aux États-Unis illustrent toutes deux une variante cruciale de ce biais : alors que le statu quo s'est déjà effondré, les gens continuent d'agir comme s'il était intact*".

Croyance illusoire. Quand la réalité est imaginable et effrayante, on comprend que les gens soient nombreux à s'accrocher à ce qui leur est familier. D'après Kucharski, l'humain a aussi tendance à croire qu'en admettant la réalité d'une crise, on court le risque de lui donner un caractère inévitable. Or, selon lui, cette tendance n'est pas sans risque : "*Puisqu'ils n'ont pas encore pleinement intégré ce changement, les individus se résolvent par défaut à l'inaction. Au lieu d'admettre qu'un changement fondamental s'est déjà produit, ils s'accrochent à la croyance d'un retour à la normale.*"

On sait déjà que le biais du statu quo favorise l'inaction face à l'urgence climatique. Je crains qu'il ait aussi pour effet de teinter la vision qu'ont certains Canadiens de la crise nationale qui se profile. S'il est vrai que l'on parle davantage des menaces de Trump ces jours-ci, on a souvent tendance à tenir pour acquise la continuité de la souveraineté canadienne. Nos politiciens nous assurent → 26



SOURCE
THE WALRUS
Toronto, Canada
Mensuel
walrusmagazine.com

Créé en 2003,
"Le Morse" joue la carte du style et des idées, inspiré par ses cousins américains Harper's, The New Yorker ou The Atlantic Monthly. Les meilleures plumes canadiennes y sont conviées pour traiter de sujets politiques, littéraires ou de société, illustrés par des photographies soignées.

Le mot

"Buy Canada"

●●● C'est la devise qui s'est répandue dans le pays depuis le début de l'année après les menaces du président américain Donald Trump d'imposer des tarifs douaniers à l'encontre de son voisin du Nord. De fait, les Canadiens boycottent non seulement les produits américains, mais aussi – et surtout – les voyages. Ils sont si nombreux à annuler leurs vacances aux États-Unis cette année que l'US Travel Association a déclaré anticiper des pertes de 2,1 milliards de dollars, rapportait le magazine *Forbes* en février.

← Dessin de Cameron Cardow paru dans The Ottawa Citizen, Canada.

25 que le Canada ne fera jamais partie des États-Unis, mais ils n'expliquent pas concrètement comment ils comptent s'y prendre pour empêcher que cela se produise.

Il ne s'agit pas ici d'un plaidoyer en faveur d'un accroissement des dépenses militaires ou d'une démonstration de patriotisme. Il ne suffit pas d'acheter canadien et de boycotter les produits américains : il faut admettre la réalité du régime autoritaire que Trump est en train d'instaurer aux États-Unis et le risque inhérent que cela fait peser sur la souveraineté et les valeurs démocratiques canadiennes.

C'est la situation dans laquelle se trouve actuellement le Canada avec ce qui était, jusque très récemment, son plus proche allié, un pays que l'on peut considérer comme le plus puissant au monde. La campagne pour l'élection fédérale canadienne qui se déroule actuellement est dominée par Trump et ses droits de douane, certes, mais elle ne donne pas toute la mesure des dangers qui guettent le Canada.

La relation qu'entretenait le Canada avec les États-Unis "n'existe plus", a admis récemment Mark Carney.

Mark Carney [Parti libéral du Canada] et Pierre Poilievre [Parti conservateur du Canada], les deux principaux candidats, affirment qu'ils peuvent bâtir "*un Canada fort*" et mettre "*le Canada d'abord*". Mais jusqu'à présent, une grande partie des mesures qu'ils ont proposées concernent les réductions d'impôts et l'économie, même si le candidat libéral a récemment admis que la relation qu'entretenait traditionnellement le Canada avec les États-Unis "*n'existe plus*".

Les politiciens aiment dire que les temps sont durs et promettre des jours meilleurs. Cependant, répondre à Trump par des mesures économiques ne changera rien au fait que les États-Unis ont pris un virage autoritaire et que leur président parle désormais ouvertement de son désir d'annexer le Canada.

D'autres pays, comme la Suède, la Finlande, la Norvège et la France, qui ont déjà été envahis ou menacés d'invasion par de puissants voisins, ont commencé à préparer leurs citoyens à cette période d'instabilité géopolitique. Ils distribuent des manuels de préparation aux situations d'urgence qui traitent entre autres de conflits armés, de menaces à la sécurité et de catastrophes climatiques.

Pourtant, ici au Canada, l'idée que l'on puisse distribuer de tels manuels semble impensable. Ce serait sans doute vu comme un aveu de faiblesse plutôt que comme une précaution judicieuse. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que la possibilité que Trump tente d'annexer de force le Canada est bien réelle.

Il est temps de commencer à envisager le pire au lieu d'espérer que tout se passe au mieux.

—**Melissa J. Gismondi,**
publié le 28 mars



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Ces universitaires qui quittent les États-Unis pour le Canada

Fin mars, trois professeurs de la prestigieuse université Yale ont quitté les États-Unis de Trump pour enseigner à Toronto, au Canada. Il s'agit du couple d'historiens formé par Timothy Snyder et Marci Shore, tous deux spécialisés sur les régimes autocratiques et l'Europe de l'Est, et du professeur de philosophie Jason Stanley, qui a abondamment écrit sur le fascisme et la propagande. Ces universitaires américains utilisent leurs nouvelles chaires pour sonner l'alarme sur les dérives de l'administration Trump, notamment ses attaques contre l'enseignement supérieur aux États-Unis, ainsi que pour exprimer leurs craintes face à la montée de l'autoritarisme au sud de la frontière. Une revue de presse à lire sur notre site.

L'HEURE N'EST PLUS À L'INNOCENCE

Le Canada n'est pas prêt à faire face aux défis des quatre prochaines années, notamment ceux posés par la présidence de Donald Trump. Un degré d'impréparation hérité de décennies de "grande naïveté".

—L'Actualité (Montréal)

Le Canada est entré en processus électoral juste sur une patte, déséquilibré par les événements des trois derniers mois. En même temps, pouvions-nous sainement imaginer, il y a une saison à peine, que de sauver le Dominion [nom officiel historique du Canada, royaume du Commonwealth britannique] d'une annexion américaine allait devenir une priorité des électeurs ?

Cette idée se révèle pourtant d'une importance cruciale pendant cette campagne électorale, au même titre que les crises du climat et du logement, les finances publiques, l'économie, la santé, les impôts et autres certitudes.

Les visées du président impérial qui trône à Washington n'ont rien d'hypothétique. Elles menacent déjà l'eau du bassin des Grands Lacs, et donc du Saint-Laurent. Notre fleuve ! Il est même étonnant que les techno-courtisans de Donald Trump ne lui aient pas encore suggéré de ressusciter cette hallucination du "Grand Canal", projet fou promu par un ingénieur québéco-terre-neuvien dans les années 1960, 1970 et 1980. Ça consistait à endiguer la baie James pour adoucir ses eaux salées avec les rivières détournées des ouvrages hydroélectriques du Québec, et ensuite les faire couler par un mégacanal vers le centre et l'ouest des États-Unis.

Petit frère insignifiant. Les épées de Damoclès de ce genre s'accumulent dans le ciel canadien, et les citoyens doivent choisir la personne qui aura pour mission de les en protéger. D'abord, tous les chefs qui aspirent à diriger le Canada durant les quatre prochaines années méritent notre respect. Déjà qu'être Premier ministre est une tâche ingrate, le contexte actuel ajoute une épaisse couche de responsabilités : il y a quelque chose du destin de Paul Atreides (le personnage principal de *Dune*) ou du héros de *Braveheart* qui attend le vainqueur de cet exercice démocratique pas comme les autres – à vous de choisir votre référence cinématographique pour incarner un chef face à des forces malicieuses, avec sur ses épaules tout le

fardeau de l'histoire. En d'autres mots, le Canada, ce chantier sans fin, vient de perdre son innocence. Depuis sa création, notre fédération se croyait tellement bonne qu'elle en était devenue l'amie indispensable de tous, et même indispensable tout court. "Il [le Canada] fait partie du G7 et est perçu sur la scène internationale, à tort ou à raison, comme un pays exemplaire", écrivait en l'an 2000 dans nos pages l'historien René Durocher, mort il y a quatre ans.

Un quart de siècle plus tard, les régimes chinois, russe et indien rient de nous. Les Européens doutent de notre sérieux. Le Royaume-Uni nous traite en petit frère un peu (pas mal) insignifiant. Les apprenties puissances que sont



le Brésil et la Turquie nous ignorent. Et voilà que la nouvelle administration à Washington nous pointe son pistolet sur la tempe.

Le Canada a perdu cette exemplarité dont parlait Durocher. Son vaste espace vide du Nord, trop discret pour être considéré, trop peu ambitieux économiquement et politiquement pour être respecté, est désormais l'objet de convoitises. Mais le Canada est incapable de se défendre, désarmé tant sur le plan militaire que sur les plans diplomatique et économique. Notre défense ne nous appartient pas, pas plus que notre économie de succursale. Notre diplomatie tient davantage du colportage (les Canadiens dans le périn à l'étranger doivent souvent s'en remettre aux ambassades britanniques ou américaines pour leur secours).

C'est le résultat de la période de l'après-guerre froide, de l'après-crise constitutionnelle, où les menaces existentielles semblaient s'estomper. Les Canadiens se contentaient d'envoyer à Ottawa des intendants à qui on demandait seulement de vaquer aux affaires courantes de la colonie. Sur le plan culturel, le Canada anglais s'est même dépêché de se débarrasser de son identité et de se brancher sur le signal télé des Américains.

Il ne faut donc pas être surpris des conséquences actuelles de cette grande naïveté. Le problème, c'est qu'on entre dans un tournant de l'histoire sans trop savoir si on a sur le bulletin de vote un Mackenzie King [dixième Premier ministre du Canada pendant trois mandats non consécutifs, entre 1921 et 1948], un Wilfrid Laurier [septième Premier ministre canadien, de 1896 à 1911, et premier Premier ministre francophone] ou un simple porteur d'eau (douce de la baie James).

L'ère de l'intendance est révolue. Les défis des années à venir seront à nouveau d'ordre existentiel pour le Canada. Et l'an prochain, le Québec vivra électoralement la même chose [lors des élections générales de la province, prévues pour le 26 octobre 2026]. Ce ne sera pas reposant.

— Eric Grenier,
publié le 2 avril

✓ Dessin de Côté
paru dans *Le Soleil*,
Québec.

L'Alberta fait bande à part

Dans le Canada contre Trump, la voix de la Première ministre de l'Alberta, Danielle Smith, détonne. La conservatrice proche du mouvement MAGA veut faire avancer la cause de sa province.

Depuis deux ans et demi, Danielle Smith préside aux destinées de l'Alberta, une province de l'Ouest canadien "souvent appelée le 'Texas du Canada' en raison de son pétrole, de ses ranchs et de sa politique conservatrice", résume *The New York Times*. À l'heure des menaces commerciales et expansionnistes de Donald Trump, cette native de Calgary a "énervé" les Canadiens en parlant avec admiration du chef de la Maison-Blanche.

C'est que la politicienne de 54 ans, plongée dans l'univers conservateur depuis ses débuts en politique, en 2009, à la tête du parti libertarien Wildrose, garde un œil jaloux sur la bonne fortune de sa province – les exportations d'or noir, presque toutes dirigées vers les États-Unis. "Les Américains nous ont aidés à bâtir nos deux plus grandes industries, notre industrie bovine et notre industrie pétrolière et gazière", explique-t-elle au quotidien américain.

Dès le début de la crise canado-américaine, Danielle Smith a joué la carte diplomatique en se rendant à la mi-janvier à Mar-a-Lago, la résidence de Donald Trump en Floride, pour s'entretenir directement avec lui. Elle se vante d'ailleurs, dans les colonnes du *New York Times*, d'être "dans le rôle du bon flic" s'opposant ainsi



REVUE
DE PRESSE

à la posture agressive adoptée par le gouvernement fédéral canadien vis-à-vis du locataire de la Maison-Blanche.

Mais trois semaines plus tard, dans une tribune publiée début février dans le quotidien conservateur canadien *National Post*, elle se disait "très déçue" de la décision du président américain d'imposer des taxes douanières sur tous les produits canadiens.

Elle a alors appelé ses homologues des autres provinces canadiennes et la capitale fédérale, Ottawa, à accélérer la construction de multiples oléoducs et gazoducs vers les côtes est, ouest, et nord du pays, et à construire de multiples terminaux GNL en utilisant l'acier québécois et ontarien et en mobilisant des travailleurs de toutes les régions du Canada "pour libérer le véritable potentiel économique [du] pays".

Le 21 mars, elle s'activait sur un tout autre front, rapporte le quotidien conservateur de Toronto dans un second article. Elle a en effet écrit une lettre au Premier ministre québécois, François Legault, l'invitant à faire front commun pour obtenir une plus grande autonomie au sein du Canada vis-à-vis du pouvoir central.

Dans le même temps, observe la chaîne de télévision *CityNews*, Danielle Smith a déclaré le 1^{er} avril avoir reçu "un mandat pour faire fonctionner le Canada" et souligné que sa province possède un mécanisme pour tenir des référendums. Elle promet de mettre sur pied un comité pour évaluer ce que les Albertains, majoritairement conservateurs, voudront faire après les élections fédérales du 28 avril que pourrait gagner le libéral Mark Carney. "Danielle Smith laisse la porte ouverte à un vote sur le départ de l'Alberta du Canada", analyse un chroniqueur du *Calgary Herald*.

Avec ironie, *Le Journal de Montréal*, au Québec, n'hésite d'ailleurs pas à qualifier Danielle Smith de "gouverneure de l'Alberta, le 51^e État" des États-Unis, faisant ainsi référence aux multiples fois où Donald Trump a traité intentionnellement le Canada de 51^e État américain.

— Courrier international

Repères

Les Canadiens sont appelés aux urnes le 28 avril pour désigner leurs 343 députés. Des élections sur fond de tensions avec le voisin américain. Portraits des deux favoris au poste de Premier ministre.

Mark Carney, l'ambitieux

●●● "Nous ne pouvons pas contrôler le président américain, mais nous pouvons contrôler notre destin. Nous sommes maîtres chez nous", a déclaré le chef du Parti libéral

Mark Carney le 23 mars, donnant le coup d'envoi à la campagne électorale neuf jours après avoir été assermenté pour remplacer le Premier ministre démissionnaire, Justin Trudeau. Perçu comme le meilleur leader pour faire face à Trump, l'ancien banquier d'affaires a déclaré que la "vieille relation" canado-américaine "est terminée". Il veut créer "un corridor national de commerce et d'énergie", note *Le Devoir*. Il a milité pour la lutte contre le changement climatique et veut faire du Canada une superpuissance énergétique et favoriser le développement des énergies renouvelables et conventionnelles, rapporte *La Presse*. Un recul de ses valeurs ? Non, dit ce novice en politique

de 60 ans. Son rêve de "dominer" le marché conventionnel passe par la diminution de la pollution générée par la production d'hydrocarbures et les transports.

Pierre Poilievre, le combatif

●●● Politicien de carrière, élu député conservateur en 2004 à 25 ans, Pierre Poilievre a pris la tête de son parti il y a trois ans après avoir embrassé la cause des camionneurs antivaccins en pleine pandémie. En imposant ses thèmes, comme la hausse du coût de la vie ou la crise du logement, cet adversaire

coriace de Justin Trudeau s'était forgé une formidable avance dans les sondages avant l'arrivée de Mark Carney et les multiples menaces de Donald Trump, analyse *La Presse*. Celui que l'on a surnommé le "Trump canadien" promet désormais de tenir tête au chef de la Maison-Blanche, qui veut faire du Canada le 51^e État américain. "C'est à notre avantage de rendre le Canada plus souverain et plus fort face aux Américains", a-t-il déclaré. Mais, note *Le Devoir* lors d'un rassemblement le 7 avril en Alberta, "ce qu'il a peut-être moins aimé, c'est la façon dont les applaudissements se taisaient à chaque fois qu'il évoquait la menace américaine".



DANS LA BIBLIOTHÈQUE SUR LE 49^E PARALLÈLE, TOUT A CHANGÉ

Traversée par la frontière canado-américaine, la Haskell Free Library and Opera House a longtemps été un trait d'union entre les deux pays. Jusqu'à ce qu'elle soit rattrapée par le chaos politique ambiant.

—The Globe and Mail, extraits (Toronto)

Dans les locaux de la bibliothèque et salle d'opéra Haskell, seule une bande de scotch noir usé collé sur le vieux plancher de bois dur indique l'emplacement de la frontière canado-américaine. Il est facile d'ignorer la présence de cette démarcation, et c'est précisément ce que souhaitait Martha Stewart Haskell quand, en 1904, elle a fait bâtir cet édifice à tourelle, temple de la culture savante, à cheval sur la frontière entre Derby Line, dans le Vermont, et ce qui est aujourd'hui Stanstead, au Québec. Détentrice de la double nationalité, Martha Haskell avait hérité de la fortune que son mari avait amassée dans l'industrie du bois. Cet espace consacré à la musique et à la culture se voulait un symbole de l'amitié entre voisins, et c'est ce qu'il a été pendant cent vingt ans.

“Je vois la bibliothèque comme une petite Suisse”, explique Sylvie Boudreau, présidente du conseil d'administration de l'établissement, qui présente la particularité d'être la seule bibliothèque (ou la seule salle d'opéra) du monde à être divisée par une frontière internationale. Cet établissement apolitique fleurant bon les vieux livres, dont l'emplacement particulier était auparavant considéré comme une bizarrie attachante, se retrouve aujourd'hui dans une situation géopolitique inconfortable.

En janvier, Kristi Noem, la ministre de la Sécurité intérieure des États-Unis, s'est rendue sur place à l'occasion d'une cérémonie organisée en hommage à un agent frontalier abattu à proximité. Comme le font de nombreux visiteurs, Mme Noem s'est amusée à sautiller d'un côté à l'autre de la ligne noire qui représente le 49^e parallèle, mais elle a aussi répété à deux ou trois reprises, sous les rires de son équipe, une plaisanterie rappelant les propos provocateurs de Donald Trump sur le Canada. Tout sourire, elle disait “USA, number 1” lorsqu'elle était du côté américain, et “51st State” [“51^e État”] quand elle passait du côté canadien.

Contrôles renforcés. Les membres du personnel de la bibliothèque ont été “scandalisés”, raconte Mme Boudreau, qui est canadienne. “J'ai trouvé que c'était un manque de respect.” Ce n'était pas ce que Martha Haskell avait en tête quand elle a fait construire la bibliothèque, certes, mais l'époque était bien différente à plusieurs égards. Au départ, des salles de lecture séparées avaient été aménagées pour les hommes et les femmes, et le premier spectacle ayant été présenté dans la salle située à l'étage comportait un *minstrel show* avec des numéros de *blackface*.

Pendant des décennies, la frontière est demeurée une sorte de fiction légale. D'autres bâtiments chevauchaient la ligne de démarcation, y compris

un bar appelé “Halfway House”. À l'époque, la contrebande de vaches était le genre de méfait anodin dont se préoccupaient les autorités.

Tout a changé après les attentats terroristes du 11 septembre 2001. La sécurité est devenue une priorité, et les contrôles ont été renforcés sur toute la longueur de la frontière. Les agents frontaliers américains ont commencé à surveiller les réunions transfrontières qui se tenaient régulièrement dans les locaux de la bibliothèque entre des proches ou des membres d'une même famille séparés par des restrictions en matière de visa ou d'immigration.

Un incident survenu quelques années plus tard a éveillé encore davantage la méfiance des autorités. Un Montréalais a été accusé d'avoir fait entrer des armes de poing sur le territoire canadien en utilisant notamment les toilettes de la bibliothèque comme dépôt. L'affaire s'est conclue devant les tribunaux américains en 2018 : l'homme a plaidé coupable de trafic d'armes. L'escroquerie avait été facilitée par la configuration inhabituelle des lieux par rapport à la frontière. L'entrée principale se trouve en effet au Vermont, et il n'y a qu'une sortie de secours du côté canadien, mais on peut très bien traverser la frontière à partir de Stanstead et entrer dans le bâtiment sans avoir à montrer son passeport.

Cette configuration particulière et les quelques cas où des gens en ont tiré parti à de mauvaises fins ont conduit les autorités américaines à redoubler de vigilance. Récemment, un journaliste qui se rendait sur place pour une visite a été entraîné à l'écart et interrogé par les agents frontaliers au nom de la “sécurité nationale”. “Vous allez dire aux gens comment traverser la frontière illégalement ? lui a demandé un agent. C'est l'un des principaux points de passage illégaux vers les États-Unis.”

Cette affirmation farfelue a mis Mme Boudreau en colère lorsqu'on la lui a rapportée. Après tout, il existe d'innombrables points de passage non surveillés entre le Québec et le Vermont, et c'est sans parler du reste de la frontière terrestre, qui s'étend sur près de 9 000 kilomètres. “Pas



THE GLOBE AND

MAIL

Toronto, Canada

Quotidien

globeandmail.ca

Fondé en 1844, lu d'un océan à l'autre, sérieux et non engagé, le titre de Toronto est le quotidien de référence au Canada et exerce une forte influence auprès des milieux politiques fédéraux. Il a pris le titre de *Globe and Mail* qu'en 1936 après sa fusion avec le journal conservateur *The Mail and Empire*, dont il n'a pas conservé la ligne éditoriale.

besoin de venir à la bibliothèque pour traverser la frontière illégalement!

Les relations avec les autorités des deux pays doivent être abordées avec circonspection ces jours-ci. Mme Boudreau, qui a elle-même travaillé pour l'Agence des services frontaliers du Canada, est bien placée pour comprendre leurs préoccupations et en tenir compte. Depuis la réouverture de la bibliothèque après la pandémie de Covid-19, les agents frontaliers peuvent procéder à des contrôles spontanés à l'entrée et à la sortie. Le personnel de l'établissement informe par ailleurs les autorités chaque fois qu'un événement est organisé, qu'il s'agisse de séances de lecture ou de projections de film, et les avise lorsque de nouveaux employés sont recrutés.

Des blocs et des barrières en béton ont été érigés à proximité de la bibliothèque pour dissuader le passage. Une pancarte rédigée dans plusieurs langues, dont le créole haïtien et le farsi, avertit les visiteurs qu'il est interdit de flâner à

Des blocs et des barrières en béton ont été érigés à proximité de la bibliothèque pour dissuader le passage.

l'extérieur. Des caméras de sécurité installées dans un vieil arbre noueux filment l'entrée principale et, à l'intérieur, des affiches indiquent que les "réunions transfrontières" sont interdites.

Fini les scènes de retrouvailles joyeuses entre les familles divisées auxquelles on pouvait parfois brièvement assister dans l'enceinte de la bibliothèque. L'autre jour, Mme Boudreau a dû demander à deux Vénézuéliens de quitter les lieux. C'était triste, raconte-t-elle, mais on "marche sur des œufs".

Les employés et les bénévoles n'ont pas pour autant perdu leur sens de l'humour. Ils continuent de s'amuser des appels qu'ils reçoivent parfois de la part de certains couples qui souhaitent

se marier à la bibliothèque, croyant sans doute qu'ils pourront magiquement obtenir la double citoyenneté. Récemment, un couple transfrontalier a même osé demander s'il était possible d'organiser une visite conjugale dans un coin sombre et tranquille de la salle d'opéra.

Casse-tête logistique. La gestion d'un bâtiment binational représente aussi un casse-tête logistique. L'établissement paie ses factures d'électricité au Québec et ses factures de fioul et d'eau au Vermont. À l'étage, la peinture des planchers s'écaillle : l'entrepreneur qui devait s'en occuper a compris qu'il devrait s'adresser à deux conseils du patrimoine pour obtenir les autorisations nécessaires et il n'a pas voulu se donner la peine. "Disons que c'est assez particulier", reconnaît Mme Boudreau en souriant.

Jusqu'à présent, la bibliothèque a réussi à s'en tirer grâce aux subventions qu'elle obtient pour des projets spéciaux, à des dotations à long terme et aux dons que lui versent des usagers. Certains Américains ont un attachement si fort à l'établissement qu'ils ont prévu de lui faire un legs. Les Vermontois et les Québécois voient un amour profond à leur bibliothèque. Les deux groupes entretiennent d'ailleurs des liens étroits : les rivalités entre les deux régions tournent généralement autour de sujets anodins comme les tournois de curling et la qualité du sirop d'érable.

Mme Boudreau raconte que les habitués américains de la bibliothèque, qui viennent assister aux projections de films à 5 dollars dans la salle d'opéra d'une autre époque et explorer la réserve apparemment inépuisable de romans de Louise Penny, se confondent en excuses depuis la visite malaisante de Mme Noem.

Par ailleurs, elle dispose d'une certaine marge de manœuvre si l'administration américaine tente de fermer la bibliothèque. "S'ils ferment l'entrée du côté américain, je vais simplement en ouvrir une autre à l'arrière du bâtiment", affirme-t-elle.

—Eric Andrew-Gee,
publié le 26 mars

Au Canada, les deux tiers des 41,5 millions d'habitants vivent à moins de 100 km des États-Unis



← La Haskell Free Library and Opera House. Photo Roger Lemoyne/Globe and Mail/Redux-REA

← Une manifestante réclame la réouverture de la bibliothèque aux Canadiens, le 25 mars, à Derby Line. Photo Christinne Muschi/The Canadian Press via ZUMA Press/REA

Contexte

ENTRÉE REFUSÉE AUX CANADIENS

Le 20 mars 2025, la présidente du conseil d'administration de la bibliothèque, Mme Boudreau, a fait savoir que les responsables américains avaient décidé la fermeture de l'accès principal aux personnes arrivant par le Canada.

"Seuls les employés et les abonnés à la bibliothèque qui présenteront leur carte de membre pourront entrer dans le bâtiment par cette entrée, rapporte Radio-Canada. L'accès leur sera ensuite refusé dans quelques mois, en octobre."

Les gestionnaires de la bibliothèque ont annoncé leur intention d'aménager la sortie de secours se trouvant du côté canadien et récolté plus de 150 000 dollars canadiens pour mener à bien les travaux.

"Une vague d'amour", selon le service de diffusion publique.

Décryptage

Le Canada postnational a vécu

● ● ● Il n'y a pas d'identité fondamentale, pas de courant dominant au Canada. Il y a des valeurs partagées [qui] font de nous le premier État postnational." Ces célèbres mots de Justin Trudeau au **New York Times**, en 2015, incarnent une ère désormais révolue.

"L'éclipse identitaire aura duré presque dix ans. Car les chefs des deux grands partis [...] ont chacun à leur façon annoncé le grand retour d'une identité fondamentale", constate un chroniqueur du **Devoir**. Le conservateur Pierre Poilievre souhaite remettre à l'honneur les héros et symboles canadiens. Le Premier ministre libéral Mark Carney, son rival pour les élections du 28 avril, a nommé dès son arrivée, en mars, un ministre de la Culture et de l'Identité canadiennes (il existait auparavant un ministre du Patrimoine). Le Canada est "construit sur le roc de trois peuples : indigène, français et britannique", a-t-il déclaré, sans prononcer le mot "multiculturalisme", note le **Devoir**. Joignant les actes à la parole, "Carney a de suite pris l'avion vers les trois pôles identitaires désignés : Paris, Londres et Iqaluit".

Depuis des décennies, les écrivains du Canada anglophone tentent tant bien que mal de définir "l'évanescante identité canadienne", souligne le journal québécois. La question "hante le pays presque depuis sa fondation, en 1867", abonde le **Financial Post**. "Le Canada est le seul pays du monde sachant vivre sans identité", a remarqué le célèbre intellectuel Marshall McLuhan, cité par le titre de Toronto. Selon le grand poète Irving Layton, "un Canadien est quelqu'un qui ne cesse de demander : 'Qu'est-ce qu'un Canadien?'"

L'ancien Premier ministre Pierre Elliott Trudeau a revendiqué cette absence d'unité culturelle : rejetant le nationalisme "rétrograde", "il a officialisé le rôle du Canada comme hôtel du monde en 1971, en annonçant que le multiculturalisme serait désormais la politique de l'État", précise le supplément du **National Post**. Ainsi, Justin Trudeau "a parachevé le projet de son père".

Mais ça, c'était avant. "Mark Carney semble bien avoir tourné la page du Canada postnational - qui, il faut le dire, n'a jamais existé que dans l'imagination de notre ex-Premier ministre", persifle un chroniqueur du **Globe and Mail**.

Avec Pierre Poilievre, écrit-il, les principaux candidats aux élections du 28 avril "sont tous deux des post-postnationalistes".

— Courrier international

À LA RECHERCHE DE L'IDENTITÉ CANADIENNE

Les menaces d'annexion de Donald Trump ont brutalement réveillé les Canadiens. Qui se demandent, après des années d'américanisation, ce qui les distingue de leurs voisins, observe ce chroniqueur québécois.

—Le Soleil (Québec)

Ie suis dans l'Ouest canadien depuis une semaine pour le travail. Comme dans l'Est, le sujet est sur toutes les lèvres : Trump, Trump et encore Trump. Ce nouveau paradigme avec notre voisin du sud génère une tension palpable ici : la recherche d'une identité et d'un nouveau nationalisme à reconstruire.

La question qui tue crée un immédiat malaise en ce moment au Canada, mais j'ose quand même la poser à tous ceux que je rencontre : quelle est la différence entre l'identité canadienne et celle des Américains ? S'ensuit systématiquement un long silence. Réponse unanime : le système de santé gratuit... Puis un autre long silence.

Mais peut-on définir l'ADN d'un pays par cette simple caractéristique administrative ? Clairement pas, et tout le monde le sait. Alors on cherche des réponses. On tente de se distancier de l'Amérique, mais on s'aperçoit rapidement de la fragilité de nos arguments. En Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Colombie-Britannique, le réveil est relativement brutal. On prend maintenant conscience de notre américanisation lors du dernier siècle.

La barrière de la langue a créé chez les francophones de partout au pays une certaine protection et une différence notoire avec les Américains.

Certains oseront aborder comme différence notre système monarchique en opposition à la république américaine, mais sans grande conviction. Puis mes multiples conversations se tournent vers les clichés pour nous définir : le hockey, Céline Dion, les castors, la gentillesse... C'est mince.

Plus on parle de culture canadienne, plus il devient difficile d'étoffer notre propos. La presque totalité des films présentés dans les cinémas d'Edmonton sont américains. La musique qui joue à la radio de Calgary est américaine. Ici, les séries télé se consomment sur Netflix et Amazon Prime. Les publicités sur les Abribus exposent des spectacles américains de

passage. Chaque coin de rue a son Starbuck, son McDo ou son Tim Hortons (une chaîne de restaurant qui est maintenant américaine). Les USA sont partout et on aimerait s'en distancer. Mais l'empreinte est profonde.

Quand Mark Carney [le nouveau chef du Parti libéral canadien, qui a succédé le 14 mars à Justin Trudeau au poste de Premier ministre du Canada en attendant les élections fédérales] et Chrystia Freeland [ancienne ministre des Finances et candidate malheureuse à la chefferie du Parti libéral] participent à des émissions de télévision américaines pour parler à leurs futurs électeurs canadiens, ça en dit beaucoup. Il semble parfois que la bataille est perdue d'avance.

En parlant du Québec, les Canadiens nous citent maintenant en exemple, ce qui surprend sur le coup. *"You speak french, that's a difference from the US"* [“Vous parlez français, c'est une différence avec les États-Unis”]. En effet, la barrière de la langue a créé chez les francophones de partout au pays une certaine protection et une différence notoire avec les Américains. Nous avons un star-système à nous, des produits culturels distincts et une culture qui résiste théoriquement plus facilement à l'impérialisme américain.

Mais nous avons également un iPhone dans nos poches, un compte sur Facebook et un abonnement Amazon à la maison. On achète aussi nos produits électroniques chez Best Buy [chaîne américaine de magasins d'électronique grand public] et nous faisons nos épiceries chez Walmart [chaîne américaine d'hypermarchés]. Nous sommes aussi de plus en plus des Américains, mais en parlant français.

Durant ce temps au Canada, on ressent une sincère recherche de fierté et d'identité unifiée. Dans un restaurant indien en Alberta, on vend de la poutine [spécialité culinaire québécoise à base de frites, de fromage et de sauce] au poulet au beurre *"made from Canadian potatoes"* [“élaborée à base de pommes de terre canadiennes”]. Même chose dans le restaurant voisin : il est inscrit *"Malgré notre nom, New York Fries est 100 % canadien"* au-dessus d'une photo de poutine dans laquelle on a planté un drapeau canadien sur Photoshop.

Toutes nos conversations sur l'identité canadienne se tournent immanquablement vers le

hockey, sport national avec la crosse qui rassemble d'un océan à l'autre. Connor McDavid [joueur de hockey de l'équipe des Oilers d'Edmonton] a eu beau nous faire vibrer lors [du tournoi international] de la Confrontation des 4 nations, ce fut bien éphémère. La Ligue nationale de hockey, dont le siège social n'est plus à Montréal mais à New York, est devenue un divertissement largement américain.

Reste le sirop d'érable, mais il est également produit au Vermont. Et l'éternelle poutine qui est devenue une icône canadienne à Vancouver, loin de son Warwick ou Drummond natal [du nom des deux villes du Québec dont le plat serait originaire].

On ne se le cachera pas, il y a un réel malaise ici. Et ce n'est pas avec des images de castors et de police montée vêtue de rouge qu'on réglera ce problème. Il nous faudra non seulement acheter local, mais trouver de réelles fiertés nationales non superficielles, mais surtout non américaines.

La conjoncture actuelle nous rappelle brutalement que nous sommes beaucoup plus américains qu'on ne le croit. Le Canada et le Québec doivent rapidement se distancer de ce rouleau compresseur qu'est l'impérialisme américain. Comme on dit par chez nous : bonne chance à tous.

—MC Gilles,
publié le 10 mars

SOURCE
LE SOLEIL

Québec, Canada
lesoleil.com

Fondé en 1896,
Le Soleil consacre
l'essentiel de ses pages
aux nouvelles
régionales et
provinciales, au
détriment de l'actualité
internationale.
Il offre une couverture
rigoureuse et complète
de la politique
québécoise.

↓ Dessin de Patrick Corrigan
paru dans The Toronto Star,
Canada.



Un sursaut de patriotisme

Boycott des produits américains, renouveau du commerce entre provinces canadiennes... L'hostilité du président américain fait bouger les lignes.

Dès le mois de février, l'hymne américain a commencé à être conspué lors des compétitions sportives sur le sol canadien. «Des huées bien méritées», estime la chroniqueuse Yasmine Abdelfadel du **Journal de Montréal**. Parce qu'on est tannés. Écœurés. Révoltés. Parce qu'on en a marre de se faire marcher dessus par un président [Donald Trump] qui nous insulte, nous méprise et nous menace.»

Puis des denrées américaines ont disparu des étagères des commerces canadiens. Celles qui sont restées ont commencé à être ignorées par les consommateurs qui ont embrassé le mouvement «Achetez canadien», une manne pour la production locale, rapporte **Radio-Canada**. Le tourisme a suivi : «56 % des Canadiens ont annulé leurs projets de voyage aux États-Unis ces dernières semaines ou modifié leur



REVUE
DE PRESSE

destination», rapporte le quotidien québécois **Le Devoir**, qui cite une enquête de l'institut de sondage Abacus Data.

Les attaques de Trump viennent remettre en question la dynamique même du Canada, neuvième puissance économique mondiale où les deux tiers des 31,5 millions d'habitants vivent à moins de 100 kilomètres de la frontière américaine. Avec ce dilemme persistant : 77 % de ses exportations aboutissent aux États-Unis.

C'est que le Canada a toujours été aux prises avec l'attraction gravitationnelle des États-Unis, concède **Time**. Le magazine américain rappelle que le premier Premier ministre du pays, John A. Macdonald, a fait bâtir au XIX^e siècle un chemin de fer allant de l'Atlantique au Pacifique «pour coloniser les Prairies et repousser les Américains». Ottawa a cédé du terrain en 1965 en signant le Pacte de l'automobile canado-américain, qui a propulsé ce secteur en Ontario, devenu la province la plus industrialisée du pays. En 1980, l'ancien Premier ministre Pierre-Elliott Trudeau a

tenté à nouveau de circonscrire cette dépendance avec son programme énergétique national afin d'assurer l'autosuffisance pétrolière et gazière. Mais il a ainsi «provoqué la colère de l'Ouest canadien, riche en pétrole».

Autre écueil : le commerce inter-provincial, qui n'absorbe que 36 % des produits du pays. Il montre désormais des signes de vie «après des décennies de stagnation», remarque le quotidien canadien **The Globe and Mail**. Le gouvernement fédéral se dit prêt à lever la moitié des barrières commerciales alors que plusieurs des dix provinces se disent prêtes à

“56 % des Canadiens ont annulé leurs projets de voyage aux États-Unis ces dernières semaines.”

LE DEVOIR

harmoniser leurs réglementations concernant de nombreux produits.

Dans ses propres efforts pour s'éloigner de l'orbite américaine, le Premier ministre, le libéral Mark Carney, s'est rendu en Europe dès son arrivée au pouvoir, en mars, afin de «construire de nouvelles alliances de sécurité et une nouvelle stratégie industrielle de défense qui pourrait voir des avions de combat de conception européenne construits» au Canada, signale le quotidien anglophone **Toronto Star**. Il a aussi annoncé que des négociations commerciales avec les États-Unis vont débuter en mai. Objectifs : «Se battre contre des tarifs américains injustifiés, protéger nos travailleurs des entreprises les plus affectées par les menaces américaines et bâtir notre économie», liste **Le Devoir**.

Pour y arriver, il lui faudra se faire élire le 28 avril aux législatives, et conjuguer avec les provinces conservatrices de l'Ouest, dans lesquelles la méfiance envers le pouvoir central demeure vive. Un sondage relayé par le **National Post** indique que 33 % des résidents de la Saskatchewan disent qu'ils voteront pour quitter la fédération canadienne si les libéraux de Mark Carney restent au pouvoir; 30 % des résidents de la province voisine de l'Alberta et de celle du Québec ont des positions sécessionnistes similaires.

— **Courrier international**

Décryptage

“Elbows up!”, cri de ralliement anti-Trump

●●● “Elbows up” ou “Jouer des coudes”. C'est le nouveau slogan des Canadiens exaspérés par les attaques de Donald Trump contre leur pays. Inspirée du hockey, l'expression a gagné en ampleur sur les réseaux sociaux, dans la rue et jusqu'au pouvoir à Ottawa. C'est le comédien d'origine canadienne Mike Myers qui a ouvert le bal dans l'émission américaine culte *Saturday Night Live*. Le 1^{er} mars, il est apparu vêtu d'un tee-shirt sur lequel était écrit “Le Canada n'est pas à vendre”. Il a ensuite levé le coude et dit : “Elbows up”. L'expression, rappelle **The Globe and Mail**, a été inventée par le légendaire hockeyeur canadien Gordie Howe décrivant “un moyen efficace de se protéger d'un joueur adverse”. Face aux menaces du président américain, elle s'est transformée en véritable slogan. Le 9 mars, des centaines de personnes munies de pancartes “Elbows up” ont manifesté à Ottawa. Puis un site Internet “Elbows Up – Jouons du coude, Canada” a été créé, pour annoncer les manifestations prévues à travers le pays. Le Premier ministre

libéral, Mark Carney, alors en pleine campagne électorale, a même participé au mouvement, de concert avec Mike Myers. Remarquant que le slogan est désormais repris “partout sur les réseaux sociaux”, un journaliste du **Winnipeg Free Press** y voit l'expression de l'agressivité canadienne. Dans ses rêves, il aimerait voir Mark Carney “s'emparer d'un des secrétaires du cabinet de Trump, renverser sa veste sur sa tête et lui asséner une série de crochets”. Avant de conclure : “Je sais que ce genre de comportement serait vraiment mal. Mais ça ferait du bien.” Une retenue que n'ont pas manifestée les joueurs de l'équipe nationale de hockey sur glace le 15 février. Ce jour-là, les équipes des États-Unis et du Canada se rencontraient à Montréal dans le cadre de la Confrontation des 4 nations. Le match a viré à l'empoignade : trois bagarres en neuf secondes, l'hymne américain hué... Une violence qui a stupéfié le public et les téléspectateurs, pourtant habitués à une bonne dose d'adrénaline dans ce sport.



CAGLE CARTOONS

trans-versales. environnement



Économie 34
Signaux 37

Comment verdir la culture du cannabis

Agriculture. Faire pousser du cannabis en intérieur consomme énormément d'électricité. À défaut de passer à une production en plein air, les professionnels pourraient au moins moderniser leurs installations.

—The Washington Post
(Washington)

Evan Mills, chercheur spécialisé de l'énergie, n'en a pas cru ses yeux : en 2010, alors qu'il visitait une pépinière non loin de sa maison de Mendocino, en Californie, il a découvert, entre les sacs de terre et les semis, d'énormes ampoules de 1 000 watts utilisées habituellement pour l'éclairage nocturne des autoroutes. Quand il a demandé au propriétaire ce qu'il en faisait, "il m'a regardé de travers, avant de lâcher : 'C'est pour faire pousser du cannabis, idiot. Tout le monde fait ça ici'", raconte le scientifique.

Le gouvernement fédéral ne finance que rarement la recherche sur la marijuana – qu'il considère officiellement comme plus dangereuse que le fentanyl [un puissant opioïde], la cocaïne ou encore la méthamphétamine – et se soucie encore moins de son bilan énergétique. Alors le chercheur au Laboratoire national Lawrence-Berkeley s'est lancé dans une quête de plusieurs années, à laquelle il a sacrifié

nuits et week-ends, afin de modéliser les besoins en énergie de l'industrie du cannabis aux États-Unis. Ses travaux sont les plus complets qui existent dans le domaine, à en croire cultivateurs, chercheurs et législateurs.

Après avoir interrogé les vendeurs de lampes de culture, époché revues spécialisées, notices d'équipement, analyses de rendement des cultures, études de cas et chiffres de la police, Evan Mills a conclu que la production légale et illégale de cannabis représente 1 % de la consommation d'énergie des États-Unis. C'est plus que le minage des cryptomonnaies ou les besoins de toutes les autres cultures réunies, écrit-il dans un article du mois de février qui actualise sa première étude de 2012.

Les émissions de gaz à effet de serre du secteur réchauffent autant la planète que 10 millions de voitures. Une personne qui consomme quotidiennement du cannabis cultivé en intérieur représente presque la moitié des émissions de son foyer. "Les consommateurs n'en ont pas la moindre idée", lâche le



spécialiste. "Ils savent combien leur voiture consomme au kilomètre, les appareils électroménagers ont leur étiquette énergie, mais pour le cannabis ils n'ont aucune information."

La majorité des émissions considérables du secteur proviennent de la culture en intérieur, où deux tiers de la production américaine poussent sous éclairage artificiel, avec air conditionné et tout un système d'arrosage. La solution qui tombe sous le sens : cultiver en extérieur et bénéficier, gratuitement, du soleil et de la pluie, ce qui réduirait les émissions de trois quarts.

Polliniseurs. Mais c'est loin d'être simple. Les producteurs rechignent à abandonner les cultures en intérieur qui permettent une récolte calibrée avec précision, six fois par an, voire plus. Cultiver en extérieur, c'est se limiter à une ou deux récoltes annuelles et composer avec les éléments et les pollinisateurs sauvages qui rendent le résultat de leur production moins prévisible.

Aux États-Unis, le secteur émet autant de gaz à effet de serre que 10 millions de voitures.

"Le nerf de la guerre, c'est la constance. Les clients savent qu'ils peuvent compter sur un produit de haute qualité", explique Bonnie Bahlmann, copropriétaire d'In the Flow, une petite exploitation en intérieur située à Boulder, dans le Colorado. "Dehors, c'est une autre paire de manches."

Les cultivateurs comme Bonnie Bahlmann préfèrent donc miser sur des équipements moins gourmands en énergie et se tournent vers les sources renouvelables pour diminuer leurs émissions plutôt que s'aventurer dehors.

Et ces efforts pourraient payer, à condition que toutes les entreprises et les délinquants du secteur mettent la main à la pâte. Selon Evan Mills, les émissions baîsseraient de 10 % en passant à des équipements plus écoresponsables, de 16 % en cultivant des variétés qui produisent plus

de têtes avec moins de lumière, et de 50 % si tous les bâtiments étaient alimentés par de l'énergie solaire. Si le secteur ne déménage pas à l'extérieur, ces aménagements sont sa seule issue vers un avenir plus durable.

Située dans la baie de Buzzards, N°9 Collection est l'une des plus grandes fermes de cannabis du Massachusetts. Cet État fait plus que tout autre pour abaisser le coût des licences et simplifier la réglementation encadrant la culture en extérieur. Chaque été, ce sont quelque 3 500 plants qui poussent sur des treillis dans cette exploitation de presque 6 hectares.

S'en occuper est un travail aussi précis que délicat. Les exploitations en plein air ont la réputation de faire pousser du cannabis bon marché, afin de simplement en extraire le THC, le CBD et autres substances psychoactives nécessaires à la production d'huiles, de produits alimentaires et autres dérivés. Mais N°9 Collection est fier de proposer des produits de qualité supérieure, capables de concurrencer les cultures en intérieur.



← Dessin de **Russell Cobb**
paru dans **The New York Times**, États-Unis.

Et puis il faut faire avec les aléas de la météo : en 2021, la première année d'activité de l'entreprise, des pluies exceptionnelles se sont abattues sur le Massachusetts et ont inondé la ferme. «C'était la catastrophe, je dormais dans mon van sur le parking, et j'essayais juste de stabiliser le champ», relate Krishna Gandhi. En vain. Cette année-là, il n'a presque rien récolté.

Les plantations en intérieur, elles, n'ont pas à craindre les éléments. Au lieu de composer avec les étés étouffants du Massachusetts, les cultivateurs peuvent créer les conditions d'aridité parfaites pour que les plants s'épanouissent, avec douze heures d'ensoleillement artificiel par jour et un apport en nutriments idéal pour optimiser la croissance des têtes et leur teneur en THC.

«Certaines souches repoussent les limites en atteignant 30 % de THC – ce qui serait extrêmement difficile à reproduire en extérieur, parce que nous ne pouvons pas exercer le même niveau de contrôle. Nous visons plutôt 25 % de THC», reprend Krishna Gandhi.

Entre deux exploitations de taille égale, le cannabis cultivé en intérieur peut rapporter dix fois plus que celui cultivé dans les champs, analyse Chelsea Haskins, présidente du comité sur la mise en culture du cannabis au sein de la National Cannabis Industry Association [une organisation professionnelle]. Aussi considère-t-elle qu'“il n'est pas viable pour les entreprises de transférer toute leur production en extérieur. Une vision plus réaliste, c'est de se demander comment rendre les cultures intérieures moins gourmandes en énergie.”

Le comté de Boulder, dans le Colorado, a été l'un des tout

premiers à encadrer législativement les émissions des exploitations de cannabis. «Au début, l'expertise technique manquait, explique Ron Flax, un des administrateurs du comté qui est à l'origine du programme de régulation. C'était plus de l'improvisation qu'autre chose.» C'est le symptôme d'une filière autrefois hors la loi, passée depuis dans la légalité. Ron Flax raconte que certains cultivateurs ont tenté de changer d'échelle et de faire de leur petite exploitation à domicile une usine. Dans un hangar fraîchement réaménagé, par exemple, ils se servaient d'une trentaine de minifours de cuisine branchés côté à côté pour sécher le cannabis plutôt que d'un séchoir industriel.

Le patchwork législatif n'a pas aidé : de nombreux ingénieurs ont refusé de travailler dans un secteur toujours illégal aux yeux de l'État fédéral. C'est là que l'initiative de Boulder s'est avérée utile. Le comté est d'ailleurs toujours un modèle en matière de réduction des émissions liées aux exploitations de cannabis en intérieur.

Consultants. En 2014, deux ans après la légalisation de la marijuana dans l'État du Colorado, le comté a mis en place une taxe de 2 cents par kilowattheure (kWh) pour les producteurs de cannabis. Grâce à ce revenu, les autorités ont pu recruter des consultants en économie d'énergie pour voir où des améliorations pouvaient être apportées, et acquérir des appareils de mesure pour inspecter les exploitations. Plus tard, en échange d'investissements pour réduire leurs émissions, les entreprises ont pu bénéficier de remises sur leurs factures d'énergie.

Bonnie Bahlmann, de l'exploitation In the Flow, a été l'une des premières à accepter l'aide du comté pour moderniser sa ferme, autrefois un garage auto qu'elle et ses trois associés ont réaménagé en 2015. Les quatre entrepreneurs n'avaient alors pas beaucoup de liquidités sous la main : faute de prêt de la banque, ils ont dû sacrifier toutes leurs économies et s'endetter autant que leur permettrait le plafond de leurs cartes de crédit pour rassembler 200000 dollars et lancer leur activité. Grâce aux aides du comté et de leur fournisseur



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

En Californie, la face cachée de la légalisation du cannabis

La légalisation de l'usage récréatif du cannabis, en 2016, était censée mettre un terme au trafic, à la violence et aux dégâts environnementaux. C'est tout le contraire : du nord au sud de cet État américain, la culture illégale de marijuana et la criminalité qui l'accompagne ont explosé, comme le relate ce long format

du **Los Angeles Times**.

réglementations, qui obligent les propriétaires de hangars et de serres à communiquer leur consommation d'énergie. Parfois, les entreprises sont même contraintes de compenser leurs émissions, voire de moderniser leurs équipements.

La filière du cannabis doit d'urgence trouver un moyen de réduire ses émissions, car ce secteur florissant engloutit chaque année toujours plus d'électricité. En 2012, les premières estimations d'Evan Mills situaient la production américaine de cannabis – licite et illégale – à 10 000 tonnes par an. Depuis, d'après les calculs du chercheur, cette quantité aurait quasiment triplé, pour atteindre 24 000 tonnes – assez pour rouler 90 copieux joints à chaque adulte américain. (Dans la réalité, tout ce cannabis ne finit pas en joint et se décline aussi en boissons, bonbons, gâteaux, produits pour cigarettes électroniques et autres dérivés. Parfois, il échoue aussi dans les décharges ou peut même servir de pièce à conviction.)

Quand l'usage récréatif de la substance a été autorisé dans 24 États, ainsi que dans la capitale fédérale, Washington DC, et à Guam [une île américaine de Micronésie], les entreprises se sont empressées de créer des fermes de la taille d'un supermarché pour conquérir ces nouveaux marchés, ce qui a entraîné une surproduction et la mise au rebut d'une bonne partie des récoltes, raconte Evan Mills. De plus, nombre d'États et d'autorités locales – soucieux de la sécurité et inquiétés par les odeurs et les plaintes de voisins scandalisés – ont interdit la culture en extérieur ou l'ont tellement encadrée qu'elle est devenue quasi impossible.

Alors que de plus en plus de fermes en intérieur se développent, qu'elles produisent des salades, des tomates, des fraises ou autre, la filière du cannabis pourrait être un avant-goût de l'avenir. «Voilà l'autre problème énergétique qui nous guette, analyse Evan Mills. Aujourd'hui, c'est le cannabis qui domine, mais si les partisans de l'agriculture en intérieur finissent par l'emporter, il ne sera bientôt plus qu'une culture parmi bien d'autres.»

—Nicolas Rivero,
publié le 23 mars

219

MILLIONS DE PERSONNES étaient des consommateurs de cannabis dans le monde en 2021 d'après les estimations de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). En Europe, la part du cannabis représentait alors 66 % de la consommation de toutes les drogues, et les jeunes adultes, âgés de 15 à 34 ans, représentaient 71 % des consommateurs européens, selon l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies.

ÉCONOMIE

Tout est bon dans le cabillaud

Industrie. Après des décennies de surpêche, l'Islande souhaite en finir avec le gaspillage et s'est fixé pour objectif d'utiliser 100 % de chaque poisson capturé dans l'Atlantique nord. De la tête aux arêtes, tout peut être valorisé.

— Politiken (Copenhague)

Tout a commencé par un coup dur pour l'économie de la petite population islandaise, quand une réduction drastique des quotas de pêche de cabillaud instaurés au début des années 1980 a été décrétée pour reconstituer les populations de poisson menacées, notamment, par la surpêche. Au lieu de sombrer, les Islandais ont fini par trouver des solutions qui assurent une meilleure valorisation des poissons capturés [dans l'Atlantique nord] et qui suscitent l'intérêt aussi bien au Canada qu'à Hirtshals [une ville danoise sur la mer du Nord] ou au Malawi.

Le projet "100 % poisson" permet en outre de produire davantage de nourriture pour les populations affamées de la planète. D'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), entre 30 et 35 % des poissons et des crustacés pêchés sont aujourd'hui perdus ou gaspillés dans le monde.

Si l'on prélève uniquement les filets d'un cabillaud, environ les deux tiers de l'animal ne sont pas utilisés. Mais dans les meilleures usines de poisson d'Islande, plus de 90 % du poisson est transformé pour être utilisé par l'homme.

Charlotte Jacobsen a rendu visite aux initiateurs islandais du projet. Professeure à l'université technique du Danemark (DTU), elle dirige une équipe de chercheurs travaillant sur la réduction du gaspillage alimentaire dans l'industrie de la pêche. Elle est impressionnée : "J'aime

bien la méthode des Islandais. Ils coopèrent autour d'un même principe et s'inspirent les uns les autres. C'est vraiment passionnant. Et c'est agaçant qu'une aussi grande proportion du poisson soit perdue dans beaucoup d'autres endroits du monde."

Boissons gazeuses. Les idées venues d'Islande sont en train de se propager. Des pêcheurs, des ingénieurs, des designers et des entrepreneurs ont créé d'incroyables produits à partir du cabillaud. Des produits qui vont très probablement trouver le chemin de votre cuisine, de votre armoire à pharmacie ou de votre garde-robe, sous la forme d'additifs dans les boissons gazeuses, d'enzymes dans votre crème de jour ou de cuir dans vos sneakers.

Fertram Sigurjonsson avait à peine 15 ou 16 ans quand, au milieu des années 1980, on

l'a autorisé à interrompre son job d'été à l'usine de poisson pour participer à une pêche à la morue dans la ville de ses grands-parents, Isafjordur. "Je me souviens de nos sorties dans l'Isafjord par temps gris, l'été. C'était fantastique. J'avais le sentiment de me fondre dans la nature lorsque je pêchais", confie-t-il. C'est là qu'a commencé sa prise de conscience de ce que représentait le poisson.

Il y a quinze ans, il a eu l'idée de transformer la peau du poisson en greffon de peau humaine [notamment pour les grands brûlés]. Le succès a été tel que Kerecis, l'entreprise qu'il a fondée, a été rachetée en 2023 par la société danoise Coloplast pour 9 milliards de couronnes danoises [1,2 milliard d'euros].

"À l'époque où j'étais sur le bateau de pêche, je ne savais pas à quel point la peau du poisson ressemblait par sa structure à celle des êtres humains, reprend l'entrepreneur, qui a étudié la chimie et l'ingénierie civile à l'université technique du Danemark. Il y a un peu de mucus sur la peau du poisson et, chez l'homme, les cheveux remplacent les écailles [les uns et les autres sont riches en kératine]. C'est la seule différence. C'est amusant. Mais il s'est avéré que le poisson des eaux froides de l'Atlantique a une propriété très particulière qui est utile pour soigner les grandes plaies. La peau du poisson

a exactement les mêmes couches que la peau humaine – épiderme, derme et hypoderme – et contient des acides gras", détaille l'entrepreneur depuis Saint-Louis, dans le sud des États-Unis, où il fait un séjour professionnel pour observer l'effet du produit sur les plaies de certains patients diabétiques, nombreux dans la population américaine.

L'Agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux, la FDA, et le programme fédéral d'assurance santé Medicare ont homologué le traitement des plaies à base de peau de cabillaud mis au point par Kerecis en 2016.

"Nous devons profiter au maximum de la biomasse qui est pêchée."

Charlotte Jacobsen,
PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ
TECHNIQUE DU DANEMARK

L'idée de Fertram Sigurjonsson a eu l'avantage de naître dans un environnement tout à fait particulier. Afin de renforcer l'ensemble de la filière, tous ceux qui envisageaient d'utiliser le poisson et ses produits dérivés ont été invités, à partir de 2012, à rejoindre l'Iceland Ocean Cluster (IOC), [un cluster et incubateur d'entreprises] fondé par Thor Sigfusson à Reykjavik et qui compte aujourd'hui 70 membres. Dans les mêmes locaux se retrouvent ainsi des

designers intéressés par le cuir de poisson, des industriels du secteur pharmaceutique, des producteurs d'huile de poisson et les concepteurs d'un robot qui découpe le poisson de manière optimale.

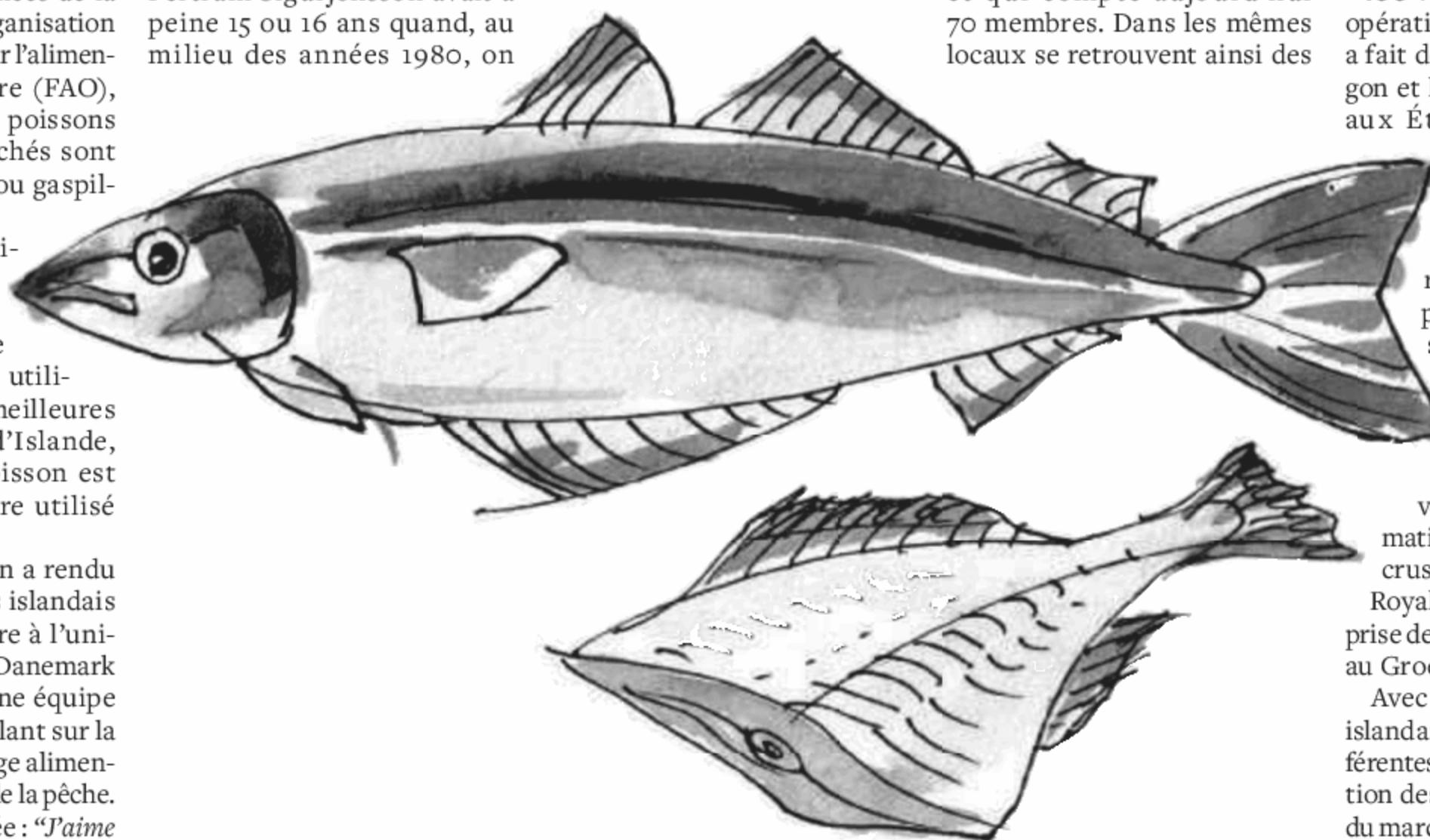
L'Iceland Ocean Cluster a été un soutien précieux pour Kerecis. Aujourd'hui, Fertram Sigurjonsson coache parfois d'autres entrepreneurs. D'après la Britannique Alexandra Leeper, directrice générale de l'IOC, ils doivent tous pouvoir apprendre les uns des autres. "Notre programme phare, '100 % poisson', a créé une dynamique qui est favorisée et optimisée par une coopération entre innovateurs, chercheurs et industriels islandais autour du cabillaud, se félicite cette spécialiste de l'utilisation durable des ressources de la mer. De ce fait, la valeur de chaque cabillaud passe d'environ 12 dollars à 5 000 dollars [4 400 euros] lorsque les filets et les sous-produits sont utilisés de manière intelligente."

En Islande, il existait déjà une tradition de séchage du poisson. Le secteur a commencé à sécher des têtes de cabillaud pour les vendre au Nigeria, où elles sont utilisées dans la soupe. Mais c'est avec le développement des compléments alimentaires et des produits médicaux que la valeur du poisson a considérablement augmenté.

"100 % crevettes". Cette coopération à la mode islandaise a fait des émules. Ainsi, l'Oregon et la Nouvelle-Angleterre, aux États-Unis, Hirtshals, au Danemark, et la Namibie ont créé des clusters partenaires.

Des entreprises américaines et canadiennes près des Grands Lacs se sont fixé pour objectif d'utiliser 100 % du poisson. Et l'IOC est également chargé du projet "100 % crevettes" visant la consommation de l'intégralité de ces crustacés, avec, entre autres, Royal Greenland [une entreprise de pêche danoise qui opère au Groenland].

Avec l'extension du modèle islandais, des solutions très différentes sont proposées en fonction des communautés locales, du marché et des poissons → 36





UNE NOUVELLE ÈRE POUR L'OPEN WEB

Elevated *Outcomes*

Outbrain et Teads unissent leurs forces pour créer la plateforme publicitaire de référence sur l'Internet ouvert, au service des marques. Reach inégalé, formats créatifs innovants, technologie prédictive conçue pour générer des résultats concrets sur tous les écrans, à chaque étape du parcours d'achat.



Maximisez votre impact,
(re)découvrez Teads.



34 ← concernés, fait remarquer Alexandra Leeper : “Il s’agit de cueillir les fruits les plus accessibles d’abord, ce qui varie d’un pays à l’autre. En Namibie, une des principales ressources est le merlu. Nous l’avons étudié dans nos laboratoires pour identifier les possibilités d’exploiter sa peau et d’autres parties. Mais le plus important est d’utiliser le maximum du poisson pour l’alimentation humaine.”

Huile de foie de morue. Dans un monde où la population augmente, il faudra davantage de nourriture. En même temps, comme le souligne Charlotte Jacobsen, les problèmes de surpêche s’aggravent dans de nombreuses régions du monde. “Nous devons profiter au maximum de la biomasse qui est pêchée, insiste la chercheuse. Cela n’a pas de sens de la jeter ou de mal l’exploiter. Les entreprises peuvent tirer davantage d’argent de cette matière première, dont la pêche leur a coûté fort cher.” Avec ses collègues, elle aide actuellement quatre pays africains à mieux tirer parti du poisson afin, surtout, d’en faire bénéficier les populations les plus vulnérables.

Il est possible de transformer la peau du poisson en greffon de peau humaine.

En Islande, les aliments à base de poisson ne manquent pas et la fameuse huile de foie de morue a été améliorée et s'est répandue comme un élixir de santé qu'on peut prendre comme un "shot", disponible notamment au buffet du petit déjeuner dans les hôtels du pays.

Mais aujourd’hui, la société Feel Iceland extrait même du collagène à haute valeur pharmaceutique de la peau du cabillaud. Elle l'a d'abord vendu sous forme de poudre avant de créer, en coopération avec la brasserie Olgerdin, la boisson énergétique Collab, qui contient 6 % de collagène. Ces dernières années, le collagène a surtout été vendu aux femmes, car il permettrait, selon certains, de ralentir le vieillissement de la peau – une propriété qui n'a cependant pas été scientifiquement prouvée.

Les boissons énergétiques ont eu tellement de succès en Islande

que leurs ventes ont dépassé celles de concurrents comme Coca-Cola et qu'on en trouve maintenant aussi dans les supermarchés danois, entre autres.

Depuis 2013, Feel Iceland a utilisé plus de 2500 tonnes de peau de poisson qui, autrement, auraient été jetées, pour produire des compléments alimentaires et des aliments fonctionnels [ayant des effets bénéfiques pour l'organisme] comme le Collab, indique la directrice et fondatrice de l'entreprise, Hronn Margret Magnusdottir. “Quand j’ai découvert qu’en Asie on extrayait du collagène du poisson, je me suis demandé ce que nous faisions avec la peau du poisson en Islande. Les gens me trouvaient un peu dingue. Mais nous disposons de la matière première la plus formidablement pure pour créer un produit de haute qualité.”

La peau représente environ 8 % du poids du poisson, tandis que les arêtes comptent pour quelque 35 %. Feel Iceland vient de lancer un complément en calcium produit avec des arêtes de morue.

Alors que l’objectif de l’Iceland Ocean Cluster est clairement d’utiliser la totalité du poisson, celui de l’organisation partenaire à Hirtshals, le Danish Ocean Cluster, est différent. Cet organisme [fondé en 2024] travaille à la fois sur le poisson pêché en mer et sur les produits de la pisciculture et de la conchyliculture, explique la présidente de son conseil d’administration, Linn Indrestrand. “Au Danemark, nous avons de grandes compétences en ingénierie et en création d’équipements. Nous ne travaillons pas sur 100 % du poisson, mais sur 100 % du flux, précise-t-elle. Notre vision est que tout, de l’eau jusqu’à la chaleur résiduelle et l’énergie, fait partie d’un processus circulaire.”

Les compétences danoises en matière de logistique peuvent aussi permettre une meilleure exploitation du poisson dans de nombreuses régions du monde.

De grandes quantités de poissons danois sont utilisées pour faire de la farine de poisson, or, si une partie peut servir à fabriquer des produits alimentaires ou des médicaments, ce serait nettement préférable.

“Nous pouvons tirer des enseignements de ce qu’ont accompli les

On extrait même du collagène à haute valeur pharmaceutique de la peau du cabillaud.

Islandais. Ils partagent en effet leur savoir et nous partageons aussi le nôtre avec eux. Le fait que, pour eux, la valeur de la peau du poisson soit devenue presque supérieure à celle du filet nous inspire beaucoup”, affirme Linn Indrestrand.

À Isafjordur, le port de pêche où Fertram Sigurjonsson a fait ses premiers pas dans l’industrie de la pêche, cette évolution a métamorphosé la ville qui, dans les années 1980 et 1990, avait été durement frappée par l’instauration de quotas après la surpêche des années 1970.

“Nous avions capturé beaucoup trop de poissons, cela n’allait pas. Nos ancêtres avaient vécu avec le poisson, c’était leur gagne-pain. Ce fut un terrible échec de voir les gens perdre leur emploi, les bateaux être vendus et les maisons se vider parce que les gens partaient ailleurs”, se souvient Fertram Sigurjonsson.

Aujourd’hui, son entreprise est devenue le principal employeur de jeunes diplômés de l’université de la ville. Les maisons sont à nouveau habitées. Le nombre d’enfants augmente et l’école de musique est florissante.

—Mette Guldagger,
publié le 26 février

SOURCE

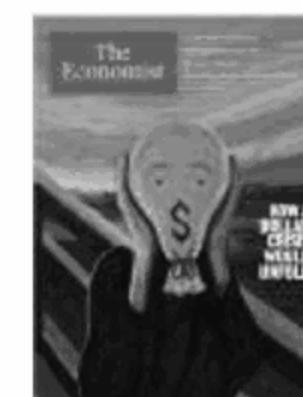
POLITIKEN

Copenhague, Danemark
Quotidien, 108 000 ex.
politiken.dk

Fondé en 1884, Politiken est aujourd’hui un journal de centre gauche qui se donne encore l’image d’un certain “radicalisme culturel”. Son slogan est “Le journal vivant”, mais ce pourrait être “Le journal clivant”. Soit on adore Politiken, soit on adore le détester. Ce quotidien social-libéral compte de magnifiques plumes, dont plusieurs sont célèbres pour leur humour. Les lecteurs, qui appartiennent à la classe moyenne supérieure, habitent pour la plupart à Copenhague.

En bref

À quoi ressemblerait une crise du dollar



ÉTATS-UNIS — “La valeur d’une devise se mesure à celle du gouvernement qui la soutient”, proclame **The Economist**.

Avec cette maxime qui sonne comme une mise en garde, c’est du dollar dont

nous parle l’hebdomadaire britannique. Alors que, depuis des dizaines d’années, le billet vert est traditionnellement “une source de sécurité” pour les investisseurs du monde entier, désormais, “il suscite la peur” – en témoigne sa chute de 9 % par rapport à un panier de devises, depuis la mi-janvier. Ce spectaculaire retournement de situation, c’est la Maison-Blanche qui en est seule responsable, soutient le magazine économique, en décrivant, dans le dossier qui fait la couverture, le 18 avril, “comment se déroulerait une crise du dollar”. Une couverture illustrée d’une version revisitée du tableau *Le Cri*, d’Edvard Munch.

La BCE baisse ses taux, la Fed attend

UNION EUROPÉENNE — La Banque centrale européenne a baissé, jeudi 17 avril, son principal taux d’intérêt, qui passe de 2,5 % à 2,25 %, dans le but de “compenser le choc économique des droits de douane” imposés par Washington, explique **The Wall Street Journal**.

Selon Donald Trump, Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine, “aurait dû abaisser les taux d’intérêt, comme la BCE, il y a longtemps, mais il devrait certainement les abaisser maintenant”. Ce que le patron de la Fed n'a nullement l'intention de faire.

↓ Dessin d’Ahmad Qaddura, Suède.



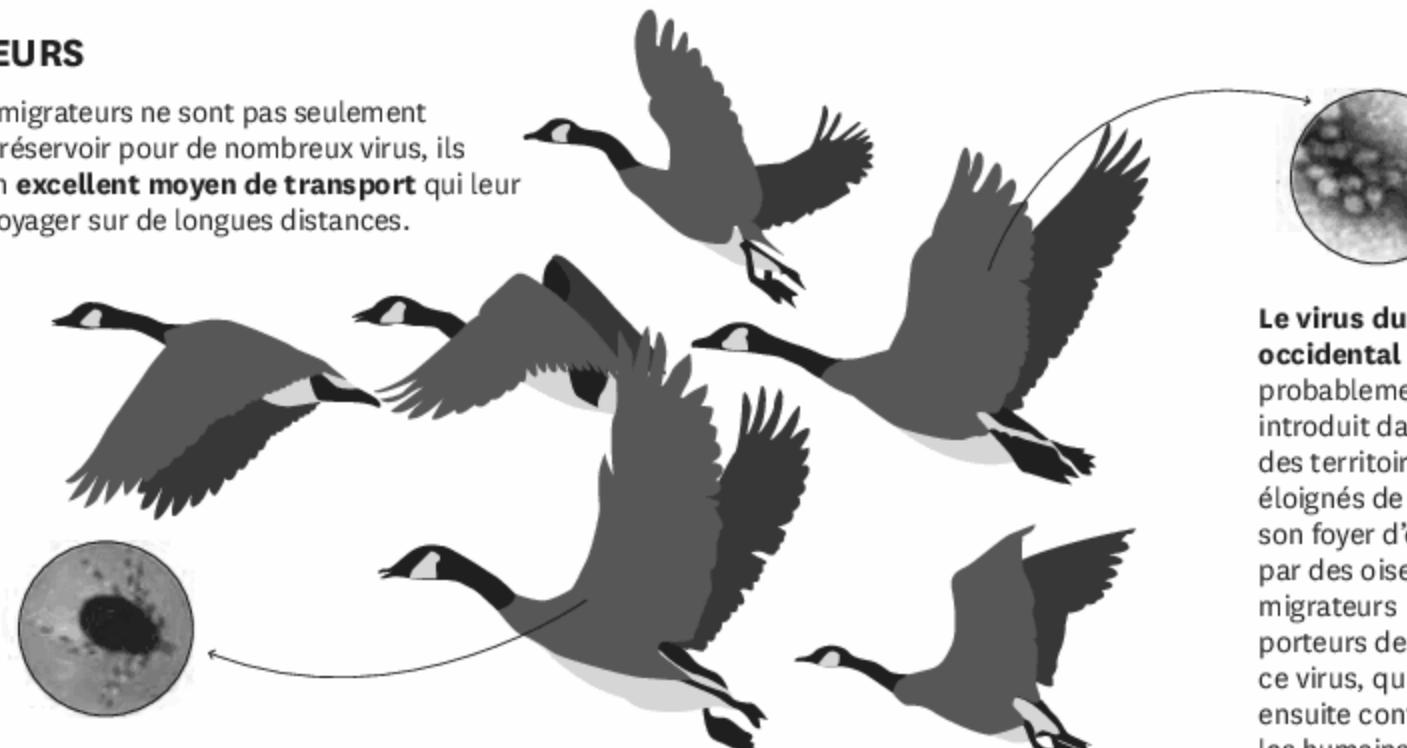


Comment voyagent les virus

Dengue, chikungunya, fièvre du Nil occidental... Les virus qui provoquent ces maladies circulent désormais jusqu'en Europe.

MIGRATEURS

Les oiseaux migrateurs ne sont pas seulement une espèce-réservoir pour de nombreux virus, ils sont aussi un **excellent moyen de transport** qui leur permet de voyager sur de longues distances.

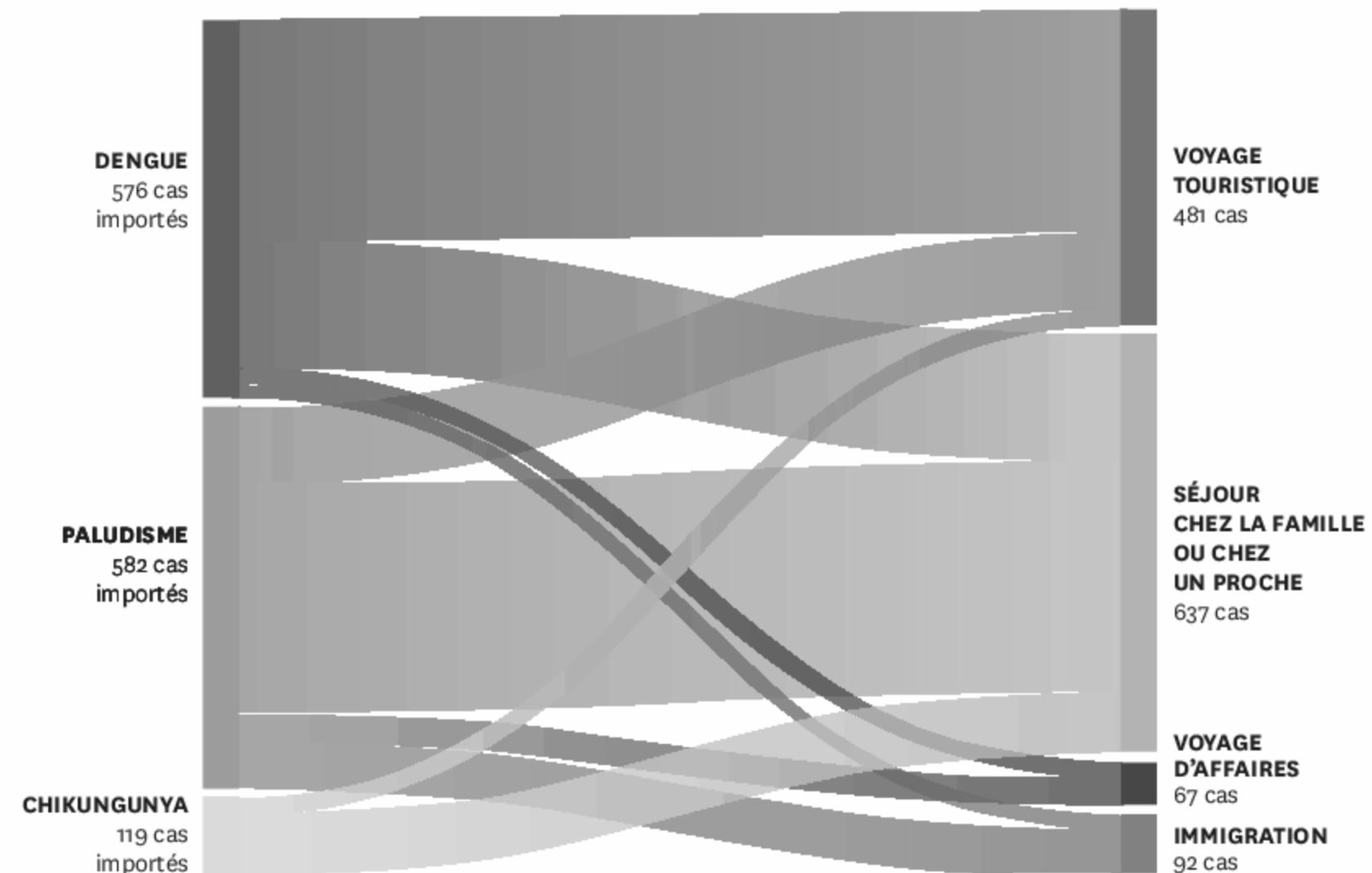


On pense que des oiseaux migrateurs ont transporté des tiques infectées par la **fièvre hémorragique de Crimée-Congo**, qui lui ont ensuite servi de vecteur.

Le virus du Nil occidental a probablement été introduit dans des territoires éloignés de son foyer d'origine par des oiseaux migrateurs porteurs de ce virus, qui a ensuite contaminé les humains et les chevaux.

CAS IMPORTÉS (EN ESPAGNE) ET MOTIFS DU SÉJOUR

Nombre de cas d'origine connue par maladie et motif du séjour
Source : Réseau espagnol de surveillance épidémiologique (Renave), 2023



EL MUNDO. Cette infographie est une partie de celle parue dans l'édition du 1^{er} février, quelques jours après que des chercheurs ont annoncé avoir détecté, de manière fortuite, la présence du virus de Sindbis chez des moustiques en Andalousie. Une

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

PÉRIODE D'INCUBATION

Nombre de jours entre la contamination et l'apparition des premiers symptômes
Chiffres : ministère de la Santé espagnol, OMS

Fièvre hémorragique de Crimée-Congo	1-12 jours
Dengue	4-7 jours en moyenne (de 3 à 14 jours)
Virus Zika	4-7 jours en moyenne (de 3 à 14 jours)
Chikungunya	3-7 jours en moyenne (de 1 à 12 jours)
Virus du Nil occidental	2-14 jours* (jusqu'à 21 jours)
Virus de la mpox	6-16 jours* (de 5 à 21 jours)

* En moyenne.

Immigration

Il est rare qu'un migrant soit porteur de ce type de maladies, parce que son trajet est souvent bien plus long que la période d'incubation du virus, qui correspond davantage au temps de voyage d'un touriste.

UN FACTEUR DÉTERMINANT

Pour qu'une maladie devienne endémique, il y a trois conditions : le virus doit entrer sur le territoire, la population doit être réceptive au virus et il faut, pour les maladies à transmission vectorielle, l'intervention d'un vecteur efficace. Ces critères sont-ils réunis en Espagne dans le cas du virus du Nil occidental ?



PRÉSENCE DU VIRUS

En Espagne, sa présence est attestée depuis la fin du xx^e siècle et persiste grâce à certains oiseaux qui font office d'espèce-réservoir.



POPULATION À RISQUE

Nous ne sommes pas immunisés contre cette maladie (nous n'avons pas encore été contaminés) et il n'y a pas de vaccin pour s'en protéger.



VECTEUR EFFICACE

Les principaux vecteurs sont les moustiques du genre *Culex*, en particulier le moustique commun (*Culex pipiens*), très présent en Espagne.

première. Il circule chez les oiseaux mais peut infecter l'humain. À ce jour, aucun cas n'a été recensé en Espagne, mais pour le quotidien, c'est l'occasion de rappeler que des maladies qu'on pensait exotiques sont désormais présentes sur le territoire.

360



MAGAZINE

- Seven Stars, un faste incomparable • Voyage 42
Fusion culinaire à Manchester • Gastronomie 44
Et Washington lâcha Saigon • Histoire 46



Le sprinteur australien Gout Gout lors d'une séance photo à Brisbane, le 4 décembre 2024. Photo Lyndon Mechielsen Photography/Newspix



SOURCE

**THE SYDNEY MORNING HERALD**

Sydney, Australie

Quotidien 401 000 ex.

smh.com.au

Fondé en 1831, ce quotidien est le plus vieux d'Australie. Ce journal de référence se situe politiquement au centre gauche,

proche du Parti travailliste. À ses débuts, en revanche, à l'époque coloniale, il reflétait les positions racistes des colons, justifiant même les meurtres d'Aborigènes. Le portrait de Gout Gout a fait la une de *Good Weekend*, son supplément du samedi.

Gout Gout à la vitesse de l'éclair

Cet hiver, cet Australien de 17 ans a couru plus vite que la légende Usain Bolt au même âge. Encore lycéen, il découvre les exigences du sport de haut niveau et de la célébrité. Son rêve : emporter l'or aux Jeux olympiques de Brisbane, chez lui, en 2032.

—The Sydney Morning Herald, extraits [Sydney]

En cette chaude journée de décembre, notre jeune prodige du sprint, un adolescent du nom de Gout Gout, est à plat, exténué. Il ne comprend pas vraiment ce qui l'a mis dans cet état et choisit donc de faire ce qu'il faut pour se préparer [avant de courir la finale du 200 mètres aux championnats scolaires d'Australie, le 7 décembre 2024]. Il se fait masser. Mange une banane. Et se dirige vers la salle fraîche du centre sportif et d'athlétisme du Queensland, à Brisbane [sur la côte est du pays], pour lacer ses pointes.

Ayant déjà choisi sa chanson fétiche pour la finale, il trotte devant la foule au son des paroles mélodieuses de *Blank Space*, l'un des tubes phares de Taylor Swift. "Quand ils passent cette chanson, je me sens super bien, confie-t-il quelques mois plus tard, esquissant un sourire. Elle me donne un vrai coup de fouet. Elle me remonte le moral."

La piste est chaude et souple lorsqu'il rejoint la ligne et se met en place dans son couloir. Il ferme les yeux et s'adresse au Tout-Puissant : "Quoi qu'il arrive, que ta volonté soit faite", puis il se répète mentalement ses trois mots d'ordre : "Baisse le buste, pousse fort, reste fluide." Il reste comme en suspens au-dessus des starting-blocks –

"À vos marques!" –, durant des secondes qui lui paraissent des minutes. Une autre pause – "Prêts?" – semble s'étirer indéfiniment. Enfin, Gout et le coup de feu du starter partent presque en même temps, comme libérés dans un acte d'étrange violence et de parfaite synchronisation. "C'est l'un de mes meilleurs départs, commente-t-il d'une voix douce. Je vole."

À 50 mètres de la ligne d'arrivée, il jette un coup d'œil sur le chronomètre, qui indique 14 secondes : "C'est rapide." À 20 mètres, il est à 18 secondes : "Là, je me dis que c'est très rapide." À 10 mètres du finish, 19 secondes : "Et là, je me suis dit, la vache, c'est vraiment très très rapide!" Il plonge vers la ligne et célèbre sa victoire, les bras au ciel. Les officiels annoncent qu'avec 20 s 04 il vient de battre un nouveau record scolaire et d'effacer le record australien établi par Peter Norman [1942-2006] aux Jeux olympiques de Mexico en 1968, cinquante-six ans → 40



39 ← plus tôt. "J'avais 16 ans pour cette course", dit le garçon qui en a maintenant 17 et n'en revient toujours pas. "Battre un record national était la dernière chose à laquelle je pensais. Je n'arrivais pas vraiment à y croire."

Qu'importe. Il y a bien assez de monde pour le faire à sa place. Au cas où vous n'auriez pas suivi l'actualité, cet adolescent d'Ipswich [une ville au sud-ouest de Brisbane, dans le Queensland], originaire du Soudan du Sud, vient de devenir une figure mondiale de l'athlétisme. Il a signé un contrat estimé à plus de 6 millions de dollars avec Adidas, puis est allé s'entraîner [quelques semaines] en Floride avec l'homme le plus rapide du monde, le flamboyant sprinteur Noah Lyles [champion olympique du 100 mètres aux JO de Paris]. On l'a même comparé à l'homme le plus rapide de l'histoire, le légendaire Usain Bolt, car il court plus vite que lui au même âge.

Nous sommes au State Athletics Facility [de Brisbane], à deux pas du stade où Gout Gout a décroché son record. "Préparez-vous à l'excellence", proclame une banderole – exhortation courante pour les athlètes de clubs régionaux, mais qui prend une tout autre résonance pour Gout, car il compte bien l'appliquer à la lettre. "Ce jour-là a changé ma vie, reconnaît-il en hochant la tête. Depuis, j'ai l'impression que ma place est ici, que j'ai trouvé ma voie."

Plus tard, Gout est assis à une table du Beach House, un pub installé dans un centre commercial de la banlieue voisine de Mount Gravatt. Ce jeune homme pressé a besoin de se nourrir. "Je vais prendre un buurrrger, déclare-t-il avec gourmandise. Les burgers sont excellents ici!" Il me raconte sa vie. Son père, Bona, 42 ans, travaille de jour aux cuisines d'un hôpital local, et la nuit il est chauffeur Uber. Sa mère, Monica, faisait des ménages mais est désormais mère au foyer. Ils ont fui le Soudan du Sud en 2005, alors que leur fils aîné, Mawien, qui a aujourd'hui 22 ans et conduit des chariots élévateurs, était encore tout petit. "C'était trop dur avec les guerres, et tout le monde se battait, là-bas, explique-t-il. Au Soudan du Sud, la plupart des gens meurent avant 30 ans. Mes parents se sentaient en danger. Maintenant, ils sont en sécurité."

Gout est né à Brisbane en 2007. Il est le deuxième d'une fratrie de cinq enfants. La famille partage une maison de quatre chambres à Spring Mountain, une nouvelle banlieue proche d'Ipswich. Ils vivent les uns sur les autres, dans une atmosphère pour le moins mouvementée. "C'était assez dingue quand j'étais plus jeune, mais maintenant ça s'est un peu calmé, à part mon petit frère [âgé de 10 ans], qui hurle toujours devant la télé en jouant à Fortnite."

Je ne peux m'empêcher de me demander si son contrat lui servira à acheter une plus grande maison. "Oui, j'ai décidé que j'achèterai une maison pour ma famille, quand je serai plus grand et plus mûr", confirme-t-il. Pour l'heure, il semble avoir limité ses dépenses à quelques vêtements neufs, un collier de perles Vivienne Westwood et une console Nintendo Switch. Il se targue d'être un champion de Mario Kart [un jeu de course motorisée] et confie que son personnage préféré est "celui avec la tête rose". Toadette? "Oui, c'est ça ! réplique-t-il. C'est la meilleure en phase d'accélération, mais elle est nulle en vitesse de pointe. Tout le contraire de moi, je trouve ça rigolo."

Il n'aurait jamais imaginé voir les plus grands fabricants de chaussures de sport du monde se disputer sa signature. "Dans un sens, je suis assez fier en pensant au chemin que j'ai parcouru et à ce que je peux réaliser, et fier, aussi, de voir qu'ils croient en moi." Les marques de chaussures recrutent souvent à vil prix des dizaines de jeunes athlètes dans leur écurie, en espérant que sur le tas, un

→ Le 15 mars 2025, le lycéen est devenu champion du Queensland sur 100 mètres, avec un temps de 10 s 38. Depuis cette course, il est descendu sous les 10 s. Photo Patrick Hamilton/AFP



ou deux finiront par être rentables, mais un investissement d'une telle ampleur et sur un si jeune garçon relève davantage du pari. Au sprint, la réussite n'est pas forcément linéaire, ni même assurée.

James Templeton, qui a négocié le contrat de Gout [signé fin 2024], est quasiment l'agent de référence des coureurs australiens. Il a rencontré Gout, sa mère et sa sœur aînée autour d'un déjeuner il y a plus de deux ans, alors que Gout était un gamin de 14 ans sympathique et discret. La famille a compris que la patience était la meilleure stratégie commerciale. "Nous ne voulons pas lui mettre la pression. Tout viendra à point", dit Templeton.

Mais revenons au récit des origines de Gout. Tout commence en 2020. Gout a 12 ans et il est en cinquième au collège d'Ipswich. À l'époque, il s'imagine davantage en footballeur, mais sa véritable vocation se révèle lors d'un sprint de 100 mètres sur le terrain de rugby de l'école, tous les élèves mêlés. De bout en bout, Gout les bat tous à plate couture, y compris un gamin qui est censé être l'élève le plus rapide du Queensland.

Gout rejoint l'équipe d'athlétisme quelques jours plus tard et rencontre l'autre professionnelle qui sera au cœur de la "team Gout": sa coach, Diane Sheppard, qui lui dit immédiatement qu'il a les moyens de devenir quelqu'un d'exceptionnel – rien de moins qu'un champion olympique. "J'ai senti cette aura qu'elle dégageait, raconte Gout. J'ai vu dans son regard que je pouvais la croire."

Assise en face de nous à la table du pub, Sheppard nous écoute sans rien dire, mais prête une oreille attentive à notre conversation. Elle entraîne l'équipe d'athlétisme du collège depuis vingt-cinq ans, et elle a accompagné d'innombrables garçons dans leur passage à l'âge adulte. Sa chevelure blanche est un peu froide, comme elle lorsqu'on la rencontre pour la première fois, mais elle encadre les garçons avec une attention toute maternelle – allant même jusqu'à apprendre à conduire à Gout et à ses autres protégés. "Je les aide simplement à cumuler des kilomètres, dit-elle en haussant les épaules. Comme ils passent beaucoup de temps à s'entraîner, je les ramène chez eux, alors autant qu'ils prennent le volant."

Sheppard se souvient de ce qu'elle a vu du premier coup chez Gout, il y a cinq ans. "Ça m'a fait comme un coup de poing dans le ventre. Il avait tout pour réussir." Mais il avait besoin de travailler. Gout marchait alors sur la pointe des pieds, et ils se sont donc concentrés sur l'étirement

des tendons d'Achille pour lui faire poser les talons au sol. Sa technique était également désordonnée, en particulier au niveau du haut du corps. Sheppard mime le geste : "Vous voyez les manches à air publicitaires devant les concessionnaires automobiles, qui agitent les bras en tous sens ? C'était comme ça qu'il courait."

Dans un premier temps, elle l'entraîne deux jours par semaine, puis quatre, en lui imposant un travail répétitif indispensable afin de reprogrammer sa mémoire musculaire. Gout est maintenant en terminale et s'entraîne six après-midi par semaine. Il se lève à 6 h 30, se rend à l'école en voiture, suit sa journée de cours, en essayant de travailler le plus possible en classe ou à l'heure du déjeuner. Après quoi il part à l'entraînement, prend une douche, fait ses révisions et ses devoirs, puis il se couche. "Je suis bon élève, comme la plupart de mes amis. Nous sommes un peu en compétition sur les notes, ce qui m'aide à rester parmi les meilleurs."

Selon son meilleur ami et camarade d'entraînement, Jonathan Kasiano, 16 ans, Gout est un garçon décontracté, grand amateur d'animes japonais – il a regardé plus d'un millier d'épisodes de la série One Piece –, mais qui excelle également dans toutes les disciplines, de la comptabilité à la biologie. Les plus jeunes élèves de l'établissement l'adorent et cherchent constamment à croiser son chemin pour échanger un fist bump avec lui. "Quand on se balade sur le campus, on entend murmurer son nom sur son passage, mais il gère ça très bien. Pour moi, c'est toujours mon vieux copain Gout, ajoute Kasiano, également originaire du Soudan du Sud. Il ne se prend pas la tête."

Pour de nombreux jeunes athlètes prometteurs, la prochaine étape serait une bourse d'études dans une grande université américaine, ce qui leur donnerait le temps de se développer et de se révéler, mais Gout s'est déjà révélé et n'a aucun besoin d'intégrer le programme de la National Collegiate Athletic Association (NCAA). Il n'a au demeurant aucune envie de partir à l'autre bout du monde. "J'ai toujours eu envie d'aller étudier aux États-Unis et d'évoluer dans ce milieu, mais j'aime beaucoup mon pays, et m'éloigner trop longtemps de chez moi, ce n'est pas pour moi, admet-il. À partir du moment où on passe en professionnel, on peut courir où on veut."

C'est justement ce qu'il a fait en janvier [2025], en s'envolant pour la Floride pour s'entraîner aux côtés du showman américain Noah Lyles et de son équipe. "C'était

génial ! Ça m'a fait un peu bizarre de me retrouver avec eux, mais ils sont comme vous et moi. Ils parlent pareil, rigolent des mêmes choses, s'enthousiasme le garçon. Ça m'a fait comprendre que je ne suis pas si différent des athlètes professionnels, même si je suis beaucoup plus jeune. J'ai simplement appris que tout ce que je fais va dans le bon sens et que je n'ai pas besoin de changer de stratégie."

Physiquement, Gout est encore un peu frêle. Il fait la même taille que Lyles (1,80 mètre) mais pèse 65 kilos, contre 77 pour l'Américain. Templeton les a observés à l'entraînement à Orlando et a constaté qu'avec son anatomie, Gout ne pouvait tout simplement pas faire les mêmes exercices qu'un homme adulte. Pour l'instant. "Petit à petit, il va gagner en force, en masse et en vitesse, assure le manager. On ne le pousse pas, mais on commence vraiment à voir son talent éclore."

Il est vrai qu'il ne manque pas d'atouts. À entendre les sprinteurs parler de leur spécialité, on peut aisément se perdre dans les détails. Mais tous relèvent avec un brin d'admiration les qualités subtiles de Gout. La posture droite, la position neutre du bassin, une longueur de foulée à faire pâlir d'envie. Mais ce que les experts remarquent au premier coup d'œil, c'est son contact au sol – si évident qu'il saute aux yeux des observateurs les moins avertis lorsqu'on le regarde s'échauffer. La force avec laquelle son pied touche le sol est telle que son pas résonne. Au point que ça vous secouerait presque.

"L'une des idées fausses de la course voudrait qu'il faille décoller du sol, explique Matt Shirvington, ancien champion australien du 100 mètres. Or ce qui fait vraiment la différence chez un sprinteur, c'est le contact au sol." Les pieds agissent en quelque sorte comme les pistons d'un moteur. "Gout court comme une voiture de course V8 : il a un transfert de puissance tout simplement incroyable. Je n'ai jamais vu quelqu'un d'aussi jeune arriver à ça avec autant de naturel."

Le plus fascinant reste pourtant son immense potentiel d'amélioration. Lors de la phase d'accélération, par exemple, Gout relève très vite le buste, mais à mesure que son corps se développe, il lui faut encore apprendre à passer les vitesses dans l'ordre. "Il saute presque de la première à la troisième, poursuit Shirvington. Mais un peu comme la brume matinale, ce travers persistera un moment mais se dissipera bien vite."

S'il est une chose que Gout doit apprendre dès à présent, c'est à dire non – autant aux interminables séances d'autographes qu'aux demandes de selfies. À ce titre, Diane Sheppard assume volontiers son rôle de méchante ("C'est dans ma nature, je n'ai pas à me forcer"), mais elle l'aide aussi à apprendre à fixer ses limites. Ce soir, lors de la rencontre au club, Gout a posé pendant dix minutes devant les objectifs de portables, mais au moment de partir Sheppard lui a donné une tâche bien particulière : partir sans s'arrêter tous les deux mètres. À cet instant, un homme s'est approché et, plein de déférence, a demandé : "Excusez-moi, Gout. Je pourrais faire une photo ?" Le jeune homme a répondu tranquillement, sans ralentir : "Désolé mon pote, je ne peux pas, là." "Bravo mon garçon, bien joué", murmure sa coach.

La célébrité n'a pas que des inconvénients, évidemment. L'an dernier, Gout a commencé à prendre conscience de l'intérêt croissant du public quand un homme qui avait fait le voyage de Melbourne jusqu'au Queensland pour le voir courir est venu lui serrer la main. "C'est dingue ! Il y a des gens qui sont prêts à dépenser une fortune et à prendre une journée de leur vie juste pour me voir sur la piste pendant vingt secondes ! Mais j'avoue que ça me plaît

bien de susciter ce genre de truc. J'essaie à 100 % de voir le bon côté de la célébrité."

Il s'efforce également d'accepter sa notoriété grandissante. Dans un entretien en podcast avec Noah Lyles, il a déclaré tout de go au champion de sprint que son ambition était de prendre sa place, avec un aplomb teinté de conviction et dépourvu de toute arrogance. Dans ce sport de machos fanfarons, Gout semble avoir juste ce qu'il faut de panache. Quant à sa ressemblance présumée avec Usain Bolt, si l'on peut admettre certaines similitudes dans la cadence, ou le rythme de foulée, Bolt fait tout de même son bon mètre quatre-vingt-quinze, ce qui les distingue nettement. "Je me méfie des grandes déclarations, tempère Templeton. Usain Bolt était le plus grand coureur de tous les temps, et ce n'est donc pas le pire qu'on puisse dire de Gout Gout, mais lui cherche simplement à se faire un nom."

Il affiche une assurance naturelle, qu'il doit à son talent, mais aussi et surtout à sa foi. "Je sais que, quoi que je fasse, Dieu est à mes côtés. Quels que soient mes résultats, ils découleront de sa volonté." Gout porte un lourd crucifix en or autour du cou et se rend de temps en temps à la messe, mais il n'appartient à aucune Église particulière. Il se contente de prier et de lire la Bible. Il a un faible pour ces histoires de personnages qui surmontent les difficultés et relèvent chaque épreuve en s'en remettant au Seigneur. "J'ai reçu le don de courir. Il bat dans mon cœur quand je suis sur la piste. Je me sens en paix. C'est comme l'océan : il s'écoule et se brise dans un grand fracas mais il est calme. C'est cela que je ressens quand je cours."

La coach et l'athlète sont tous deux persuadés qu'il passera sous la barre des 10 secondes au 100 mètres et des 20 secondes au 200 mètres, sans doute même cette année [le 10 avril, avec un temps de 9 s 99, il est devenu champion d'Australie des moins de 20 ans sur 100 mètres et, trois jours plus tard, a survolé la finale du 200 mètres en 19 s 84, mais ces deux records personnels n'ont pas été homologués pour cause de vent favorable]. "Il est sur la bonne voie, mais il ne faut pas le dire trop fort, ça porte malheur", ajoute Sheppard, qui ne fait aucun mystère de leur objectif ultime : "Ne nous voilons pas la face : ce que l'on vise, c'est l'or aux deux épreuves aux Jeux olympiques de Brisbane en 2032."

Gout notait auparavant ses objectifs et ses pensées positives dans un carnet afin de forcer son destin, mais il a arrêté. Pour se motiver, il se sert maintenant de l'écran d'accueil de son portable. En lieu et place des icônes d'applications, la moitié supérieure de l'écran n'affiche qu'une phrase en lettres blanches sur fond noir : "Tu seras champion olympique." "À chaque fois que je sors mon téléphone, je vois cette phrase et elle me rappelle que je dois fournir le travail nécessaire et que j'en suis capable", dit-il.

Et à quoi ressemble son écran de verrouillage ? On y voit un personnage d'anime japonais tiré de l'une de ses

"La première fois que je l'ai vu courir, ça m'a fait comme un coup de poing dans le ventre. Il avait tout pour réussir."

Diane Sheppard,
SA COACH

séries préférées, *Hajime no Ippo*. Ippo est un adolescent harcelé, explique Gout. Un jour, alors qu'il se fait agresser par des voyous en rentrant lycée, un boxeur intervient pour le défendre. Ippo s'inscrit alors à la salle de sport et se découvre un talent inné pour cogner. "Ippo est monté sur le ring, a compris qu'il était doué et il a fait quelque chose pour lui-même, conclut Gout. Avant chacune de mes courses, c'est lui que je mets sur mon écran de verrouillage. Ça me rappelle ce pour quoi je suis ici, et ça m'aide à croire en moi."

Après la course, il remplace son fond d'écran par une photo de ses amis, qu'il ne verra probablement pas aussi souvent cette année. Il sera en effet fréquemment sous les feux des projecteurs, notamment en juin et en juillet, où il aura un avant-goût des compétitions internationales en République tchèque et à Monaco. Mais c'est en septembre qu'il abordera le temps fort de sa saison, espérant se qualifier aux championnats du monde d'athlétisme de Tokyo et défier les coureurs les plus rapides du monde.

In attend aussi de Gout qu'il devienne un modèle, et incarne les valeurs modernes et multiculturelles de la société australienne. Une responsabilité qu'a aussi portée son aîné Peter Bol, un athlète d'origine nubienne et dinka qui appartient également à la diaspora soudanaise. "Cette attente et la pression pour représenter sa culture sont réelles, mais c'est aussi ce qui va l'aider à s'épanouir", prédit Bol. Il y voit aussi un signe positif, surtout dans le climat de peur panique qu'ont semée les gangs africains [entre 2016 et 2018, une série de violences commises par des jeunes d'origine africaine a suscité un débat, non dénué de racisme, sur la présence de "gangs africains" en Australie]. "Après tout ce qui a été dit sur notre peuple dans les médias, on assiste à un véritable engouement pour Gout. Ça fait du bien de voir combien les gens sont fiers de dire qu'il est sud-soudanais, ça montre tout le côté positif de cette communauté, et nous en avons bien besoin en ce moment."

On demande souvent à Gout s'il ne commence pas à sentir peser "le poids de tout un pays" sur ses épaules. C'est parfois le cas, mais jamais sur la piste. Dès qu'il est sur le terrain, il sait qu'il court pour lui-même, car il est seul. Là, il n'y a plus de camarades d'entraînement, plus de coach. "Personne ne peut courir à ta place. C'est angoissant à certains moments, mais je me dis que je ne suis qu'un simple humain." Il pourrait parfois être un peu mieux organisé. Alors que nous quittons le pub où il a enfourné son hamburger, il doit retourner à toute vitesse à l'intérieur récupérer la bouteille d'eau qu'il a oubliée. "C'est pour ça qu'on le surnomme l'Escargot", souffre Sheppard en levant les yeux au ciel. Car partout où il passe, il laisse des trucs derrière lui."

Ses grands moments de bonheur, évidemment, c'est lorsque cette force le projette dans la ligne droite, quand ses pieds touchent le sol et le propulsent de plus en plus vite. "Tu te sens léger comme une plume, tu as la sensation de flotter." Alors, dans ces instants, Gout Gout n'est ni un garçon ni un homme – pas encore un héros et pas tout à fait un nom de marque. Lorsqu'il se donne à fond sur la piste, tout prend du sens, physiquement et philosophiquement, parce qu'il accomplit sa vocation.

Courir, c'est un peu ça. Un acte fondamental et élémentaire. Primordial. Pur. "On est dans la fluidité. On fait corps avec l'air, avec l'eau, avec soi-même. On vit ce moment parfait où l'on est soi-même", explique Gout. On a l'impression d'être un éclair. Parce que l'éclair frappe très vite, l'espace d'une fraction de seconde, puis il disparaît."

— Konrad Marshall,
publié le 15 mars

↓ Le Seven Stars ne peut accueillir plus de 20 passagers à la fois.
Photo Courtesy of Seven Stars in Kyushu.



—The Japan Times, extraits (Tokyo)

Le voyage en train de luxe a toujours été empreint de nostalgie, d'un lien indéfectible avec une époque où la marche du monde était plus lente, plus calme. Au Japon, où le Shinkansen, le train à grande vitesse, a redéfini la notion d'efficacité, il existe pourtant une exception : le Seven Stars de l'île de Kyushu [dans le sud-ouest de l'archipel]. Aux antipodes des autres options japonaises à grande vitesse, ce train enjoint aux passagers de s'abandonner à la lenteur et aux paysages qui défilent, non comme une image floue derrière une vitre, mais plutôt comme un récit qui s'écrira sous leurs yeux.

Pour la plupart d'entre nous, le coût de cette expérience est prohibitif. Le voyage le plus "abordable" du Seven Stars débute à 680 000 yens [4 200 euros] par personne dans une cabine double, tandis qu'une suite de luxe pour une personne sur le trajet le plus long revient à 277 000 yens [17 100 euros].

De plus, le Seven Stars ne circule que très rarement. Depuis son voyage inaugural, en 2013, le train effectue quatre trajets par semaine au départ de la gare de Hakata, à Fukuoka. Au total, le train effectue environ 80 trajets par an. Équipé d'à peine dix suites, le Seven Stars peut accueillir au maximum 20 personnes par trajet... Et les billets sont principalement accessibles par le biais d'un système de loterie.

La plupart des voyageurs sont aisés : riches retraités, couples venus célébrer un anniversaire, ou encore passagers au portefeuille bien rempli qui préfèrent les expériences triées sur le volet à l'improvisation. Ils sont nombreux à dépasser les 60 ans. Souvent, ce sont des habitués des trains de luxe. Le chef de train Yoshiro Shiojima le confirme : une partie d'entre eux a déjà fréquenté d'autres trains de nuit haut de gamme tels que le Twilight Express Mizukaze (qui traverse l'ouest

À bord du Seven Stars, un faste incomparable

Pendant deux jours et une nuit, ce journaliste a cheminé à bord du train le plus luxueux du Japon, sur l'île de Kyushu.

de l'île principale de Honshū) et le Shiki-Shima (qui dessert l'est et le nord de l'île). Mais à la différence de ces trains, qui font plutôt dans le glamour et le grandiose, le Seven Stars cultive un luxe plus feutré. À bord de ce train, on fait moins dans le faste ostentatoire que dans le raffinement et le sens du détail.

Boiseries traditionnelles. La décoration fait la part belle à l'artisanat et aux matériaux venus de Kyushu : boiseries *kumiko* [technique traditionnelle qui consiste à assembler des pièces de bois sans clous], sols en céramique ou encore laques. Le personnel à bord ne pratique pas un modèle de service conventionnel, mais travaille dans un esprit dont Yoshiro Shiojima n'est pas peu fier. "Ce que nous proposons dans ce train, ce n'est pas du 'service'. Nos hôtes sont accueillis comme on accueille des amis ou de la famille." Cette affirmation, qui peut paraître artificielle, prend tout son sens quand on est à bord. Ici, on ne conçoit pas l'hospitalité comme une transaction (même si, en termes financiers, elle l'est bel et bien).

Simon Metcalfe, un Néo-Zélandais de 48 ans qui travaille dans le secteur du tourisme à Kyushu, a eu la chance de monter dans ce train à plusieurs reprises. "Ici, je peux vraiment déconnecter de ma vie quotidienne agitée, ralentir et profiter du paysage, raconte-t-il. J'ai aussi le temps de m'imprégner de la nature, qu'on a souvent tendance à oublier."

L'itinéraire est structuré autour d'excursions sélectionnées avec soin, qui favorisent l'immersion dans la culture plutôt que l'observation passive. À Akune, dans la préfecture de Kagoshima, le train marque l'arrêt à la plage de Wakimoto, une portion de côte protégée. Là, les passagers rencontrent Yoshi Motowaki, un habitant longtemps expatrié aux États-Unis et désormais membre de l'Association côtière de Wakimoto pour la protection des tortues de mer et des pluviers neigeux. L'organisation travaille à entretenir cette plage de 2,6 kilomètres de sable blanc et à préserver son écosystème, tout en s'assurant qu'elle reste immaculée.

Pour Yoshi Motowaki, l'intérêt du Seven Stars constitue une véritable approbation du travail de son association. "Cela renforce

encore notre désir de protéger et préserver la nature. Nous sommes aussi en discussion avec les autorités locales pour la préservation des espèces rares et de l'environnement."

Le lendemain matin, le train arrive à Usuki, dans la préfecture d'Oita, où les passagers débarquent pour une visite guidée du quartier samouraï de la ville. Contrairement aux quartiers bondés de Kyoto ou de Kanazawa, Usuki a su conserver une ambiance plus paisible et moins commerciale. Les rues, bordées de résidences de l'ère Edo (1603-1868), semblent presque intactes. Puis, point d'orgue de la visite, les voyageurs sont invités dans une maison de samouraï pour participer à une traditionnelle cérémonie du thé. Un rituel dont la philosophie fait écho à celle du Seven Stars : pleine conscience, instant présent et goût du beau.

Saveurs locales. De retour dans le train, les hôtes sont enveloppés dans l'atmosphère élégante et intemporelle du Blue Moon, le wagon-restaurant orné de riches panneaux de bois, éclairé d'une douce lumière et doté de baies vitrées comme autant de tableaux des paysages de Kyushu. Les meilleurs chefs de Kyushu embarquent pour préparer des plats qui font la part belle aux saveurs locales.

Pour le déjeuner du premier jour, Takuo Yamanaka, âgé de 84 ans et chef du Sushi Yamanaka à Fukuoka, propose un *kaiseki* [repas gastronomique] méticuleux au bel équilibre entre fruits de mer riches de saveurs umami et délicats légumes de saison. Au dîner, Takashi Tashiro, du restaurant Belle France de Kagoshima, sert un menu raffiné à l'occidentale [en plusieurs étapes], qui mélange subtilement techniques françaises et produits de Kyushu.

Le soir, dans le wagon-restaurant, un pianiste et un violoniste viennent accompagner le dîner, ajoutant à l'atmosphère de cérémonial. Le repas terminé, l'espace se transforme en un élégant bar de nuit. Lors de mon voyage, un magicien est apparu à ma table pour animer la soirée de ses tours de passe-passe.

Avant le retour à Fukuoka, le voyage est clôturé par un événement qui se déroule dans le Blue Moon, avec la diffusion d'un court film qui mêle des séquences pré-existantes à des vidéos et photos des excursions, des repas et des personnes rencontrées tout au long du voyage. Certains passagers regardent le film en silence, plongés dans leurs pensées. D'autres échangent des sourires complices ou des rires avec les personnes avec qui ils ont partagé cette parenthèse de confort et de raffinement. On n'entend plus que la mélodie feutrée du pianiste, le doux tintement des verres et le ronron du train sous nos pieds, qui nous emporte vers la fin du voyage.

—Erik Augustin Palm,
publié le 1^{er} mars



ABONNEZ-VOUS À COURRIER INTERNATIONAL

Illustrations : © Véronique Cottin



11,55 € / mois
au lieu de ~~21,10 €~~ sans engagement.
Je remplis le mandat Sepa ci-dessous.

OU



139 € pour 1 AN
(soit ~~52 n°s~~) au lieu de ~~253 €~~.
Je règle par chèque bancaire
à l'ordre de Courrier international.

45%*
de réduction



Le magazine papier
livré chaque semaine.



L'accès au site Internet en illimité
sur tous les supports numériques.

+ SIMPLE

+ RAPIDE



Abonnez-vous directement sur le site Internet :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/auto2>
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ
CE CODE QR



BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : Courrier international – Service abonnements – A2100 – 62066 Arras Cedex 9

J'INDIQUE MES COORDONNÉES

RCO25BAo21

MONSIEUR MADAME

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CP :

VILLE :

E-MAIL :

J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international.
 J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

JE CHOISIS L'OFFRE EN PRÉLÈVEMENT, JE REMPLIS LE MANDAT ET JE JOINS UN RIB

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier International SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

Sera rempli
par Courrier international.
PAIEMENT RÉPÉTITIF

Fait à :
Le :

Signature obligatoire

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire
BIC – Code international d'identification de votre banque

Note : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnil.fr

JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, JE JOINS UN CHÈQUE

Organisme créancier :
Courrier international
ICS : FR11ZZZ396542
67-69, av. Pierre-Mendès-France
75013 Paris

gastronomie.

—The Mill, extraits (Manchester)

Premier jour de l'année du Serpent [le 29 janvier 2025] et me voilà à onduler à travers la chaîne des Pennines sur une route sinuuse qui ne fait que monter et descendre. Plusieurs éléments trahissent la frontière entre le Yorkshire et le Lancashire. En premier lieu, cet abribus en grosses pierres, qui serait le plus en altitude de tout le Lancashire, à en croire un riverain, même si je n'ai jamais pu le vérifier. À côté, une grande maison elle aussi en pierre, celle dudit riverain, où coulerait l'eau du robinet la plus savoureuse de tout le comté. C'est du moins ce qu'il a prétendu lorsque j'ai frappé à sa porte pour lui demander de remplir ma gourde.

Mis à part ces deux repères, les indices sont maigres. Les collines sont identiques, belles et verdoyantes d'un côté comme de l'autre, et les maisons aussi, toutes en grès à quelques exceptions bétonnées près. En fait, hormis la couleur des roses qu'arborent les panneaux municipaux – rouges pour le Lancashire, blanches pour le Yorkshire –, je ne relève qu'une seule différence : alors que dans le Yorkshire de l'Ouest les fish and chips et les restaurants chinois sont deux institutions bien distinctes, c'est la fusion des deux qui règne sans partage sur le Lancashire

“L'inventeur du fish and chips, quel qu'il soit, n'avait pas conscience du séisme qu'il allait déclencher.”

B. W. Ashurst,
MEMBRE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE
DE POISSON FRIT

de l'Est ; autant de petits coins de paradis où les chop sueys [un plat cantonais à base de viande et de légumes sautés] côtoient les saucisses XXL.

C'était dans une rue du Lancashire de l'Est (aujourd'hui appelé "Grand Manchester") que le poisson a pour la première fois rencontré la frite, un honneur que les Londoniens essaient de s'approprier. C'est vrai, le poisson frit est d'abord apparu dans la capitale avec l'arrivée de Juifs fuyant l'Inquisition espagnole. Mais c'est bien Oldham [ville du Grand Manchester] qui peut se targuer de la toute première friterie du pays, fondée en 1860 environ par un vendeur du Tommyfield Market, un marché couvert d'ailleurs promis à la démolition.

Et le mariage des deux, alors, du fish and chips ? Il a fallu attendre 1863 pour que deux établissements ouvrent presque simultanément leurs portes, l'un à Londres l'autre à Mossley, non loin de Manchester, et tous deux à des kilomètres de la mer. Dans la capitale, le fils d'un tisseur de tapis



Une fusion culinaire made in Manchester

Le Lancashire, dans le nord-ouest de l'Angleterre, se distingue par ses échoppes qui vendent aussi bien du fish and chips que des plats à emporter chinois. Cette spécialité singulière méritait bien une enquête sur le terrain, pour en comprendre l'origine.

juif, Joseph Malin, probablement équipé d'un plateau accroché à son cou, vendait des frites pour subvenir aux besoins de sa famille. À 13 ans, il est frappé par un coup de génie alors qu'il entre dans un magasin de poisson frit. Bientôt, l'union des deux connaît un tel succès que la famille peut s'offrir un établissement d'où opérer leur nouveau commerce.

C'est ainsi que serait née la première échoppe de fish and chips – ou *chippy* –, si vous êtes du genre à croire les Anglais du Sud, ce qui n'est certainement pas mon cas. L'histoire a beau être vérifiable, la genèse du *vrai* fish and chips, c'est à Mossley : un certain John Lees parie sur ce combo gagnant qu'il vend dans une échoppe en bois sur le marché, avant de passer en 1889 à un établissement en brique, l'Enterprise Supper Bar.

En 1968, des hérétiques de la Fédération nationale de poisson frit [organisme de protection du fish and chips] ont décerné une plaque bleue au restaurant londonien qui reconnaît sa primauté. Comme l'explique

✓ Dessin de Jackie Taylor,
Royaume-Uni.



B. W. Ashurst, membre de la fédération et éditeur de la *Fish Frier Review*, dans un article du *Guardian* de la même année qui revient en détail sur le combat acharné entre les deux prétendants : "L'inventeur du fish and chips, quel qu'il soit, n'avait pas conscience du séisme qu'il allait déclencher."

Plusieurs théories. Voilà de quoi mesurer l'océan d'ignorance dans lequel baigne cette organisation, puisque John Lees était parfaitement au fait de l'importance de sa création, lui qui a eu la bonne idée de faire peindre sur sa vitrine : "Chip Potato Restaurant Oldest Estd. in the World" [La plus vieille friterie du monde]. Ce même restaurant s'appelle aujourd'hui Man's Wok – un chippy chinois.

Retour à mon point de départ, donc : le nombre d'établissements qui fusionnent les deux cuisines dans le district de Rossendale, dans le Lancashire, dépasse largement celui des restaurants exclusivement chinois ou anglais. Prenons par exemple Bacup et ses 14 000 âmes,

la première ville après la frontière. Elle compte cinq fish and chips chinois pour aucun autre restaurant chinois, et un seul chippy traditionnel. Vu autrement, c'est un *Chinese chippy* pour 2 800 habitants.

Difficile de connaître les origines du phénomène, même si des théories existent. Dans leur article "Frites et nouilles sautées : une brève histoire des plats sino-britanniques à emporter", [les universitaires] Jamie Coates et Niamh Calway écrivent que "beaucoup des citoyens des anciennes colonies, qui ont émigré de Malaisie ou de Hong Kong pour le Royaume-Uni, ont débuté dans la restauration. À partir des années 1950, ils ont commencé à louer les restaurants de fish and chips délaissés des bourgs et villages." Selon les deux auteurs, l'offre dans les zones rurales était moins diversifiée, voire ne reposait que sur le fish and chips. D'où un souci de la part des repreneurs asiatiques de maintenir l'excellence de cette tradition tout en incorporant les leurs, à la différence des grandes villes où une cuisine exclusivement chinoise pouvait suffire à maintenir leur boutique à flot.

Mais ce n'est pas le fin mot de l'histoire. Au début du xx^e siècle, la population chinoise du Royaume-Uni était surtout réputée pour ses blanchisseries. Avec l'arrivée des machines à laver domestiques, devenues abordables et populaires dans les années 1960, nombre de ces établissements se sont convertis en restaurants – et bien des propriétaires se sont mis à la recherche de nouveaux locaux pour mieux se consacrer à leur nouvelle vocation.

La solution pour beaucoup a été de racheter les fameux chippys, mais pour quelle raison précisément ? Après avoir parlé avec une dizaine de propriétaires de ces friteries chinoises, j'ai découvert qu'aucun ne connaissait la genèse de leur établissement. Quelques-uns en revanche ont pu me donner une date de création approximative.

Elly gère le chippy Canton House. Elle a émigré de Hong Kong pour Wakefield, dans le Yorkshire, il y a quinze ans de ça, avant de déménager dans le Grand Manchester en 2023 pour reprendre le fonds de commerce avec sa famille. Avant eux, Canton House était déjà un chippy chinois depuis au moins quarante ans, même si Elly ne sait quasiment rien de ses prédecesseurs ou des débuts du restaurant.

Mark a une histoire un peu plus détaillée en stock. Il dirige le Good Choice, à Manchester, avec sa compagne depuis vingt ans, mais leur chippy est bien plus ancien : six décennies que l'on y sert du fish and chips, exclusivement d'abord, avant

En 1975, une pénurie de pommes de terre a contraint de nombreux chippys à revoir leur menu.



progressivement, sous l'impulsion de différents facteurs historiques, comme la plupart des phénomènes culturels – sauf le fish and chips, je le répète, invention géniale de John Lees.

Les restaurateurs à qui j'ai pu parler ont des sentiments ambivalents à l'égard des plats (presque) chinois qu'ils servent. Selon Fen Xia, du New Man Lung de Rossendale, "c'est pour les palais anglais, ce n'est pas [leur] cuisine traditionnelle". Pour goûter aux vraies saveurs, il faut aller en Chine. Idem pour Elly du Canton House : "La nourriture 'chinoise' d'ici, elle n'existe pas dans mon pays", m'explique-t-elle, ajoutant qu'après des années à mélanger les deux cultures les plats avaient été adaptés pour les papilles anglaises. "Les toasts aux crevettes, les boulettes de poulet, jamais de ma vie je n'en ai vu à Hong Kong. Et puis personne n'entrerait dans un restaurant à emporter pour commander une tourte. Ce n'est pas franchement chinois la tourte, on n'en mange pas."

Soit, la nourriture n'est qu'un vague souvenir de la cuisine chinoise traditionnelle, mais les restaurateurs eux-mêmes l'aiment-ils ? "Oh oui, je mange de tout, raconte Elly, mais mon mari, lui, n'aime pas." Mark, au contraire, a presque l'air enthousiaste – même s'il se rend toujours à Chinatown pour manger du véritable canard laqué à la cantonaise.

Certes, leurs plats ne sont pas si authentiquement chinois, mais ces établissements ont fini par égaler, voire à certains endroits supplanter, les chippys traditionnels. Et ils sont certainement plus typiques que les "Traditional English Fish and Chips Shops" autoprotégés des rues commerçantes de Manchester. La fusion sino-britannique est une cuisine à part entière, qui est bien plus qu'un simple collage des deux. Même si les plats chinois trahissent leurs racines et que les plats anglais y sont travestis, où marier sinon bambou poêlé et tourte aux pommes de terre et à la viande mystère ?

— Ophira Gottlieb,
publié le 1^{er} février

SOURCE

THE MILL

Manchester, Royaume-Uni
manchestermill.co.uk

Lancé en 2020, en pleine pandémie, dans un paysage médiatique "dévasté par les plans de licenciement", ce site sis dans le Grand Manchester veut établir un nouveau modèle économique pour la presse locale, fondé sur les abonnements en ligne, les récits et les enquêtes au long cours.



histoire.



Et Washington lâcha Saigon

Avril 1975 — Vietnam

Il y a cinquante ans, les États-Unis abandonnaient le Vietnam du Sud face à son adversaire du Nord. L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* plonge dans ses archives pour revenir sur ces instants dramatiques.

—**Der Spiegel** (Hambourg)

Pendant un court moment, on a pu croire que le Vietnam du Sud, sous la direction du président Nguyen Van Thieu, allait parvenir à s'imposer face au Nord communiste. Un an après le cessez-le-feu conclu en 1973 et systématiquement ignoré par les deux camps, les troupes de Thieu avaient augmenté le territoire qu'elles contrôlaient de 15 %. Puis la situation s'est brutalement détériorée. Au début de décembre 1974, l'Armée populaire vietnamienne (du Nord) s'est emparée des premiers avant-postes de l'Armée de la république du Vietnam (ARVN, du Sud). En mars 1975, plus de 16 divisions nord-vietnamiennes franchissent la ligne de démarcation, et quelques semaines plus tard, le Vietnam du Sud s'effondre. Thieu ne tient plus guère que Saigon. En proie à la panique, il a ordonné le repli, mais celui-ci tourne à la déroute. Presque sans combats, l'ancienne cité impériale de Huê mais aussi Da Nang et Pleiku tombent aux mains des soldats nord-vietnamiens – de même qu'un matériel de guerre d'une valeur de plus de 1 milliard de dollars.

Au milieu des troupes en fuite qui se mettent à piller, plus d'un million de Sud-Vietnamiens, “en majorité des femmes, des enfants, des vieillards”, errent dans le pays, comme l'écrivait le *Spiegel* à l'époque. On assiste alors à des scènes terribles, annonciatrices des images qui resteront dans la conscience collective comme le symbole de la fin de la guerre du Vietnam : le décollage des derniers hélicoptères américains depuis les toits de l'ambassade des États-Unis dans la capitale, Saigon (aujourd'hui Hô Chi Minh-Ville). À Da Nang, un demi-million de réfugiés et au moins 100 000 soldats se battent pour les rares places à bord des bateaux et des avions mis à disposition par les Américains. “Dans la panique, les soldats abattent les civils pour se sauver d'abord”, les enfants sont arrachés aux bras de leurs mères parce que les militaires pensent accroître leurs chances de partir s'ils ont des enfants avec eux.

Retournement de situation. Si l'on en juge par les chiffres, l'implosion de l'ARVN a été une surprise. En se retirant [à partir de 1973], les Américains avaient laissé derrière eux une armée de 1,1 million d'hommes, en théorie la plus puissante de l'Asie du Sud-Est. Face à eux, les Nord-Vietnamiens alignaient 220 000 hommes. De 1973 à 1975, le Vietnam du Sud a reçu une aide militaire et économique de la part de Washington d'un montant de 3,9 milliards de dollars. Dans le même temps, Hanoï n'a obtenu que moins de la moitié de cette somme de la part de Pékin et de Moscou.

Mais, outre l’“imagination stratégique”, ce qui faisait défaut à la “pseudo-Sparte asiatique”, c'était surtout l'esprit combatif ou, autrement dit, l'espoir de remporter cette guerre. “Pourquoi devrions-nous mourir à la première occasion ? demandait alors un soldat sud-vietnamien. Mes camarades et moi passerons du côté des Vietcongs [les communistes du Vietnam du Sud].” Durant la seule année 1974,

✓ Enfant embarqué dans un avion américain à destination de Saigon depuis l'aéroport de Da Nang, le 27 mars 1975.
Photo Nguyen Ngoc Luong/The New York Times

240 000 soldats sud-vietnamiens ont déserté, et les autres se sont surtout employés à piller leurs compatriotes.

Officiellement, Saigon, la capitale du Sud, était considérée comme une forteresse, cependant, la question n'était pas de savoir si les communistes allaient arriver mais quand. Quiconque avait de l'argent a organisé sa fuite. “On peut espérer qu'ils vont arriver bientôt, confiait un chauffeur de taxi à Börries Gallasch, le correspondant du *Spiegel*. Comme ça, il n'y aura pas de morts, et tout sera fini.” Gallasch et son collègue Tiziano Terzani comptent parmi les derniers journalistes étrangers à rester à Saigon. “Il n'est pas nécessaire d'être communiste pour souhaiter que les chimères du quotidien vietnamien se dissipent”, constatait Gallasch.

Les Américains ont assisté à la guerre depuis leur salon, avec honte et compassion, mais aussi sans y participer.

Washington avait néanmoins atteint son objectif principal, les États-Unis avaient quitté le Vietnam. Les assurances de Richard Nixon – auquel avait depuis succédé Gerald Ford, au pouvoir jusqu'à la fin du conflit – étaient oubliées, alors qu'il avait promis d'intervenir “avec une puissance écrasante” en cas de menace d'une défaite. On était loin de la “paix honorable” que Henry Kissinger, le patron de la stratégie américaine, avait garantie à ses compatriotes. Dès 1970, Kissinger avait déclaré au *Spiegel* que, fondamentalement, il s'agissait de “gagner assez de temps, entre le retrait de l'Amérique et l'effondrement du Vietnam du Sud, pour que la débâcle ne puisse pas être imputée à Washington”.

À contrecœur, le président Ford s'est vainement efforcé de faire voter au Congrès une aide financière supplémentaire de 522 millions de dollars, mais que pouvait changer un demi-milliard de dollars à une guerre qu'il avait été “impossible de remporter avec près de 140 milliards” ? Et ainsi [au moment où tombe Saigon], la guerre du Vietnam fait-elle son retour sur les écrans de télévision des Américains. Mais cette fois, “les citoyens des États-Unis y ont assisté dans une certaine mesure depuis leur salon – non sans une certaine honte, et même avec de la compassion, mais aussi sans y participer”. “Ce n'est pas notre guerre”, lance le porte-parole de la Maison-Blanche. Par conséquent, l'Amérique se contente de mettre en place un “pont aérien d'évacuation” qui coûtera 10 millions de dollars.

Tout cela était une “terrible tragédie humaine”, déplore le président Ford. Avant de partir faire un golf. Le gouvernement américain n'avait guère le choix, commentait à l'époque Rudolf Augstein, rédacteur en chef du *Spiegel*. Il aurait dû soit “lancer des bombes nucléaires sur le Vietnam du Nord”, soit poursuivre une guerre “qu'il était impossible de gagner par quelque moyen que ce soit”.

—**Rainer Lübbert**,
publié le 4 avril

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

The cover features a black and white portrait of a man with a serious expression, wearing a suit and tie. Superimposed on his head is a map of North America, specifically the United States, with state boundaries and names visible. The map is overlaid with several sharp, metallic spikes or shards of broken glass, some of which have barbed wire attached to them, creating a jagged crown-like effect. The title 'LE NOUVEL ÂGE DES EMPIRES' is printed in large, bold, capital letters across the top of the cover. In the top left corner, there is a logo consisting of a globe icon next to the text 'Courrier international'. Below the logo, it says 'Hors - série Avril-mai 2025'. In the top right corner, there is a column of text in French: 'Comment les États-Unis, la Russie et la Chine se partagent le monde et le rendent plus dangereux. Les analyses de la presse étrangère.'

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

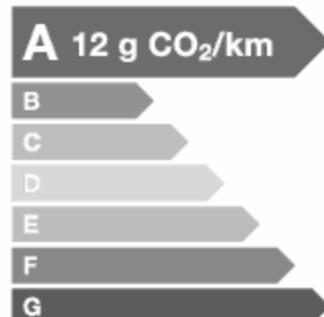
 **Courrier
international**



Croiser une borne sans s'y arrêter, c'est ça la vraie liberté.

Volkswagen Tiguan eHybrid

Nouvelle technologie Volkswagen eHybrid.
Jusqu'à 120 km d'autonomie en 100% électrique
et jusqu'à 940 km d'autonomie cumulée*,
vous avez enfin une bonne raison de ne pas choisir.



Modèle présenté : Tiguan R-Line 1.5 eHybrid 8 CV 204 ch DSG6. Certains équipements sont en option. Plus d'informations sur volkswagen.fr.

* Distance totale maximum en combinaison essence/électrique pour un Tiguan eHybrid dont 128 km en 100% électrique, données WLTP.
L'autonomie réelle en mode tout électrique dépend de nombreux paramètres dont l'équipement, le style de conduite et la vitesse.

Cycles mixtes gamme Tiguan 1.5 eHybrid (l/100 km) WLTP : 0,4-0,6. Rejets de CO₂ (g/km) WLTP : 9-12.

Valeurs au 15/02/2024, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.

Volkswagen Group France - SAS au capital de 198 502 510 € - 11, av. de Boursonne, Villers-Cotterêts - RCS Soissons 832 277 370.



Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SeDéplacerMoinsPolluer